

Le Monde

idées

VIEILLIR

Aider au départ

par RENÉ LAFORESTRIE et GUY MISSOUM (*)

La mort du vieux n'est comparable à nulle autre. Personne ne porte la mort en lui comme la porte le vieux avant même de mourir. Cette mort, vivante, il est le dépositaire légal, le cimetière ambulatoire, cette mort qui l'habite et qui s'infiltre dans ses tissus et dans son âme jusqu'à l'anéantissement total.

L'adulte est comblé. Il est entouré de ses parents, de ses amis, de son conjoint, de ses enfants. La vie de la personne âgée est jalonnée des tombes de ses proches. Le vieux a perdu ses parents, ses amis, parfois ses enfants, et il vit dans la hantise de perdre son compagnon de route, son conjoint.

Comment lutter efficacement contre l'envahissement dramatique et omnipotent de la mort ? Quel soulagement et quel soutien le vieux solitaire peut-il attendre de la cité que, lui, il contribue à édifier et qui lui impose, sur le tard, comme unique solution à son désarroi face à la mort, le chemin de l'hôpital.

L'hôpital - refuge

La mort des personnes âgées à l'hôpital n'est-elle pas tant décriée surtout pour donner bonne conscience aux moralisateurs ? Qu'en est-il de cette mort totalement dépourvue de l'intérieur des murs de nos villes, tout près de nous, dans les appartements voisins des nôtres ; et que personne ne dénonce. De tous ces vieux, qui vivent la solitude angossée de la nuit et qui meurent dans l'indifférence totale, sans que personne soit là pour recueillir leurs derniers soupirs, n'y a-t-il rien à dire ? Est-ce une mort acceptable ? Car enfin, cette mort « entourée » que tout le monde se réclame, quand se présente-t-elle encore dans notre société ?

La cité moderne a profondément modifié la nature de la mort et lui a fait perdre définitivement son caractère humain, hérité du passé culturel et historique des hommes. De nos jours, le vieux qui meurt chez lui s'éteint le plus souvent dans le silence de la ville qui s'endort. Il est sa propre écoute, il part seul.

La volonté obstinée de maintenir à domicile les personnes âgées isolées et ayant perdu toute autonomie est indissociable de l'existence d'un tissu social détrempé où le vieux est intégré et a pleinement sa place. Tant que cette sociabilité n'existera pas, tant que chacun de nous n'aura pas fait l'effort personnel et intense de faire réapparaître la personne âgée dans son regard et dans son espace immédiat, le vieux solitaire, dans la ville, sera condamné. Tant que cette prise de conscience individuelle ne se sera produite, l'hôpital représentera pour la personne âgée isolée, l'unique et dernier refuge pour vivre une mort « entourée ».

Ces « hospices mouroirs » tant critiqués, impressionnent et choquent à juste titre la conscience des hommes. Mais il faut aussi dénoncer l'extrême culpabilité des hommes à l'égard de tous ces vieux qu'ils livrent à la mort la plus inhumaine qui soit, la mort isolée dans l'effervescence de la ville. Ces hôpitaux pour personnes âgées ne sont, en fait, que la juste conséquence des lâchetés et indifférences de l'homme à l'égard de ses aînés.

Ainsi, à la mort entourée d'autrefois, à la mort entourée de la mort du vieux par la communauté, se sont substitués les hospices, puis les hôpitaux pour personnes âgées. Tout ce qui, de nos jours, concerne la mort des vieillards, a été massivement concentré à l'intérieur de l'hôpital. La

société a abandonné aux hôpitaux la terrible responsabilité d'assurer l'accompagnement de la mort, sans leur donner les moyens d'en conserver la dimension effective. Les hospices pour vieux se sont construits sur les rejets, les abandons et les lâchetés des familles et de l'environnement social. On assiste, à l'heure actuelle, à une rupture culturelle importante par rapport à l'accompagnement de la mort. Le mort n'est plus accompagné par la famille comme il l'était auparavant. Ce rituel, cependant, n'a pas entièrement disparu. L'hôpital l'a préservé dans sa forme, mais le contenu affectif et symbolique en a été profondément altéré.

Le psychanalyste a beaucoup accordé à l'enfance et à l'adolescence, mais s'est désintéressée des problèmes posés par la vieillesse et le vieillissement. La psychanalyse qui s'intéresse tant au concept de la mort chez l'enfant et l'adulte, pourquoi l'ignore-t-elle chez ceux qui en sont le plus imprégnés : les vieux ? Le vide aspirant de la vieillesse, familière de la mort, effraie-t-il à ce point les psychanalystes, qu'ils violent dans cette faille et se gâtent une invite à leur propre mort, à leur propre destruction ? Face à la mort du vieux, la psychanalyse tente ainsi de se préserver comme chacun d'entre nous, de la dépression et de l'angoisse.

En glorifiant le monde merveilleux de l'enfance, la psychanalyse a contribué à rejeter définitivement dans l'ombre le monde lugubre de la vieillesse. Seul, pour elle, l'enfant mérite d'être sauvé. Le vieux ne semble pas exister dans l'inconscient psychanalytique. La psychanalyse refuse ainsi de « laisser fertiliser par l'univers grouillant et effrayant de la vieillesse. Elle en craint par-dessus tout la pollution et la contamination dépressive. L'attitude de la psychanalyse à l'égard des personnes âgées cautionne finalement le désintérêt général d'une société qui nie la vieillesse.

A moins que ce refus de la psychanalyse ne repose sur une

insuffisance théorique face aux problèmes que lui pose la vieillesse, à moins qu'elle n'accepte pas de séparer de la mort et de se remettre en question face aux vieux. Les personnes âgées questionnent la psychanalyse qui s'enfuit de la certitude de pouvoir jouer sans risque, sur le divan, avec la pulsion de mort qui habite le corps du jeune et de l'adulte.

Le psychanalyste, ce prince de

l'écoute, peut-il assister le vieux dans sa mort et accepter de quitter son divan d'analyste, pour se déplacer au chevet du mourant ? Qu'il vienne là, se cogner au vieux armé du bouchier de la mort réelle, urgente et inaccessible au fantasme. Quel combat la psychanalyse peut-elle engager contre la mort dévorante et toute-puissante du vieux, contre l'oralité de cette mort qui, quoi qu'il arrive, absorbera dans son ventre affamé, la psychanalyse, ses théories et ses fidèles.

Un tissu social détérioré

L'essor industriel et technologique de nos sociétés a profondément détérioré le tissu social et a atteint surtout la population la plus exposée, celle des personnes âgées. Il n'est plus possible de poursuivre dans la voie d'une telle déshumanisation de la société qui, après s'être emparée de la vie de chacun et l'avoir asséchée de la dépossession de sa mort. C'est ce tissu social qu'il faut reconstruire, ce sont les mentalités individuelles qu'il faut toucher, c'est l'implication affective de chacun qu'il faut rechercher à tout prix. Il est temps de privilégier l'approche psychologique des problèmes humains devant les échecs auxquels ont conduit les approches sociologiques et économiques. La mort des vieux en particulier ne peut être abandonnée entre les mains des gestionnaires de la cité qui ont contribué à faire disparaître la mort entourée.

Pour réparer ce tissu social, il convient de réexaminer la vie collective, la vie de quartier, les rapports entre les générations. Ces retrouvailles sont essentielles pour que le vieux ose ré-investir sa vie affective en reconstruisant une vie de couple lorsque celle-ci a été détruite par le décès du conjoint : c'est le seul moyen efficace pour lui, de combattre avec succès, l'angoisse de la mort. Le vieux isolé dans la ville, moi, que la sécurité qu'il ressent de la chaleur et la sécurité du contact corporel de la nuit qui le rassure

et le soutient dans son attente de la mort.

Cet effort pour reconstruire les couples détruits doit être soutenu activement au niveau d'une déculpabilisation de la vie sexuelle des vieux. La société doit l'admettre, et doit faciliter de telles unions. En attendant que les vieux puissent assumer librement, entre eux, une authentique vie communautaire dans la ville, telle que Paul Barge la décrit dans son film « Le Paradis des riches », la reconstitution de la vie de couple représente la solution la plus satisfaisante pour que la mort redevenue un événement naturel.

C'est dans ce cadre naturel que la mort à l'hôpital doit aussi se situer, même si par rapport à la mort du vieux, l'attitude de l'hôpital diffère radicalement de celle de la cité. A l'ignorance et l'indifférence totales de la mort du sujet âgé dans la ville, se substitue à l'hôpital une banalisation extrême que les progrès considérables de la médecine contribuent à renforcer. Il faut donc donner à l'hôpital les moyens de reconstruire la socialité autour de la mort. Il faut que des équipes thérapeutiques préparent le départ du vieux, que les lieux se plient aux exigences architecturales de l'accompagnement du mourant et que le rite des retrouvailles avec la famille, soit entièrement préservé.

(*) Psychologues cliniciens.

Lecture de Cicéron

par GABRIEL MATZNEFF

SENEQUE écrit que le courage devant la mort est la seule vertu dont nous sommes certains d'avoir besoin un jour. Aider les gens à bien mourir est la grande affaire du stoïcisme, et dans mon essai sur le suicide chez les Romains, j'ai déroulé jadis les enseignements des maîtres du Portique pour entrer dans la mort avec égalité d'âme, *aequanimitas*.

Mais si les anciens Romains nous permettent de bien mourir, ils nous enseignent aussi à bien vivre, et singulièrement à bien vieillir. Parmi les textes que l'Antiquité nous a légués sur la vieillesse, un des plus intéressants est le De Senectute que Cicéron écrit à l'âge de soixante-deux ans, afin d'aider son ami Atticus, qui en avait soixante-cinq, à supporter sa condition de vieillard (la vieillesse, selon les Anciens, commençant à soixante ans).

Aider Atticus, mais aussi s'aider soi-même. En mai 44, séjourant à Pouzzoles, Cicéron écrit à Atticus : « J'ai bien souvent besoin de relire le traité que je t'ai envoyé, car la vieillesse me rend amer. Tout me blesse. » Nous écrivons certes pour les autres, mais nous écrivons d'abord pour nous. Cicéron n'aura d'ailleurs pas l'occasion de relire souvent De Senectute, puisqu'un an plus tard il sera assassiné sur l'ordre de Marc-Antoine.

Ce traité, où Cicéron expose et résume successivement les reproches que l'on fait d'ordinaire à la vieillesse, est d'une lecture roborative, et souvent amusante. Ainsi, lorsqu'on lit au chapitre douze qu'un des principaux mérites du grand âge est de nous délivrer de l'appât des plaisirs sensuels, qui est « ce que l'adolescence a de plus vicieux », *quod est in adules-*

centia villosissimum, on sourit en songeant qu'au moment même où il écrit ces pages enthousiastes sur la chasteté des vieux messieurs, Cicéron venait d'épouser Publilia, une adolescente de quatorze ans.

Est-ce l'influence de sa femme-entente ? Cicéron se montre dans cet essai un partisan résolu de l'amalgame des générations. Il y exprime les raisons qu'ont les adolescents et les vieillards d'aimer les uns les autres. A soixante-deux ans, il se fâche contre ceux qui prétendent que la vieillesse est odieuse à la jeunesse, et soutient que les adolescents, doués d'un bon naturel éprouvent au contraire les sentiments les plus tendres pour les sages vieillards qui les guident dans le chemin de la vertu.

Quelques semaines auparavant, il avait répudié sa première femme, Terentia, après trois ans de mariage. Pour se venger, celle-ci répandait dans tout Rome que Cicéron s'était pris d'une passion extravagante pour cette fille de quatorze ans, et que, malgré le De Senectute, la recherche de la vertu était, en l'occurrence, le dernier de ses soucis.

A une époque, la nôtre, où l'on publie tant de sottises démagogiques sur le prétendu abîme qui séparerait les générations, il est souhaitable qu'on redécouvre cet excellent traité de Cicéron.

« Comme l'aime l'adolescent qui a quelques choses du vieillard, l'aime le vieillard qui a quelques choses de l'adolescent », écrit Cicéron. Et il ajoute : « A suivre ce précepte, un vieillard peut être de corps, mais jamais d'esprit. » Plus de deux mille ans se sont écoulés depuis que cette pensée a été formulée, mais aujourd'hui encore nous ne saurions mieux dire.

Répliques à... Marc Losson

L'article de Marc Losson « Les camps de vieillards en France » (Le Monde du 18 janvier) nous a valu beaucoup de lettres. Voici les passages les plus significatifs de deux d'entre elles.

Sont-ils malheureux ?

De Mme Raymonde Klein, de Bagneux (92).

Notre situation est la suivante : nous avons respectivement 62 et 60 ans. La mère de mon mari en a quatre-vingt-dix-neuf depuis novembre dernier (ses jambes ne fonctionnent plus du tout). Il faut la changer comme un bébé, la lever de son lit le matin, la mettre dans un fauteuil, lui faire manger, lui faire sa toilette. Evidemment, lui faire sa toilette, nous avons eu la chance, je dis bien la chance, de pouvoir la faire rentrer, il y a deux ou trois ans, dans une « maison de cure médicale » (ville de Paris) où elle a une chambre coquette, du soleil, un parc si elle pouvait y descendre et des soins soignés (pourrions-nous faire face sans cesse les prises de sang, de tension, adapter son régime à son diabète et à ses nombreuses déficiences ?)

Mon mari (soixante-dix-huit ans) se rend deux fois par se-

maine dans cet « univers clos ». Il n'y a pas d'entassement démentiel de vies, mais l'atmosphère est quand même lourde, et c'est surtout de penser que derrière chaque porte il y a un « vieux ».

Mais ces vieux sont-ils malheureux ? Ceux qui sont valides peuvent sortir (on en voit prendre le thé au café voisin) peuvent faire leurs courses, ils ont un salon, s'il fait beau, des petits groupes bavardent dans le parc. Les femmes sont coquettées, et je crois, moi, que la sécurité qu'elles ressentent de pouvoir appeler au moindre malaise les « conforté ».

Et cette vieille dame, qui obéit si bien à ses infirmières, au docteur qu'elle espère toujours voir se comporter avec son fils. Elle serait autoritaire, désagréable, pensant que son fils (qu'elle voit encore à douze ans) doit la servir jour et nuit, satisfaire à tous ses caprices ?

Et les vieux qui n'ont plus de famille ? Vivre dans son « environnement » les rendrait-ils plus heureux ? Tous les jours tout seuls les vieux se réunissent pour jouer aux cartes dans les locaux aménagés par la mairie. Mais ces locaux sont souvent loin de chez eux. Et qu'est-ce qu'ils y trouvent ? D'autres vieux... dont les préoccupations sont les mêmes et les rentrent chez eux, seuls.

Auparavant, ma belle-mère vivait dans une résidence pour

personnes âgées valides. Elle avait une grande chambre sur la rue, un cabinet de toilette, une kitchenette. Elle pouvait sortir autant qu'elle le voulait, recevoir des visites, prendre ses repas ou ne pas les prendre sur place. Enfin elle avait une indépendance qu'elle n'aurait pas eue dans sa famille, car elle n'aurait jamais voulu se plier au rythme de la vie commune. Comment supporter une telle vie ? Un mari esclave, une femme toujours enervée, tous les jours ses dents ? Nous avons travaillé, élevé trois enfants. Ne méritons-nous pas un peu de repos ? Et croyez-moi, nous n'avons pas de grande maison, pas de garage qui aurait pu faire une chambre. Ne généralisez pas, je vous en prie.

Puis-je donner un autre exemple ? Mon mari a une cousine de quatre-vingt-huit ans, presque sourde, presque aveugle, pouvant à peine marcher, tributaire des aides ménagères qui ne seraient pas si nombreuses si elle n'était pas si déficiente de l'une d'elles, elle ne pourrait pas se relever, se trainer au téléphone dont elle ne voit plus les touches. On l'a volée deux fois. Ne serait-elle pas mieux ailleurs ? Son fils, qui a quatre enfants, recule, je crois, devant les démarches et tant que ça va...

Je l'ai dit plus haut, j'ai soixante et onze ans. Je crois que le principal c'est de rester dans la vie, de se tenir au courant de la politique, de l'économie, d'essayer de comprendre les jeunes, de n'avoir jamais recours à personne pour faire ce que l'on a à faire, d'avoir des « hobbies », de ne penser au temps qui passe (tout au moins autant que possible). En aucun cas, pour rien au monde, je ne voudrais gâcher la vie de mes enfants en leur imposant des tâches que ma dignité n'admettra jamais.

L'arbre et ses racines

De Mme Gracienne Dureau, du Perreux (94).

On n'a pas le droit de considérer les maisons de retraite comme un mal en soi, isolé, horrible charognard qui aurait poussé par mégarde sur un arbre sain ! Il faut considérer aussi l'arbre et ses racines.

Première question indispensable : quelle est la cause de cette

situation ? Sadisme et volonté de destruction, comme le suggère le titre ? On aurait pris froidement chez eux des gens heureux, en bon état, au sein d'une vie que nous n'aurions pas le droit de leur enlever ?

Alors, sérieusement, qui sont ces pensionnaires des maisons de retraite, et comment en sont-ils arrivés là ? Nous connaissons tous de merveilleux octogénaires qui jouissent à la fois de toutes leurs facultés, de forces créatrices, d'indépendance et de revenus confortables. Si ces fins de vie sont possibles, qu'est-il arrivé aux autres — la grande majorité, en face de cette poignée de privilégiés ?

Est-il normal que notre société expédie « en retraite » des milliers d'êtres humains comme nous le voyons, dégradés par les conditions de toute une vie, désormais incapables de s'adapter à leur fragilité nouvelle, tant sur le plan financier que psychologique ? Qui les a traités, de quinze à soixante-cinq ans, en termes de production, de rentabilité économique, pour s'en débarrasser lorsqu'ils ne suivent plus les accélérations de cadence, leur octroyant comme amorce de misérables « pensions » vite dévaluées ? Serait-ce par hasard que les octogénaires dont nous parlions plus haut ont tous, de plus ou moins près, participé à l'un des pouvoirs — médecine, Église, politique, industrie, voire artistique ? N'est-il pas affligeant de constater que plus la vie active a été frustrante et pénible, plus dure sera la vieillesse ?

La deuxième question concerne les raisons pour lesquelles les familles des « vieux » les « plaquent » soudain, alors qu'elles les auraient conservés dans le passé : faut-il incriminer une vague, un raz de marée de l'égoïsme contemporain ? Méfions-nous des explications uniquement moralisatrices !

Mais comparons à la nôtre une société demeurée à un stade antérieur : mes amis portugais m'assurent que leurs « vieux », dans chaque village, sont pris en charge par leur famille. Mais toute une famille au sens large, descendants, collatéraux, neveux, etc. ! Ces vieillards étant d'ailleurs peu nombreux, comme dans tous les pays où le système de santé a stagné, le rapport s'établit donc : une personne âgée pour une pa-

renté nombreuse... Imaginons les rejets, l'entraide, le poids partagé.

Chez nous, dans nos villes, nos banlieues, point de tante sécurisable, de sœur généreuse : elles vivent ailleurs, comme nous tous, au hasard du travail et de l'habitat. Dans le même temps, s'est subitement allongée notre « espérance de vie » (ah, le joli mot !). De sorte que chacun et chacune a aujourd'hui au moins un parent dans la tranche des retraités. Ce qui est très bien, tant qu'ils sont valides, autonomes. Mais le grand âge, le vrai, amène avec lui son cortège d'infirmités, de maladies chroniques, de faiblesses, c'est-à-dire le besoin grandissant d'une assistance elle-même croissante.

Et le rapport est devenu : un père ou une mère pour une (deux au mieux) personne active !

Mais il n'est pratiquement pas possible d'entretenir un grand vieillard infirme ou alité. (Je dis : SEUL.) Les détails basement matérialistes du quotidien font une énorme consommation de force, de temps, de santé et de quasi-renoncement à toute autre occupation. Dans la plus petite maison de retraite, combien de personnes sont-elles requises, en chaîne, pour chaque pensionnaire ? Toilette, ménage, blanchissage, cuisine, ravitaillement, médicaments... c'est bien d'heures, sans compter les soins spécifiquement infirmiers ?

La maison de retraite survient comme une attelle sur un membre brisé : secours de première urgence ; ce n'est pas l'idéal, loin de là, mais quel d'autre ? Et les efforts que déploient actuellement beaucoup de municipalités témoignent d'une lutte pour le progrès : les minimiser serait une injustice.

Mais, pas plus que ces autres rassemblements catégoriels — écoles, hôpitaux, casernes, E.L.M., il faut savoir qu'on ne supprime pas les maisons de retraite cruelles sans s'attaquer à l'essentielle question de notre temps : quel choix de société faisons-nous ? C'est là qu'il faut avoir le courage de poursuivre notre analyse politique et de savoir ce que nous voulons.

Tant que nous accepterons qu'une société humaine soit basée sur le seul profit dans la compétition, malheur aux faibles ! Elle évaluera ses membres selon leur capacité à augmenter ou diminuer ce profit et rejettera également dans ses oubliettes tous ceux qu'elle juge peu rentables : handicapés, vieillards, malades, tous...



Porto OFFLEY

Distribué par St-Raphaël

حكايا من الاحل

LA FIN DU VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING A MOSCOU

Le programme de coopération franco-soviétique « dans l'intérêt de la détente et de la paix »

Un sommet chaque année

(Suite de la première page.)

M. Brejnev aurait ensuite laissé entendre au président de M. Giscard d'Estaing ne compliquent pas la ratification par le Sénat américain de SALT-2 en élevant des critiques contre ce texte. Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing a réitéré l'essentiel des arguments qu'il avait développés devant M. Carter en janvier dernier au sommet de la Guadeloupe, alors que le chef de la Maison Blanche lui présentait la même requête que M. Brejnev : « La France est favorable au principe de l'accord SALT-2, mais ce n'est qu'un pas vers l'accord qui-même et après l'avoir analysé, elle se prononcera définitivement ».

Selon M. Hunt, porte-parole de l'Elisee, M. Giscard d'Estaing aurait ensuite expliqué à la délégation soviétique pourquoi la France ne prendra pas part, en revanche, aux négociations sur la limitation des armements SALT-3, qui, dans l'esprit des Américains comme des Soviétiques, devraient succéder à SALT-2. L'argumentation française est la suivante : il existe une telle disparité entre les capacités nucléaires françaises, d'un côté, soviétiques et américaines de l'autre, que, en l'état, SALT-3 reviendrait pour la France à compromettre gravement son « droit à la sécurité ». SALT-3 posera en effet le problème des armes nucléaires à portée intermédiaire, donc celle de la force de frappe française. Ce problème avait également été soulevé par M. Carter à la Guadeloupe, et M. Giscard d'Estaing avait alors fait la même réponse au président des Etats-Unis qu'un secrétaire général soviétique.

Plus que de se lancer dans une polémique stérile avec la France à propos de SALT-3 (même s'il le voulait, M. Giscard d'Estaing ne pourrait pas se permettre des concessions à ce sujet pour des raisons de politique intérieure), les Soviétiques paraissent avoir choisi la voie de l'ambiguïté : ils n'ont pas purement et simplement rejeté la proposition de M. Giscard d'Estaing concernant l'organisation d'une conférence européenne sur le désarmement, mais ont tenté plutôt de déstabiliser cette idée, tout en l'élargissant. On retrouve la contre-proposition soviétique dans le paragraphe du programme de développement de la coopération « qu'une paix véritablement juste et durable dans cette région ne peut être établie que par un règlement global, avec la participation directe de toutes les parties intéressées ».

Dans son bref discours, vendredi soir, au dîner de l'ambassade de France, M. Brejnev avait été beaucoup plus virulent, regrettant qu'au Proche-Orient « les conséquences de l'agression contre les Etats et peuples arabes ne soient toujours pas liquidées ». Le secrétaire général avait également condamné « une certaine fraction séparée relative aux affaires du Proche-Orient, à caractère anti-arabe ». « Si l'on juge la situation à tête reposée, aucune mine dans cette zone explosive ne se démonte, et il est illusoire d'attendre d'elle la fin de la guerre », a ajouté M. Brejnev.

Au cours de ce dîner, comme au cours des conversations de l'après-midi, le secrétaire général a paru moins fatigué que la veille. D'après les participants, il est intervenu plusieurs fois dans les entretiens politiques, après avoir lu d'entrée de jeu un texte définissant la position soviétique. Bien que marchant avec peine, il a également réussi à gravir l'escalier qui conduit aux salles de réception de l'ambassade de France.

Au chapitre des relations bilatérales, les deux délégations se sont mises d'accord pour une périodicité annuelle des sommets franco-soviétiques, pour un développement des échanges économiques et commerciaux sur un rythme d'environ 20 % l'an (contre 10 % de l'Union soviétique), pour une coopération scientifique (le Monde du 28 avril, dernière édition). Cette idée était régulièrement avancée par les Soviétiques depuis quelque temps, mais c'est la première fois qu'elle fait l'objet d'une offre officielle. Peut-être pris de court, M. Giscard d'Estaing a répondu que la proposition soviétique serait « étudiée dans un esprit positif ». Jusqu'à présent, seuls des citoyens des pays alliés de l'U.R.S.S. ont participé à des voeux spatiaux soviétiques.

SEPT DOCUMENTS ONT ÉTÉ SIGNÉS AU KREMLIN

(De notre envoyé spécial.)

Moscou. — C'est un ensemble de sept textes qui a été signé, samedi matin, au Kremlin. Outre le programme de développement de la coopération entre la France et l'Union soviétique (voir ci-contre), MM. Giscard d'Estaing et Brejnev ont signé un programme à long terme de développement de la coopération économique, industrielle et technique pour la période 1980-1990 ; un accord sur la coopération scientifique, technique et industrielle dans les domaines de l'informatique et de l'électronique ; ils ont également signé un accord sur l'étude des océans ainsi qu'un accord concernant l'étude du français et du russe en U.R.S.S. et en France. M. Moynier, ministre de l'Economie, et M. Piatovitch, ministre du Commerce extérieur de l'U.R.S.S., ont, d'autre part, échangé des lettres sur la propagation de l'accord sur le développement de la coopération économique, technique et industrielle conclue en 1971. Ce document est prorogé jusqu'en décembre 1980.

rait affirmé que toute cette affaire est du ressort de la France. On l'aurait entendue, parmi la délégation française, dans des conversations entrecroisées avec les Chinois à ce sujet se poursuivaient, mais avec une extrême prudence.

La situation au Proche-Orient a également été évoquée vendredi. Selon M. Ziamatine, le porte-parole soviétique, et M. Hunt, le porte-parole français, les deux pays ont constaté une nouvelle fois que leurs positions étaient « très proches » sur certains points. Le « programme de développement de la coopération » rappelle simplement « qu'une paix véritablement juste et durable dans cette région ne peut être établie que par un règlement global, avec la participation directe de toutes les parties intéressées ».

Dans son bref discours, vendredi soir, au dîner de l'ambassade de France, M. Brejnev avait été beaucoup plus virulent, regrettant qu'au Proche-Orient « les conséquences de l'agression contre les Etats et peuples arabes ne soient toujours pas liquidées ». Le secrétaire général avait également condamné « une certaine fraction séparée relative aux affaires du Proche-Orient, à caractère anti-arabe ». « Si l'on juge la situation à tête reposée, aucune mine dans cette zone explosive ne se démonte, et il est illusoire d'attendre d'elle la fin de la guerre », a ajouté M. Brejnev.

Au cours de ce dîner, comme au cours des conversations de l'après-midi, le secrétaire général a paru moins fatigué que la veille. D'après les participants, il est intervenu plusieurs fois dans les entretiens politiques, après avoir lu d'entrée de jeu un texte définissant la position soviétique. Bien que marchant avec peine, il a également réussi à gravir l'escalier qui conduit aux salles de réception de l'ambassade de France.

JACQUES AMALRIC.

Voici les principaux extraits du Programme de développement de la coopération entre la France et l'Union soviétique dans l'intérêt de la détente et de la paix, signé samedi 28 avril au Kremlin par MM. Brejnev et Giscard d'Estaing.

Après un paragraphe d'introduction rappelant les principes de la coopération franco-soviétique, ce document de onze pages dactylographiées se divise en sept chapitres.

I. — Dispositions générales

« (...) Les deux parties se sont déclarées d'accord pour que l'approfondissement de leurs consultations politiques et de leur coopération soit réalisé par :
« — Des réunions régulières au plus haut niveau tenues en principe une fois par an, selon des modalités diverses acceptables pour les deux parties ;
« — La poursuite de contacts conjoints par l'échange de messages personnels et, en cas de nécessité, en utilisant la liaison directe entre l'Elisee et le Kremlin ;
« — Des réunions périodiques des ministères des affaires étrangères ou de leurs représentants, conformément au protocole franco-soviétique du 13 octobre 1970 ;
« — Le développement de la pratique des contacts de travail entre les ministères des affaires étrangères sur les questions d'intérêt commun... »

Le document cite également le « perfectionnement des mécanismes de coopération », les « échanges culturels » et les « échanges de délégation parlementaires ».

II. — Coopération sur la scène internationale

La France et l'U.R.S.S. se fixent deux domaines d'action : la détente et le désarmement. A propos de la détente, le document affirme que « la prévention de la guerre est la tâche prioritaire qui se présente aux Etats ». Les deux pays « déclarent solennellement qu'ils feront tout ce qui dépend d'eux pour que l'humanité soit débarrassée de la menace de la guerre » et rappelle « le prix qu'ils attachent aux dispositions de la charte des Nations unies et de l'Acte final d'Helsinki sur le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, le règlement pacifique des différends, le respect de l'indépendance, de l'intégrité des frontières, de l'indivisibilité territoriale... »

territoriale, la non-intervention dans les affaires intérieures...
« (...) La France et l'Union soviétique expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) L'Union soviétique considère que la voie principale qui conduit à l'approfondissement de la détente en Europe est l'application de toutes les dispositions de l'Acte final de la C.S.C.E. par tous les Etats signataires. Dans ce contexte, la France et l'Union soviétique expriment l'espoir que la réunion de Madrid (1) sera couronnée de succès et elles se déclarent prêtes à apporter leur concours à cet effet. Elles se prononcent en faveur de l'élargissement de la coopération entre les pays européens dans tous les domaines couverts par l'Acte final et notent à cet égard l'intérêt que revêt le développement de la coopération multilatérale dans le domaine de l'environnement... »

« La France et l'Union soviétique soulignent que la politique de force, de blocs ou d'hégémonie est incompatible avec la paix et la détente, de même qu'avec les intérêts des peuples, et ne doit être encouragée d'aucune manière... »

« (...) Au cas où surviendraient des situations qui, de l'avis des deux parties, créeraient une menace contre la paix, une rupture de la coopération ou provoqueraient une tension internationale, les gouvernements de la France et de l'U.R.S.S. entretiennent sans tarder en contact, afin de se concerter sur tous les aspects de cette situation et sur les dispositions permettant d'y faire face... »

« La France et l'U.R.S.S. se prononcent en faveur de la réduction des tensions en Asie. Elles sont favorables au développement de ce continent dans la stabilité et la paix. Elles estiment indispensable à cette fin l'abstention de toute action de force de la part de tous les Etats, le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun des Etats du continent asiatique, la non-ingérence dans ses affaires intérieures, de même que le droit de chaque peuple à disposer librement de son destin... »

« La France et l'Union soviétique expriment leur espoir que l'élimination des foyers de tension existant au Proche-Orient. Elles sont convaincues qu'une paix véritablement juste et durable dans cette région ne peut être établie que par un règlement global, avec une participation directe de toutes les parties intéressées... »

« La France et l'Union soviétique se prononcent fermement en faveur du respect des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indivisibilité des frontières en Afrique et pour un règlement pacifique des problèmes régionaux... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) L'Union soviétique considère que la voie principale qui conduit à l'approfondissement de la détente en Europe est l'application de toutes les dispositions de l'Acte final de la C.S.C.E. par tous les Etats signataires. Dans ce contexte, la France et l'Union soviétique expriment l'espoir que la réunion de Madrid (1) sera couronnée de succès et elles se déclarent prêtes à apporter leur concours à cet effet. Elles se prononcent en faveur de l'élargissement de la coopération entre les pays européens dans tous les domaines couverts par l'Acte final et notent à cet égard l'intérêt que revêt le développement de la coopération multilatérale dans le domaine de l'environnement... »

« La France et l'Union soviétique soulignent que la politique de force, de blocs ou d'hégémonie est incompatible avec la paix et la détente, de même qu'avec les intérêts des peuples, et ne doit être encouragée d'aucune manière... »

« (...) Au cas où surviendraient des situations qui, de l'avis des deux parties, créeraient une menace contre la paix, une rupture de la coopération ou provoqueraient une tension internationale, les gouvernements de la France et de l'U.R.S.S. entretiennent sans tarder en contact, afin de se concerter sur tous les aspects de cette situation et sur les dispositions permettant d'y faire face... »

« La France et l'U.R.S.S. se prononcent en faveur de la réduction des tensions en Asie. Elles sont favorables au développement de ce continent dans la stabilité et la paix. Elles estiment indispensable à cette fin l'abstention de toute action de force de la part de tous les Etats, le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun des Etats du continent asiatique, la non-ingérence dans ses affaires intérieures, de même que le droit de chaque peuple à disposer librement de son destin... »

« La France et l'Union soviétique expriment leur espoir que l'élimination des foyers de tension existant au Proche-Orient. Elles sont convaincues qu'une paix véritablement juste et durable dans cette région ne peut être établie que par un règlement global, avec une participation directe de toutes les parties intéressées... »

« La France et l'Union soviétique se prononcent fermement en faveur du respect des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indivisibilité des frontières en Afrique et pour un règlement pacifique des problèmes régionaux... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) L'Union soviétique considère que la voie principale qui conduit à l'approfondissement de la détente en Europe est l'application de toutes les dispositions de l'Acte final de la C.S.C.E. par tous les Etats signataires. Dans ce contexte, la France et l'Union soviétique expriment l'espoir que la réunion de Madrid (1) sera couronnée de succès et elles se déclarent prêtes à apporter leur concours à cet effet. Elles se prononcent en faveur de l'élargissement de la coopération entre les pays européens dans tous les domaines couverts par l'Acte final et notent à cet égard l'intérêt que revêt le développement de la coopération multilatérale dans le domaine de l'environnement... »

« La France et l'Union soviétique soulignent que la politique de force, de blocs ou d'hégémonie est incompatible avec la paix et la détente, de même qu'avec les intérêts des peuples, et ne doit être encouragée d'aucune manière... »

« (...) Au cas où surviendraient des situations qui, de l'avis des deux parties, créeraient une menace contre la paix, une rupture de la coopération ou provoqueraient une tension internationale, les gouvernements de la France et de l'U.R.S.S. entretiennent sans tarder en contact, afin de se concerter sur tous les aspects de cette situation et sur les dispositions permettant d'y faire face... »

« La France et l'U.R.S.S. se prononcent en faveur de la réduction des tensions en Asie. Elles sont favorables au développement de ce continent dans la stabilité et la paix. Elles estiment indispensable à cette fin l'abstention de toute action de force de la part de tous les Etats, le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun des Etats du continent asiatique, la non-ingérence dans ses affaires intérieures, de même que le droit de chaque peuple à disposer librement de son destin... »

« La France et l'Union soviétique expriment leur espoir que l'élimination des foyers de tension existant au Proche-Orient. Elles sont convaincues qu'une paix véritablement juste et durable dans cette région ne peut être établie que par un règlement global, avec une participation directe de toutes les parties intéressées... »

« La France et l'Union soviétique se prononcent fermement en faveur du respect des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indivisibilité des frontières en Afrique et pour un règlement pacifique des problèmes régionaux... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de bon voisinage d'entente et de coopération... »

« (...) Les deux parties expriment leur conviction que la politique de détente représentée dans la situation actuelle la seule voie permettant d'assurer la paix et l'instauration entre les Etats de relations de

حزب الناصريين

PROCHE-ORIENT

Iran

LA LUTTE POUR LE POUVOIR A TÉHÉRAN Les deux principaux «hommes de confiance» de l'ayatollah Khomeiny sont en semi-disgrâce

Téhéran. — La lutte pour le pouvoir en Iran paraît avoir atteint un nouveau seuil, sinon encore un tournant : deux personnalités de premier plan parmi les plus proches de l'ayatollah Khomeiny, chefs favoris des milieux libéraux du clergé et de la gauche laïque, risquent fort de perdre les postes-clés qu'elles détiennent. Le docteur Ibrahim Yazdi, vice-

président du conseil chargé des affaires de la révolution, céderait à brève échéance ses fonctions pour ne conserver que la portefeuille des affaires étrangères ; M. Sadek Ghotbzadeh, le directeur général de la radiotélévision qui faisait la pluie et le beau temps dans le domaine de l'information, est depuis ce samedi 28 avril lui aussi en délicate situation.

De notre envoyé spécial

Le quotidien indépendant *Ayandegan* publie, en effet, deux textes qui le mettent directement en cause. Curieusement, les coups qui lui sont assénés ne proviennent pas de ses adversaires, mais de deux «amis» politiques, qui appartiennent, de surcroît, à l'entourage de l'ayatollah Khomeiny, qui passait jusqu'ici pour être son protecteur.

Le premier et le plus important des deux desseins est celui de M. Sayed Hossein Khomeiny, petit-fils du patriarche de Oum, qui demande l'éviction de M. Ghotbzadeh de son poste. Il l'accuse notamment d'être un «incapable», et surtout d'avoir instauré une censure «indigne de la révolution islamique». Ces propos, tenus publiquement, le mercredi 25 avril, n'avaient pu être diffusés par l'agence officielle Pars et la presse, en raison des pressions exercées par les partisans de M. Ghotbzadeh. *Ayandegan*, qui échappe à l'emprise du directeur de la radiotélévision, a été d'autant plus encouragé à reproduire le texte de M. Sayed Hossein Khomeiny qu'il a reçu vendredi une lettre dans le même sens de l'un des conseillers les plus écoutés de l'ayatollah Khomeiny, M. Bani Sadr.

Ce dernier fut, durant de longues années, le compagnon d'infortune de M. Ghotbzadeh : bien que les deux hommes ne s'appréciaient guère, ils avaient été les victimes de la répression de l'ancien régime avant de se réconcilier à Paris, où ils menaient un combat commun contre le chah. L'ayatollah Khomeiny, lui-même, a été d'autant plus favorable à M. Ghotbzadeh qu'il avait été l'un des rares à ne pas fuir l'Iran, et qu'il avait été l'un des rares à ne pas fuir l'Iran, et qu'il avait été l'un des rares à ne pas fuir l'Iran.

avait assumé la tâche de traduire dans la réalité les principes de l'islamisme musulman.

M. Bani Sadr, qui fait figure d'idéologue en particulier dans le domaine de l'économie, s'indigne, dans sa lettre à *Ayandegan*, de l'arbitraire de son ancien camarade. «La censure, écrit-il, est la pire des cruautés que l'on puisse infliger à un peuple. Ce dernier a des droits, le droit sacré de recourir à la lutte armée, voire au jihad (la guerre sainte), pour obtenir sa suppression». Pour illustrer son propos, M. Bani Sadr se réfère à son propre cas. M. Ghotbzadeh, rapporte-t-il, l'a empêché de poursuivre sur le pont ébranlé du dialogue qu'il avait amorcé avec les représentants des autres formations politiques : il y a une dizaine de jours, en effet, la télévision avait diffusé un débat entre M. Bani Sadr et M. Babak Zahra'i, leader du parti ouvrier socialiste, de tendance trotskiste. D'autres faces-à-face devaient suivre, mais M. Ghotbzadeh décida d'interrompre l'expérience, jugée incompatible avec la ligne officielle.

Le contentieux pour les milieux libéraux ou de gauche est sans doute beaucoup plus lourd. Beaucoup se plaignent que la ligne de conduite adoptée à la radiodiffusion ne se différencie guère de celle qu'appliquait autrefois le régime du chah. Les informations qui risquent de délégitimer le régime de l'ancien régime avant de se réconcilier à Paris, où ils menaient un combat commun contre le chah.

ou délégitimer. On reproche également à M. Ghotbzadeh d'avoir banni des organes d'information audiovisuels toute critique de la politique américaine, tout en laissant libre cours à la «propagande antisémitique».

Un programme diffusé sur le petit écran jeudi soir faisait cependant exception : les téléspectateurs s'acquittaient les yeux, ébahis en suivant la projection, coup sur coup, de deux films, l'un, soviétique, primé au festival de Venise en 1961 et qui ridiculise le comportement d'un soldat américain au cours de la seconde guerre mondiale ; l'autre, produit par des Israéliens, qui dénonce «les crimes de l'impérialisme américain au Vietnam».

C'était la première fois que ce thème était évoqué à la télévision depuis la chute de la monarchie. L'apothéose du non-conformisme a été cependant atteinte quand une jeune femme est apparue sur l'écran pour prononcer un éloquent discours contre les États-Unis. Elle ne portait pas, de surcroît, le *hidjab*, le couvre-chef des femmes musulmanes exigé par les milieux intégristes.

La police secrète contrôlée par M. Bazargan

Ce sursaut de «progressisme» ne suffira sans doute pas à désarmer les milieux libéraux ou cléricaux qui avaient demandé à l'ayatollah Khomeiny la «tête» de M. Ghotbzadeh. En particulier l'ayatollah Taleghani, dont la popularité à Téhéran a atteint de nouveaux sommets, ne lui pardonne pas d'avoir fait démentir, il y a une quinzaine de jours, à la radio et à la télévision, vingt-quatre heures durant, l'arrestation de ses deux fils marxistes, qui, pendant ce temps, subissaient des sévices dans des geôles des «gardes de la révolution», organisation paramilitaire dirigée à l'époque par le Dr Ibrahim Yazdi, vice-président du conseil, chargé des affaires de la révolution. Il n'est pas sûr que ce dernier ait ordonné ces arrestations, mais, à tort ou à raison, MM. Yazdi et Ghotbzadeh sont accusés de complicité dans cette machine à démolir.

Quoi qu'il en soit, la «guerre des ayatollahs» aurait été évitée de justesse si les dirigeants du conseil, informés — en contrepartie de l'abandon par l'ayatollah Khomeiny de ses deux hommes de confiance, désormais en semi-disgrâce. Au cours d'une conférence de presse, le porte-parole du gouvernement, M. Amir Entezam, a indiqué, en passant, que le premier ministre, M. Bazargan, présiderait à l'avenir la commission de la sécurité et de la défense. Or cette fonction, d'une extrême importance puisqu'elle consiste à contrôler entre autres les activités de la police secrète et la restructuration de l'armée, était celle qu'occupait le Dr Yazdi. Ce dernier, au cours d'un entretien, nous a déclaré qu'il abandonnerait l'avenir la commission de la sécurité et de la défense.

Le chef de la diplomatie iranienne a dû s'en expliquer auprès du représentant du journal *Ettelaat*. Un pas de plus, a-t-il déclaré en substance, n'est pas nécessairement un certificat de bonne conduite. «Autrement, a-t-il ajouté, le chah — qui détenait un document de voyage iranien — serait un meilleur patriote que moi-même...»

L'argument ne paraît pas avoir convaincu totalement le représentant du journal. Yazdi contrôlait encore il y a quelques jours. Il est tout autant suspect à leurs yeux que M. Ghotbzadeh, qui, pour échapper au statut de réfugié en France, avait obtenu, lui, la nationalité syrienne. Une personnalité récemment arrêtée, puis relâchée, a été longuement interrogée sur les relations éventuelles qu'aurait entretenues le chef de la diplomatie et le directeur de la radiodiffusion avec... la C.I.A.

ERIC ROULEAU.

Tunisie

LA VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ALGÉRIEN ILLUSTRE L'AMÉLIORATION DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS

(De notre correspondant.)

Tunis. — La visite de quarante-huit heures que vient d'effectuer à Tunis le ministre algérien des affaires étrangères, M. Mohamed Sadik Ben Yahia, ouvre de nouvelles perspectives dans les relations tuniso-algériennes.

Celles-ci étaient plutôt distantes depuis quelques années en raison de l'attitude tunisienne favorable à la «thèse marocaine» et mauritanienne sur le Sahara occidental, avant d'évoluer vers une «neutralité bienveillante». Elles sont à présent relancées lors d'une prochaine réunion de la grande commission mixte de coopération.

C'est, alors qu'il repartait pour Alger, vendredi 27 avril, que M. Ben Yahia a annoncé la convocation de cette réunion. Pendant sa brève visite, il a été reçu à Carthage par le président Bourguiba qui accueillait ainsi sa première audience à une personnalité étrangère depuis le début de l'année. Il lui a transmis un message du président Chadli et s'est entretenu avec le premier ministre, M. Hedi Nouira, et le ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Ftouhi.

Des entretiens, le ministre algérien a dit qu'il avait eus principalement sur cette relance de la coopération dans tous les domaines, politiques, économiques et culturels et sur les problèmes d'intérêt commun, selon la «politique commune des deux présidents». Les questions internationales, et notamment la situation dans le monde arabe, ont été abordées.

«Ce traité», a déclaré M. Ben Yahia, constitue le plus grand succès de la diplomatie algérienne. Il est connu le monde arabe dans son histoire contemporaine.

Bien que le ministre algérien n'en ait pas fait état, le problème du Sahara occidental a été certainement évoqué lors de ses conversations avec les dirigeants tunisiens, qui avaient déclaré récemment qu'ils étaient prêts à entreprendre une médiation si les parties en cause le leur demandaient. On a noté qu'à deux reprises, dans des déclarations aux journaux algériens, M. Ben Yahia s'est référé aux perspectives d'union maghrébienne qu'il n'était plus mentionnées depuis longtemps dans le langage des responsables algériens. «Il faut aussi ouvrir la voie à la concertation sur l'édification du grand Maghreb arabe qui s'inscrit dans la poursuite de l'histoire de la région arabe», a-t-il déclaré.

MICHEL DEURÉ.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ALGÉRIEN, M. MOHAMED SADIK BEN YAHIA, A ÉTÉ ACCUEILLI À TUNIS PAR LE PRÉSIDENT BOURGUIBA.

(Publi-Med)

URUGUAY

Le régime qui opprime le peuple uruguayen a fait de l'Uruguay un pays qui compte le plus haut pourcentage de prisonniers politiques par rapport à sa population : 60 sur 100 000. Les droits et libertés ont été totalement bafoués : on a mis en œuvre la répression généralisée contre l'opposition à l'extrême droite et la population.

Plus de 300 millions de personnes ont été victimes de la répression. Plus de 300 millions de personnes ont été victimes de la répression. Plus de 300 millions de personnes ont été victimes de la répression.

Nous appelons l'opinion publique internationale à soutenir toutes les luttes du peuple uruguayen pour renverser le dictateur.

POUR L'ISOLEMENT DE LA DICTATURE
POUR LA LIBERTÉ DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES
POUR LE SOUTIEN À TOUTES LES LUTTES OUVRIÈRES ET POPULAIRES

Congrès des Comités de Solidarité avec l'Uruguay :

- Uruguay Komitè (Stockholm, Suède).
- Uruguay Komitè (Lund, Suède).
- Uruguay Komitè (Göteborg, Suède).
- Uruguay Komitè (Oslo, Norvège).
- Comité de Solidarité avec l'Uruguay (Bruxelles, Belgique).
- Comité de Solidarité avec l'Uruguay (Vienne, Autriche).
- Arbeitskreis Uruguay (Göttingen, R.F.A.).
- Uruguay Komitè Zürich (Suisse).
- Comité de Solidarité avec l'Uruguay (Genève, Suisse).
- Coordination de Solidarité avec l'Uruguay en Italie (C.S.U.I.) (Rome, Milan, Brescia, Bergamo, Torino, Firenze, Lucca, Gallarate, Genova).
- Comité for Human Rights in Uruguay (Londres, Royaume-Uni).
- Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Uruguay (Marcelle, France).
- Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Uruguay (Paris, France, 6, rue du Théâtre, 5015 PARIS).

AFRIQUE

Zaïre

Kinshasa ordonne à la société allemande OTRAG de cesser ses activités dans le pays

Kinshasa (A.F.P.). — Le Zaïre vient d'ordonner à la société allemande OTRAG (Orbital Transport und Raketen-Gesellschaft) de cesser ses activités «relatives à la recherche et au lancement de satellites à partir du territoire zaïrois», a-t-on annoncé, de source officielle, vendredi 27 avril à Kinshasa.

Cette décision a été prise par le bureau politique du Mouvement populaire de la révolution (M.P.R.), parti unique du Zaïre, qui s'est réuni jeudi à Gbadolite, village natal du président Mobutu, dans le nord du pays. Le bureau politique a chargé le conseil exécutif (gouvernement) de notifier cette mesure à la firme privée ouest-allemande.

OTRAG disposait, aux termes d'un contrat conclu avec le gouvernement zaïrois, d'une concession de 100 000 kilomètres carrés dans l'est du Zaïre, dans la province du Shabwa (ex-Katanga). Là, à partir de la base du plateau de Manono, la firme procédait dans le plus grand secret à des essais destinés à mettre au point des lanceurs de satellites «bon marché», selon son président, M. Kasper Lutz (le Monde des 8 août 1977 et 16 juin 1978).

La société ouest-allemande, qui employait une quarantaine de techniciens expatriés et quelque deux cents Zaïrois, avait procédé à trois essais officiels. Malgré les affirmations de M. Lutz, selon lesquelles sa société «ne poursuivait que des buts pacifiques sans aucune préoccupation militaire», l'implantation, en plein cœur de cette partie de l'Afrique, d'une base de fusées avait suscité de nombreuses appréhensions et des critiques de la part de certains pays.

Les pressions soviétique et est-allemande en particulier avaient reproché à OTRAG de procéder à des essais à caractère militaire. Le président Mobutu était accusé d'avoir «vendu» une partie du territoire zaïrois.

M. Lutz et les autorités zaïroises tentaient pourtant de convaincre l'opinion mondiale du caractère pacifique de l'opération. C'est ainsi que le directeur de

la firme avait proposé en novembre 1978 de placer les activités de la base de Manono sous le contrôle de l'ONU. Le président Mobutu avait, en novembre 1978, proposé au président anglais Neto d'envoyer une délégation au Shabwa pour visiter les installations.

Le président Mobutu avait affirmé à maintes reprises que le Zaïre devait retirer d'importantes profits de cette opération des lanceurs «bon marché» d'OTRAG seraient commercialisés. Aussi, la brusque rétroaction du contrat a-t-elle provoqué une certaine surprise à Kinshasa. Aucune raison n'a été donnée officiellement à cette décision.

Mais il ne faut pas doute, font remarquer certains observateurs à Kinshasa, que cette mesure peut être interprétée comme un geste de bonne volonté, voire d'apaisement, du président zaïrois à l'égard des pays — notamment ceux voisins du Zaïre — que la base de Manono pouvait inquiéter.

Rhodésie

LE RÉVÉREND SITHOLE REFUSERAIT DE PARTICIPER À UN GOUVERNEMENT DE COALITION

Salisbury (A.F.P.). — Le révérend Sithole, dirigeant de l'Union nationale africaine du Zimbabwé (Zanu), a déclaré samedi 28 avril à Salisbury que son parti refuserait les 12 sièges obtenus lors des élections générales en Rhodésie, tant qu'une commission d'enquête n'aurait pas été mise en place pour étudier les «irrégularités flagrantes» du scrutin.

Le parti de M. Sithole est arrivé en deuxième position aux élections générales remportées par le Conseil national africain unifié (U.A.N.C.) de l'évêque Abel Muzorewa, qui a remporté 51 sièges sur 100.

AMÉRIQUES

Equateur

Les élections du 29 avril sont un pas vers un retour à un régime civil

Quito (A.P., Reuter). — Les Equatoriens se rendent aux urnes le dimanche 29 avril pour la première fois en neuf mois. Ils doivent élire un président et les soixante-neuf membres de la Chambre des députés.

Seuls les deux candidats arrivés en tête lors des élections présidentielles de juillet se présentent : M. Jaime Roldos, populiste, et M. Sixto Duran, conservateur et ancien maire de Quito.

M. Roldos, représentant progressiste de la Concentration des forces populaires (C.F.P.), avait

obtenu 32 % des voix en juillet, contre 23 % à M. Duran. Celui-ci accuse son concurrent de tendances totalitaires. Mais M. Roldos se dit de centre-gauche, et promet de faire respecter la démocratie, les biens et l'entreprise privés.

Selon des observateurs, l'armée, qui dirige l'Equateur depuis le renversement du président Elío José María Velasco Ibarra en 1972, pourrait hésiter à se dessaisir du pouvoir si M. Roldos remportait les élections. Même si M. Roldos assumait le pouvoir, les observateurs n'estiment pas un nouveau coup d'État dans un pays connu pour ses prononcements, et qui a eu cinquante-neuf gouvernements en dix-sept ans.

La nouvelle Constitution, mise au point par le triumvirat militaire dirigé par l'amiral Alfredo Poveda, entrera en vigueur quand le gouvernement civil s'installera, le 10 août prochain.

Les élections des députés susciteront également beaucoup d'intérêt dans la mesure où elles pourraient sonner le glas d'un ancien régime des députés qui, au total, 1 500 candidats au choix de quelque deux millions d'électeurs. Les cinq formations en cause, qui n'ont recueilli que de faibles suffrages aux élections de juin, devront obtenir au moins 5 % des voix dimanche pour demeurer inscrites.

Aucun des deux candidats à la présidence ne paraît susceptible d'obtenir une majorité absolue à la Chambre des représentants.

La campagne électorale a été marquée par plusieurs incidents. Au début du mois, six personnes ont été blessées à Arenillas, une ville de la côte, au cours d'une réunion organisée par M. Sixto Duran. Le parti de M. Duran a affirmé que la fusillade visait en fait son candidat — accusation renouvelée après que deux journalistes eurent été blessés lors d'une autre réunion à Arantique, au nord de Quito.

En fait la campagne a été un moment éclipsée par ce que les journaux ont appelé «le Watergate équatorien». Ce scandale a mis en cause le général Bolívar Jarrín, ancien ministre de l'Intérieur, qui a été accusé d'avoir organisé l'assassinat, au mois de novembre dernier, de M. Abdón Calderón Muñoz, personnalité de l'opposition. Le jeudi 28 avril, le général ne s'est pas présenté devant le tribunal militaire chargé de l'affaire (1).

(1) Le Monde daté 15-16 avril.

ASIE

La Thaïlande a mis ses troupes en état d'alerte le long de la frontière avec le Cambodge

La Thaïlande a mis ses troupes en état d'alerte le long de la frontière avec le Cambodge, vendredi 27 avril, après l'annonce d'un mouvement militaire en direction de la Thaïlande sera considéré comme une menace et traité en conséquence.

Vendredi, le quotidien thaïlandais Bangkok Post, indique notre correspondant en Thaïlande, a suggéré l'envoi d'observateurs des Nations unies le long de la frontière khméro-thaïlandaise. Cette proposition, émanant d'un journal proche des milieux officiels, a été faite au moment où M. Waldheim se trouvait en visite à Bangkok. Ses interlocuteurs vietnamiens lui ont dit que leur intervention au Cambodge était un «détour» et qu'ils n'avaient pas l'intention de s'engager dans l'avenir dans d'autres conflits en Asie du Sud-Est.

Le premier ministre vietnamien a réaffirmé son opposition à toute conférence internationale sur le Cambodge, dont l'idée, lancée par le prince Sihanouk, vient d'être reprise par M. Kissinger, actuellement en visite à Pékin. M. Pham Van Dong a

affirmé qu'une éventuelle participation du prince aux affaires du Cambodge était un problème qui ne concernait que les Cambodgiens et que son pays n'avait pas l'intention de s'immiscer dans les affaires des autres. On affirme, cependant, de source diplomatique, que les dirigeants vietnamiens ont dit à M. Waldheim qu'ils étaient catégoriquement opposés au retour du prince.

Selon l'agence Reuter, on retrouve ce même double discours en ce qui concerne les rapports sino-vietnamiens. Officiellement, Hanoi ne voit pas quel rôle pourraient jouer les Nations unies dans le règlement du conflit entre les deux pays, mais on pense que les dirigeants vietnamiens ont demandé en privé à M. Waldheim de faire preuve de «diplomatie discrète» pour faire sortir de l'impasse les négociations sino-vietnamiennes.

Par ailleurs, M. Waldheim a abordé avec ses interlocuteurs la question des réfugiés vietnamiens, dont l'exode maritime s'est à nouveau accéléré. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), 10 337 réfugiés ont été recueillis entre le 1^{er} et le 15 avril, contre 10 309 pendant tout le mois de mars. M. Dong s'est engagé à essayer de résoudre ce problème, mais n'a fourni aucune précision sur la nature des mesures qu'il compte prendre.

Indonésie

DE MAUVAISES RÉCOLTES PROVOQUENT UNE FAMINE À SUMBA

Djakarta (A.F.P.). — Plus de soixante-dix mille habitants de l'île de Sumba, à l'est de Bali, souffrent de la famine à la suite de mauvaises récoltes, vient d'annoncer, le journal pro-gouvernemental «Suara Karya».

Sur ce total, précise le journal, quelques quarante-sept mille personnes sont très sérieusement affectées, et certaines d'entre elles souffrent notamment de troubles gastro-intestinaux dus à la famine. La famine touche plus particulièrement quatre districts à l'est de Sumba, poursuit le journal, indiquant que des vivres ont été acheminés sur les lieux.

Située à seulement une demi-heure de vol de la prestigieuse et prospère Bali, l'île de Sumba est connue pour ses élevages de chevaux.

Le général Giap sur la touche ?

Enfin, on croit savoir de source diplomatique occidentale que le général Vo Nguyen Giap, membre du bureau politique du P.C. vietnamien, vice-premier ministre, responsable des affaires scientifiques, aurait été mis à l'écart récemment. Il lui aurait été reproché d'avoir voulu adopter, à l'encontre de la Chine, une politique encore plus intransigente que celle des dirigeants actuels, préconisant par exemple des attaques militaires contre elle. En dépit de son titre, le général Giap, l'artisan de la victoire de Dien-Bien-Phu, qui est âgé de soixante-six ans, avait abandonné au général Van Tien Dung, lui aussi membre du politburo, la direction des affaires militaires depuis plusieurs années. C'est en effet le général Dung qui a organisé l'offensive de 1975 contre Saigon et celle de cette année contre le Cambodge.

Le Monde aujourd'hui

POUR 1 FRANC

La guerre des manettes

GLISSEZ 1 franc dans la fente. Le but est de détruire avec les roquettes toutes les cibles rouges rencontrées. La cible rouge compte deux cents points, les avions sur la piste cinq cents points.

J'empoigne le manche de mon Hell Shooter, en quelques manœuvres brèves je m'élève dans l'air saturé de brouillard. Au sol, je distingue les premières passes névales qui bordent la côte, les premiers avions à découvert. J'ordonne l'accélération, je plonge en piqué, l'engin bascule droit sur l'objectif, je pé-

trise le manche... Touché ! Une lueur phosphorescente accompagne chacun des coups.

Au tour des bâtiments, maintenant. Brusquement, j'ajuste une escadre ennemie qui barre l'horizon. Il est temps d'abandonner l'engin. Je gagne la côte, dévide l'échelle de corde non de la carterrière et débarrasse en douceur sur le pont du Sub Hunter. Le temps de saluer le commandant du bâtiment, le sous-marin fend les flots et s'engouffre dans l'océan.

Dernière la hublot, des pleureurs, des requins, qui se soulèvent peut-être du commandant Cousteau. Nous ne sommes pas aussi pacifiques. Nous ne pourrions épargner ceux qui se trouvent sur le passage des torpilles. Glissez 1 franc dans la fente. Le but est de détruire les sous-marins à l'aide des torpilles. Ils passent devant la mine, où d'un jet ascendant les mines tracent un sillage qui les dissout au premier contact.

De retour au qual, la terre ferme n'offre pas moins de dangers. Glissez 1 franc dans la fente. C'est la Speed Race qui commence, au cours de laquelle je dois parer des coups de volant secs, jeter dans le décor les formules 1 qui se dressent sur ma route. Sans répit, les moteurs vomissent, les capots se choquent, s'éliminent. Le passage serait libre sans les Specs Invaders, ces hommes étranges qui sautillent dans l'air lourd. Pour les éliminer, glissez 1 franc dans la fente.

Épuisée, je rejoins le village voisin, remets un peu d'ordre dans ma mise, et je glisse 1 franc dans la fente du flipper électronique du café-tabac. Les couleurs clignotent à mes yeux, sous le regard complice du Six million dollars man, la bille chromée rampe du Last World avec un bruit mat, projetée vers les bornes électriques. Elle crêpe et livre passage tous les mille points aux premières notes d'un rock qui fête la victoire.

La journée a été dure et je n'ai plus de monnaie. Je gravis les quelques marches qui me séparent de la villa. En haut, l'avenue laisse glisser quelques voitures scintillantes. Couleurs chaudes des cigaretes, crues des phrases, odeur âcre de fumée. Les feux lumineux règlent le trafic où se lancent les combattants du Paris Light Show. Devant ma voiture, la règle du jeu me rappelle : Glissez 1 franc dans la fente.

MYRIAM GAUME.

SAISON

Le petit cirque

Il est des premières trop tôt jallies dans la saison qu'un gel tardif, et d'autant plus féroce, condamne. Corolles élastes, elles meurent.

Hier, un petit cirque s'est trompé de saison. Il a ouvert son chapiteau sur la place du Faubourg à l'angle de la colline. Comme en été, il a sorti tous ses trésors pour les étaler au soleil : la cage aux bêtes sauvages — autant que lapins de cirque — ses fiars courtois un peu maladroits et ses enfants qui se sont plus encore, clowns et baladins de dix ans.

Ces gens d'un petit voyage, qui ne perdent guère la mer de vue, n'avaient certes plus les roulettes de jadis. Les camions, les remorques et les ballons américains — modèles 1968 — ont formé le cercle, tandis que la marmaille du quartier — la ralle — regardait, fascinée, se monter le portique aux trapèzes et l'anneau magique.

— Ce soir à 21 heures, grande représentation !

Même si un disque-disco a remplacé les roulements de tambour et le charivari des cuivres, la vieille fête était là, prête à resusciter. Et puis, vers les 19 heures, un méchant mistral est venu se couler sous les planches encore nées. A 20 heures, la place était déserte. A 20 h. 30, au moment de sortir, le vent glacé, venu de la neige des Alpes, a coupé l'élan des clients juvéniles, et des autres. A 20 h. 50, la voiture-caisse a fermé son guichet. A 21 heures, le chapiteau s'est replié, corolles trop précoces. Les hommes du cirque ont roulé sa grande toile rouge et bleue. A 22 heures, le petit camp volant dormait.

Ce matin, sur la place, ne restait plus que l'obligatoire petit tas de crotin où piaillaient, le bec plein, les moineaux obligatoires.

Aujourd'hui, il fait grand soleil.

JEAN RAMBAUD.

VU DU LANGUEDOC

Il y a feu et feu

Il y a les feux de l'été. Jallies de rien, ou presque : un rayon de soleil sur un tesson de bouteille, l'éclat d'un coup de pioche dans la roccelle, la fermentation du fumer de chèvre ou de brebis.

Tous les ans, au plus fort de la canicule, le Languedoc méditerranéen, comme sa sœur la Provence, paie un jour tribut à ce fléau fatalité ? Peut-être.

Mais les feux d'été sont les feux de printemps ? Le même jour, sur les coteaux de Saint-Martin, les pentes de Lavayre et de Mesclé, tout à flambé en un après-midi, attisé par un mistral onze heures les pompiers ne peuvent pas grand-chose.

Alors, on s'interroge. Imprudence ? Calcul ? Vengeance ?

A la saison nouvelle, les vignes sont nettement et dégageant les copeaux, élevant des bûches de surmets qu'ils font brûler, parfois, dans les ravins. Une brasse qu'on croit morte, une saute de vent qu'on n'attendait pas, et l'incendie éclate.

Ce qui a brûlé en quelques heures repousse en quelques mois. Du moins le dit-on. Si ce n'est pas le cas pour les arbres, c'est vrai pour l'herbe qui repart plus drue et occupe les surfaces où le

reste maître des années à reprendre. Cette forme d'échouage, les bergers la connaissent depuis l'Antiquité, et, à l'occasion, la pratique, en dépit des risques.

Il y a d'autres victimes du feu. C'est le gibier. Non qu'il meure la plupart du temps. Mais il se trouve contraint à un exode qui arrange certains chasseurs, dont les associations rivales peuvent être tentées d'usurper d'un bel moyen les uns contre les autres.

Que dire de l'incendie à fins spéculatives ? Le maître d'une des communes où le feu fit naguère des ravages eut la surprise de recevoir, quelques mois plus tard, une demande de permis de construire : soixante résidences secondaires sur l'aire sinistrée, et l'incendie déclarait inconstructible pour des motifs de préservation de l'environnement sylvestre. Plus de végétation, plus de motif d'interdiction. Il paraît que le coup réussit assez souvent.

A la fin de cette fois-ci : le maître a refusé, avec l'assentiment de ses administrés, vigneron et apiculteur, que s'élevaient pas les promesses rarement tenues, de la prospérité touristique.

MAURICE CHAVARDÉ.

MŒURS

Détournement de vocabulaire

Il faut s'aimer son vécu. Vivre sa vie serait trop simple. Et pour se réaliser ne pas hésiter à prendre son pied. Il faut repenser les structures d'aujourd'hui, déculpabiliser la convivialité... La mode est aux jeunes et aux pays, le tout coloré de social. Se positionner à l'interaction, c'est s'actualiser. Nouveaux anab, investissons-nous dans ce nouveau parler sans crainte de nous faire piéger. Valable ! Il faut bien dialoguer avec son temps. Surtout quand il nous interpelle. C'est sécurisant.

Séminaires pluridisciplinaires, symposiums non directifs, « tables rondes » informelles, kolloques (colloques) : nous sommes tous concernés, sinon motivés. On ventille la prospective, on ménage la conjoncture, on explicite le problème, on conteste : contre-violence, contre-société, contre-information. En butte aux nuisances d'un environnement répressif et polluant, on se projette au niveau de la prise de parole. C'est gratifiant. C'est épanouissant. C'est sécurisant.

On assume le stade oral. Au-delà du rapport conflictuel, on prend en charge la relation à autrui, quel que soit son profil socioculturel. Femme en lutte, jeune en recherche, à l'écoute de..., frustré en quête d'identité : même combat ! Au diable l'aliénation du tissu urbain pour et des centres culturels en prise avec le pouvoir ! Et vivront les relations non directives : ventes, grèves, crèches sauvages en milieu ouvert. La tout est de casser l'incommunicabilité, de ne pas paniquer, de ne pas craindre la perméabilité sous prétexte de dangerosité.

Et si ce petalo moderne vous fait horreur, c'est que vous êtes passés.

Parlons jeunes

Il n'y a plus d'enfants. Ni d'adolescents. Rien que des jeunes et, passé trente-cinq ans, rien que des vieux, donc : le fossé des générations.

Les jeunes, c'est pas triste. C'est tout à fait dingue. Ça s'éloigne comme une bête. Ça se dégonfle. C'est ludique. Et quand ça n'est pas débile, c'est génial ou dément à force d'être bébé, cool ou marginal — comme tout le monde... au nom du droit à la différence et à l'alternative.

Vieux, il faut être à l'écoute du jeune, hanté ses lieux de rencontre, ses lieux de vie, ses forums, ses plates-formes, ses colloques et, pour dialoguer, d'abord récupérer son langage. Vous dites qu'il y a du mal à maîtriser son vocabulaire ? Que son discours verbal n'est qu'un immense balbutiement ? Que le cliché de ses gros mots prouve qu'il ne possède aucune idée en propre sinon propre et qu'il n'a que des réactions d'emprunt ? Vous prétendez que passer ses mots c'est passer ses actes ? Vous n'admettez pas que l'impant désigne autant le plaisir que le traumatisme ? Vous acceptez que les mots n'aient plus le même sens qu'autrefois, mais pas qu'ils n'en aient aucun ? Vous dites être comme Courtesin qui ne tolère d'aucune femme l'imprécision dans les pensées et les termes alors que chez les hommes elle le dégoûtait littéralement ?

Tout prouve votre petite bourgeoisie bornée, votre racisme anti-jeunes et votre imprudence. Car il est interdit (tabou) de les juger.

Parlons psy

L'étrange contrainte que celle des psy-cho-logues, -chistes, -chanalytiques, -choltrés ! Déjà, leur vocabulaire se défend contre les non-initiés trouble les prétoires. Leur façon d'entrer dans le vécu d'autrui y ferait même sourire si le contexte n'était dramatique. Un père fracture onze côtes à son petit dernier ? On le décrit inefficace. Une mère fracasse le crâne de bébé dans un mouvement d'humeur ? On la catalogue grande abandonnique, phobique, narcoleptique, un peu dépressive, incapable d'investir ses enfants — 6 veugles ! Défense de dire : elle est égocentrique. Ou bébé. Ou méchant.

Au barrage au vécu émotionnel, à la relation non verbale, à la désocialisation, à la destruction de la trinité de tout expliquer. « Il a été une petite vieille ? On l'a un eulit agressé ! », raille Michel Foucault. Un amphigouri psychosociologique trop séduisant pour ne pas faire tâche d'huile. Vadius et Trieston sont aujourd'hui frauduleux. Qui n'a pas son complexe de derrière les fagots ? Qui n'a pas vécu son psychodrame ? Qui ne désire mater sa libido ? Au nom de Reich (attention, pas le III^e), de Freud, de ses épigones et ses petits-fils dévoyés, c'est le triomphe du délire-psy. Les hommes légers aiment les mots lourds.

PIERRE LEULLIETTE.

(Lire la suite page 13.)

Au fil de la semaine

LES cadres s'inquiètent, s'agitent. Rien de plus normal donc que de consacrer une séquence d'un magazine d'actualité télévisée tel que « L'événement (1) » aux causes de leurs alarmes. Et, en même temps, d'essayer d'apporter quelques éléments de réponse à l'une ou l'autre des questions qu'ils se posent, parmi les plus lancinantes : leur retraite dans l'avenir.

Pour illustrer l'analyse, les auteurs de l'émission que présente Julien Besongon ont imaginé qu'un cadre en activité va enquêter auprès d'agents et de responsables des caisses de retraite pour tenter d'éclaircir les perspectives en ce qui le concerne. A moins, mais peu importe, que ce ne soit l'intéressé lui-même qui l'ait proposé. Jusque-là encore, procédé classique, démarche sans surprise.

Le premier étonnement vient de l'âge de ce cadre enquêteur : il a trente-cinq ans. Normalement, et si rien ne change, il prendra donc sa retraite dans trente ans, c'est-à-dire en l'an 2010. Il faut bien de la naïveté ou de l'angoisse pour aller demander à un président d'association de caisses de retraite, apparemment savant, quel sera, dans trente ans, le sort des cadres. Cependant, ce haut responsable n'hésite nullement les questions, il répond de façon ferme et claire, prenant le risque de pronostics audacieux sur les principes et les modalités du système actuel, qu'il juge à peu près immuable, et même sur les taux de réévaluation annuelle : 13 % aujourd'hui, pas moins de 10 % en 2010, avance-t-il avec assurance.

Une telle séquence suggère bien des réflexions. Pourquoi ce cadre, qui gagne environ 10 000 francs par mois, est marié, père de trois enfants, s'alarme-t-il à ce point ? Les enfants, suggère-t-il, mais en 2010 ils seront quadragénaires ou à peu près et il faut espérer qu'ils ne seront plus à sa charge ! Parce que, au-

jourd'hui, explique-t-il, les cotisations patronales rentrent mal, la tendance est au relèvement progressif du plafond des cotisations des salariés, il peut y avoir des transformations structurelles du salaire, la crise peut durer, et puis il y a la démographie...

Les responsables de l'association, le président, expliquent, rassurent, apaisent. Mais il faut bien admettre, reconnaissent-ils, que le régime de retraite des cadres, qui fonctionne à la satisfaction générale depuis trente ans, risque de connaître des jours plus difficiles. Et de s'aggraver : « Nous avons marqué notre pain blanc le premier ! » A noter que les mots d'Etat, de nation, ne sont pas prononcés, qu'aucune allusion n'est faite à d'éventuels changements politiques, qu'aucun début d'analyse de l'évolution possible de l'économie française et internationale, de l'organisation sociale, n'est tenté.

On reste confondu devant un dialogue qui évoque tout l'essentiel pour ne prendre en considération qu'une petite France bien cadencée, bien repliée sur elle-même, continuant imperceptiblement — dans trente ans ! — à faire, comme disait de Gaulle, sa petite soupe dans son petit coin avec son petit pot. On a presque le vertige devant l'incroyable français de garantisme que suppose une démarche comme celle du retraité de l'an 2010 — ou le fait que la télévision fait justice vraisemblable, normale — et le conservatisme forcé qui table « a priori » sur l'absence de changement, exprimant un désir si ancré qu'il devient conviction. Et cela aussi bien dans le système de retraite des cadres que dans le système politique et social, la conjoncture économique, la situation française et mondiale. Egoïsme, aveuglement, ignorance ?

Sur le plan personnel, mêmes types de réactions. Le cadre enquêteur, postule, qu'il fera « une carrière normale ». Il

n' imagine pas, ou se refuse à envisager, aussi bien des accidents de carrière qu'une amélioration de sa situation : aucune ambition, aucune crainte. La leçon vaut d'être méditée.

LA télévision encore, le lendemain sur l'autre chaîne : une innovation. Première édition d'un magazine de science-fiction — il n'en existait pas, nous dit-on, sur le petit écran — nommé « Temps X (2) ».

Qu'on comprenne bien : il ne s'agit nullement ici de s'en prendre aux hommes du petit écran. « L'événement » est une bonne émission d'information, et la science-fiction a assez de partisans pour avoir accès aux ondes. C'est le système et les habitudes de pensée qui sont ici en cause.

Dans « Temps X », de ravissants éphémères impossibles, trop généreusement maigres, se promènent à travers les galaxies, jonglent avec les millions d'années-lumière, sautent allégrement d'une planète à l'autre. C'est l'heure des choses qui sont derrière les choses. Pas une faille, pas la moindre concession à l'humour, aucun compromis avec la fiction : c'est, à peine anticipée, de la science pure, nous dit-on, c'est la réalité de demain.

Las ! Les réalisateurs de l'émission ont prévu la présence d'un scientifique, un physicien. Ils essaient de lui faire dire que, dans leur vision de l'espace, beaucoup de choses qui semblent aujourd'hui impossibles seront bel et bien réalisables et réalisées demain. L'histoire du progrès n'est-elle pas posée d'intentions géniales, qui paraissent défilantes et utopiques, mais qui, dix ans, vingt ans, trente ans plus tard, se traduisent, dans les faits, contre toute attente, des gens « raisonnables » ? Au physicien, on essaie de faire reconnaître aussi qu'il y a dans la science-fiction une foule d'élé-

ments, d'idées, d'innovations, qui relèvent de la science et qui participent ou participeront bientôt à sa marche en avant.

Mais c'est en vain. Avec le sourire, le physicien concède que la science-fiction l'intéresse, mais qu'on ne peut pas se prononcer sur les voyages interstellaires ni sur tant d'anticipations audacieuses. Peut-être, peut-être... Et il a le mot juste pour dire la vraie nature de la science-fiction : elle offre, dit-il, la part du rêve, un rêve d'aujourd'hui.

DEUX émissions bien dissemblables, l'une d'information, l'autre de distraction, mais l'une et l'autre sans prétention, sans « message ». Hier les cadres, qui reçoivent leur dose de tranquillité et auxquels on parle comme à des enfants, incapables de réflexion et d'esprit critique : allons, calmez-vous, ne vous inquiétez pas, tout ira bien ; en 2010, rien n'aura changé et vous aurez de bonnes retraites. Alors, puisque nous nous occupons de tout, laissez-nous faire et ne vous souciez que de vos menus plaisirs, des vacances, du tiercé, de la bagnole, de la télé bien sûr, enfin de tout ce qui fait la vie.

Aujourd'hui les enfants, que l'on transporte dans un univers de rêve où, pour eux, nullement étonnés d'avoir vu des hommes marcher sur la Lune, l'avenir assuré, proche, déjà presque vécu, est fait d'humanités ou de robots, de ces fusées clinquantes et de la conquête de l'univers tout entier. Alors à quel bon se soucier d'apprendre à devenir un homme, de s'instruire, de choisir un métier et aussi de la retraite de papa...

Pas si dissemblables au fond, ces deux émissions.

(1) Antenne 2, le jeudi 29 avril.
(2) TF1, le samedi 21 avril, dans « Au plaisir du samedi ».

En regardant la télévision

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

DAILY NEWS

Un pays bien modeste

La prochaine fois que vous vous impatienterez devant votre téléphone, vous pourrez méditer la profonde sagesse des habitants du Botswana. Le quotidien local *DAILY NEWS* rappelle que « le système téléphonique de la capitale est le plus vieux du monde qui soit encore en service. Il faut parfois attendre une journée entière avant d'obtenir simplement la tonalité, tant ce réseau, installé entre 1880 et 1920, est saturé ».

Ce pays, en grande partie désertique sur ses 570 000 km² de superficie et dont la densité de population est d'un habitant sur 10 km², vit fort modestement de l'élevage. La capitale de cet Etat (indépendant depuis trois ans), Gaborone, ne possède aucun des signes distinctifs chers aux nouveaux Etats : pas d'immeubles ou d'hôtels de prestige, pas de stade sportif immense ni de grosses voitures importées... Les 18 000 habitants et leurs dirigeants vivent très simplement.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les délégations du Botswana ne voyagent qu'en classe touristique et que les ministres n'ont le droit d'emmener leur femme à l'étranger qu'une fois par an. C'est aussi pourquoi le vieux réseau téléphonique ne sera pas remplacé de sitôt par des installations modernes.

PIM

Trop, c'est trop !

« Devenez distributeur officiel et aidez vos parents et compagnons de travail en gagnant de l'argent. Envoyez 4 kina (unité monétaire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée) pour une boîte de 144 préservatifs. Vous les recevrez ensuite au prix de 5 kina l'unité et réaliserez ainsi un bénéfice de 320 kina. » Il s'agit de la publicité du Planning familial publiée dans le PNG Post-Courier.

« Un bénéfice de 80 % pour la vente de préservatifs est certes d'un très bon rapport, compte tenu du peu d'investissement et d'efforts à fournir. Mais cette manière sordide de promouvoir le contrôle des naissances est-elle vraiment nécessaire ? Je ne le crois pas », déclare Percy Chatterton dans sa rubrique « Réflexions », de PIM, le mensuel des Iles du Pacifique.

Newsweek

Les robots à col bleu

Le magazine américain *NEWSWEEK* évoque la nouvelle génération de robots industriels :

« Ce qu'il y a de bien avec les robots, dit Bernard Saloot, directeur de l'Institut américain du robot, c'est qu'ils ne font pas la pousse café, qu'ils ne prennent pas de congé de maternité, qu'ils ne font jamais la grève, qu'ils ne touchent pas de retraite et qu'ils accomplissent sans protester un certain nombre de travaux désagréables dédaignés par l'ouvrier humain. »

« (...) Les robots font déjà des soudures, distribuent le courrier et les repas dans les bureaux et les ateliers, contrôlent le degré de radio-activité dans les centrales nucléaires (...). Les ouvriers baptisent toujours les robots et les traitent comme s'ils éprouvaient des sensations humaines (...).

« Ainsi, lorsqu'un robot surnommé Clyde tomba en panne dans une usine de Chicago, les ouvriers déclarèrent qu'il était « tombé malade ». Le journal de l'usine mentionna que la maintenance n'avait pas pu « guérir » Clyde (...). Et, lorsqu'il fut réparé, les ouvriers l'accueillirent en faisant une fête et en l'ornant de rubans pour montrer qu'il présentait « un air » bien. »

THE TIMES OF INDIA

Une dépense dérisoire

Le quotidien indien de langue anglaise *THE TIMES OF INDIA* constate que, « pendant les deux dernières années, le pays a été tellement embourbé dans un débat sordide et apparemment futile sur le système d'éducation (...) qu'il n'a pas eu le temps d'examiner la question des dépenses dérisoires qui y sont consacrées. M. P.C. Chander, le ministre de l'éducation, nous a fourni le chiffre : la moindre dépense est de 30 paise (environ 17 centimes) par jour et par enfant. Elle est l'une des plus basses au monde (...).

« Ce chiffre de 17 centimes de dépense journalière par enfant représente la moyenne nationale. Il peut très bien s'agir de calculs grossiers, incluant les repas de midi, là où ils sont fournis, et d'autres avantages tels que les ardoises et les livres scolaires gratuits, comme c'est le cas dans certains Etats. Il n'est d'ailleurs pas certain que les fonds affectés à cet effet bénéficient réellement aux destinataires prévus. »

EL MOUDJAHID

Un spectacle affligeant

Le quotidien algérien *EL MOUDJAHID* évoque le problème des spéculateurs en ces termes :

« Rien ne paraît être entrepris pour décourager définitivement les revendeurs dont la jérocité à accaparer les produits de première nécessité et les articles d'usage courant est ahurissante. Le spectacle qu'ils offrent quotidiennement est franchement affligeant (...).

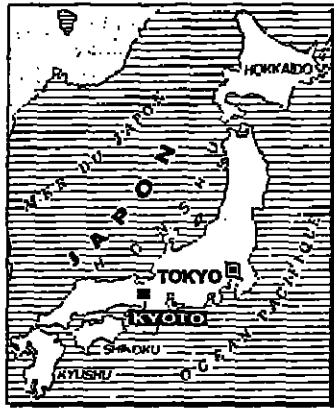
« Pas plus tard qu'hier, plus d'une centaine de revendeurs âgés de douze à cinquante ans, hommes et femmes, toujours les mêmes, étaient à 9 h 40 aux portes de l'unité 554 des Galeries algériennes, anciennement dénommée « Au Bon Marché », en train d'attendre fébrilement la levée du rideau, côté rue Harichet (ex-rue Mogador) afin de prendre d'assaut le « produit du jour ».

« Hier, c'était donc au tour des ampones à balonnette (220 volts) d'être la cible des revendeurs à la main patibulaire et au portefeuille drolatiquement garni de billets de 100 DA. C'est à coups de poing et d'injures que chacun d'eux essaya, dans la cohue, de se tailler une place parmi les premiers enfiladeurs. »

« (...) Dès lors, peut-on se demander, est-ce possible de laisser longtemps encore cette bande, organisée semble-t-il, dicter sa loi à la quasi-totalité des consommateurs en leur ôtant de la bouche ou de la main les produits courants par voie de pénuries artificielles qu'elle provoque ? (...) Le nombre d'incidents et de plaintes auxquelles donnent lieu ces pénuries ne peut que nous préoccuper, lors même qu'ils répètent à la fois les atteintes portées à l'ordre public et le degré d'irritabilité des travailleurs qui ne trouvent plus rien à la sortie des usines et des unités de production. »

Lettre de Kyoto

LES DIEUX AU JARDIN



KYOTO la sainte, la religieuse, l'élégante, la superbe, Kyoto capitale de la paix, la ville des empereurs, de Kammu le césaire, le pivot du Kojiki, généalogie et hauts faits des dieux du Japon, des empereurs, journal intime des gouvernements jusqu'à nous fidèlement transmis, Kyoto la ville damier, entourée, encerclée de collines forestières, se déploie, confiante, entre leurs bras, et, apaisée, laisse libre cours à sa fièvre religieuse.

Tout y est divin, sanctifié et sacré, tout devient charme dans ces religions mystérieuses, le shinto et le bouddhisme, les deux voies célestes du Japon qui font valser les regards à l'entrée des temples consacrés à la déesse Inari, l'œil superbe en dépit des bavoires rouges ou jaunes qui leur touillent le menton, s'endorment les lauriers aux pieds du très divin Sugawara Michizane (!) dans les dédales du Kitan Temmangu, court les grenouilles et filer les balaures sous les ailes de millions de tortues qui nous conduisent dans un vermillon de nuit aux portes des sanctuaires shinto.

La, l'encre brûle dans une apothéose de purification, des cordes centenaires que l'on agite en s'inclinant respectueusement devant la divinité du lieu font résonner magistralement des gongs de cuivre, pendant que de puissants bédouins heurtés sur d'énormes cloches de bronze font se réveiller tous les terribles gardiens du ciel, Shi-Tenno, Mio, Jikokuten, divinités terrifiantes et hargneuses, toutes hautes et toutes basses, toutes à la protection totale et exclusive d'un bouddha qui n'en peut mais, les paupières à peine entrouvertes et le sourire si peu esquissé entièrement tourné vers des choses tout intérieures.

Kyoto, celle que je suis venue voir, c'est un ramassis de lieux saints et consacrés, de temples, de pagodes, de sanctuaires, un enchevêtrement de shinto et de bouddhisme, chacun protégeant l'autre et s'assurant ainsi l'indivisibilité et parfois même la protection de l'autre, une enfilade de portes, portes principales, portes du Sud et Grandes Portes, de salles principales, annexes et attenantes, un labyrinthe de monastères, villas et temples secondaires, un entrelacs de pagodes à trois étages, à cinq étages, pagodes divines et pagodes célestes, un tas de bédouins et de cours principales, terrasses et ermitages, un dédale d'encintes et de villas de plaisance, une fièvre de salles tapissées de tatami, résidences des Abbés, salle de la Méditation, salle du Repos, salle des Prêtres et salle des Moines, espaces délimités par des portes fragiles de bois et de papier, portes coulissantes de même, peintes des mains très habiles de la très noble famille des Karo, peintures de cour de pérennité en fils adoptifs, Chambre des cigognes, Chambre du tigre bondissant, Salle des canards et images de la campagne, images de fleurs et d'oiseaux, traits à peine esquissés du Chat regardant fixement dans trois directions, sûreté et force des traits du Tigre dans le bois de bambous, délicatesse et fragilité, suggestion exclusive des Fleurs et Oiseaux des quatre saisons.

CINQUES entre deux jardins se dressent les pavillons de thé, raffinement suprême de l'art de l'ordinaire, quête transcendante de l'âme japonaise, dédain porté à son paroxysme pour les fastes de la Chine des Tang et culte sophistiqué du brut et du grossier, exaltation de l'esprit ascétique des fiers samouraïs de campagne. Ce ne sont que de fragiles abris de bois et de papier, superbes ou limides, dissimulés derrière des camélias roses et blancs, hautes sur pilotis, fières et torses, au détour d'une haie de bambous, coiffées par un laurier-rose, perdues derrière un temple principal, sur une hauteur à distance respen-

seuse du tout-puissant Pavillon d'or, petit pavillon tout miteux au bois rongé par les pluies et les typhons, à la marche usée par les tabis (2) des pèlerins, emporté du mystère de la célébration, pavillon imperceptible du Daisen, oublié par la proximité des salles de méditation de l'immense Daitokuji, pavillon transparent aux tatamis fleurant le foin humide, pavillons célestes du Sanjo-in, majestueux et minuscules, recevant par reflet le vermillon du pont qui enjambe une courbe élégante l'eau tranquille où les carpes rouges, jaunes, tachetées de blanc, rayées d'orange, glissent lentement pour le seul bonheur des yeux, et des bonzes aussi qui y voient un écho aux créatures.

Puis, c'est la vision magique du Kinkakuji, le célèbre Pavillon d'or, petit temple oiseau et margrelet délicatement posé sur un lac directement adossé à la montagne. Elle l'emporte de toutes parts et le protège. Le pavillon est barbouillé d'or, on ne voit que cela, cet or qui se fait gris par l'humidité du site, cet or qui prend parfois des teintes rouges et noires, plus or du tout, mais qui, dans la verdure totale et exclusive du site, se transforme en joyau.

DANS le lac du Ryozanji, je me noie. Toute la chaîne montagneuse alentour, de l'ouest à l'est, s'y reflète, délimitant ainsi le territoire qui revient aux moines. Miroir parfait, égal et idéal, point d'orgue autour duquel s'orchestre tout un ballet de jardins, secs et verts, représentations du monde et petits coins de terre et d'eau, dans la féerie feu et or des érables et des gingkos de l'automne.

Lac aussi d'une sérénité idéale pour la Byodo-in, qu'il faut aller surprendre loin en dehors de la ville, corps principal soutenu par deux ailes comme un oiseau suspendu dans son vol, parfaitement au repos sur une eau claire, semblable à un phénix renaissant d'un perpétuel baptême. Le bouddha Amida y est tout boudé de noir, les mains jointes, le corps contre peaux et index replié contre index replié dans l'attitude de la « réincarnation », saoulé des cinquante suivants de bois sculptés qui, de leurs nuques parcourent, l'éventail, l'adorent, le bénissent, le béatifient, le vénèrent, le respectent et l'admirent sans jamais le trahir.

Lac du Pavillon d'argent, le bien-aimé des Japonais, non pas d'argent mais de bois car jamais achevé. Coiffé d'un toit de chaume surmonté d'un cop très gauchiste, le Ginkakuji se cache timidement sous la présence écrasante des cryptomères du jardin, osant à peine se mirer dans des pièces d'eau toutes coupées de sentiers et rayées de ponts, tout entourées d'arbustes agrippés au

flanc de la colline et accrochant dans leurs enchevêtrements des morceaux d'humidité et d'éternité. Il pleut légèrement, et le brouillard enfle délicatement sur les aiguilles des pins des perles d'argent.

Dans les allées de cryptomères, admirablement rattachées, j'ai vu des bonzes vêtus de grossières kimonos noirs leur enseignant la poitrine s'effaçant dans la brume du matin, dépêché par quelque dieu exigeant, leurs getas de bois crissant sur les graviers comme un rire de jeune enfant ou résonnant sur les pavés dans une sonorité sèche et heurtée, en route vers quelques cérémonies propitiatoires dont je ne connais pas encore que les sages alignements de getas disposées deux par deux sur les marches des pavillons, au pied des shojis (3).

Je croyais avoir tout à imaginer, l'insons qui brûle et la cire qui fond, l'adoration du bouddha dans la récitation scandée des sutras. Mais je me suis faite bonzesse, ai laissé mes bottes au pied de la terrasse, grimpé les quinze marches hautes et à pic qui mènent au temple, légèrement entrouvert le shoji, qui a glissé sur ses rails dans un souffle de mourant comme un envoi dans la vent les pétales adriens des fleurs mûres de platan, passé la tête d'abord, puis le bout de l'âme, puis tout le corps, comme happée par les ténèbres du lieu, attirée, retenue, enchaînée par le rythme magique des milliers de récitation unanimes, fascinée par cette mer de milliers de crânes rasés, cette étendue de milliers de toges grenat qui oscille au mariage des tambours, dont chacun frappe, ainsi ponctuait l'incantation libératrice à Amida Bouddha, pétrifiée par la mélodie terrible du grand prêtre qui délire sur l'imaginaire des fidèles comme un torrent fulgurant sur les rochers d'une montagne forestière.

L'assemblée est suspendue devant cette protusion d'or et de grenat, saoulée dans les vapeurs d'encens, cravate, muette et admirative, immobilisée par l'officiant majeur, qui, aidé de trois disciples, charge sur ses épaules le bouddha indifférent et le repose dans le saint des saints, la chaise, le lieu béni, le sanctuaire d'où il ne sortira plus avant l'année prochaine. Ce fut l'apothéose, le frolement à peine perceptible des pieds nus sur le plancher, un bruissement d'étoffe qui meurt. Les moines ont réintégré leurs appartements abbatiaux, traversant un plancher qui chante sous leurs pas comme un rossignol.

JIZO s'endort lui aussi, tout barbé de bavoires, croulant sous l'amoncèlement de ses bavoires que des mères inquiètes ou attentives lui nouent avec la détermination d'un exorciste, bavoires jau-

nes ou bleus, brodés ou en dentelle, flamant neuf, l'étoffe arcore sèche, ou bien brûlée par des hivers trop rudes et des étés accablants, bavoires-chiffons, véritables loques nouées sous le menton ou à la ceinture lorsqu'il n'y a plus de place, herdes effilochées pendant lamentablement de travers sur l'épaule d'un Jizo jamais ignoré, mais bavoires beaucoup plus souvent rouges, rouge sang, rouge écarlate, rouge feu, rouge ombré, carré de couleur qui se distingue à des kilomètres dans l'abandon de la verdure, couleur primaire et primordiale, obligatoire et indispensable, rouge de la création du monde, rouge flambant des volcans, haleine des volcans et souffle des dragons gardiens des temples.

Nous avons marché, marché pour aller nous recueillir dans un petit sanctuaire, gravi des dénivellations hautes et raides de la montagne, peiné sous le soleil, les pieds glissant sur les cailloux, dépassant sur la mousse, pour aller puiser dans le sein calme de la déesse une eau fraîche et miraculeuse. Nous avons bu en offrande un thé vert, sirupeux tant il est fort. Nous avons croqué des paysannes, les cheveux abrités sous un immense foulard blanc comme sous un daf, les jambes serrées de molletières d'étoiles de parais et les pieds chaussés de bottines de feutre, nettoyant de leurs grands râteaux de bambou les sentes de la montagne, brûlant les branches sèches dans une odeur de feu de camp, libérant les insectes égarés dans les toiles d'araignées, saluant les balaures et caressant les faons. Les brindilles craquent, la fumée se mêle à la brume du soir.

Il se fait tard. Il nous faut partir. Sédulité pour tous ces sortilèges conjurés, nous nous sommes laissés prendre. Nous n'avons pas mangé depuis ce matin, et n'avons plus d'argent. C'est l'ordre impératif du retour. Il faut quitter Kyoto. Après avoir imploré les mânes très compagnots du petit climat d'un temple anodin, j'ai dû dérober deux mandarines et une banane déposées là comme vasière à quelque âme déjà bienheureuse, lui demandant pardon de devoir emprunter cette nourriture si essentielle à des corps pas encore libérés des contingences de ce très bas monde.

BRIGITTE DEBAST.

- (1) Haut dignitaire de l'époque de Heian, célèbre pour sa fidélité à l'empereur, patron de la calligraphie et des examens.
- (2) Bottines de feutre qui, séparées des pieds, sont attachées, comme des moufles séparant le pouce des doigts.
- (3) Cloisons de papier tendues sur des cadres de bois glissant sur des rails.

Correspondance

LES ÉPAGES DE L'ASTROLABE ET DE LA BOUSSOLE

A la suite de la publication (Le Monde daté 19-19 mars) de la « Lettre de Vanikoro » du Dr Pierre Amalric, nous avons reçu de Mlle Raphaëlle Anthoine, chef de travaux à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, la lettre suivante :

Je suis absolument indignée par la façon dont a été présenté et simplifié l'« escamoté », dans la Lettre de Vanikoro, mon frère Pierre Anthoine, qui fut résident de France aux Nouvelles Hébrides de 1949 à 1958 (si je ne me trompe pas).

Pendant qu'il occupait ce poste, mon frère entreprit des recherches pour retrouver les épaves des deux bateaux de La Pérouse, l'Astrolabe et la Boussole.

Avec l'aide de deux plongeurs, un Français, Robert Charles, et un Néo-Zélandais, Reece Discombe, plusieurs expéditions furent menées sur le lieu présumé du naufrage (1). Ce sont eux effectivement qui les pre-

mières, se rendirent compte que les coraux à un certain endroit, étaient différents et semblaient avoir poussé sur du bois ou du métal. C'est ainsi que l'épave de l'Astrolabe fut découverte (2).

Quelques années plus tard, Pierre Anthoine, ayant quitté les Nouvelles Hébrides, proposa à son ami Haroun Tazieff de continuer l'exploration sous-marine : ce que Tazieff accepta. Le journal *Match* publia, sur la découverte de la Boussole, de magnifiques photos en couleurs accompagnant le reportage de Tazieff dans lequel ce dernier spécifiait, dès la première page, que c'était « grâce à son ami Pierre Anthoine » que ces recherches avaient pu être menées à bien.

(1) A bord du *Don-Quixote*, commandé par le capitaine Jack Barier, ayant sous ses ordres M. Pierre Bonvier, ancien quartier-maître de la marine nationale.

(2) Mon frère fit à ce sujet une conférence au Musée de la marine, à Paris.

LA RÉPONSE DU DR AMALRIC

Le Dr Pierre Amalric nous a remis la réponse que voici : « Les recherches dans le Pacifique n'ont jusqu'à ce jour suscité l'enthousiasme que de quelques trop rares Français. M. Anthoine dirigea effectivement plusieurs missions à Vanikoro ; mais celles-ci, avec la collaboration épisodique d'Haroun Tazieff, ne furent axées que sur l'épave de l'Astrolabe déjà repérée par toutes les expéditions précédentes. Le mérite de la découverte de la Boussole revient exclusivement à Reece Discombe ; cette opinion est celle de l'amiral de Brossard dans le livre de Brossard avec La Pérouse à Vanikoro. Je le cite : « C'est un homme d'une grande probité intellectuelle et d'une rare expérience sous-marine. En 1962, il

découvrit dans une faille un gisement qui était différent de celui de l'Astrolabe. Discombe fut assez discret sur sa trouvaille jusqu'en janvier 1964, où se trouvant à Vanikoro par un temps exceptionnellement correct, une nouvelle reconnaissance le persuada que le moment était venu de révéler la chose. »

Ce fut alors l'expédition de M. Delauney, résident général de France, qui permit la remontée au jour de quelques objets provenant de la Boussole. Ce mérite de la découverte est reconnu dans un livre récent remarquable de John Dunmore. L'auteur écrit : « Les Français ont retrouvé en 1964, grâce à Reece Discombe — à qui revient tout le mérite de la découverte — l'épave de la Boussole. »

PARIS NE S'EN SOUTIEN GUÈRE...

Enfin, M. de Schonen écrit : « J'ai lu avec un vif intérêt l'article sur La Pérouse paru dans le *Monde* du 19 mars. À un double titre, je me sens attaché à cette région du Pacifique que vous évoquez, car j'étais récemment ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande, à Tonga, à Samoa, aux Fidji, etc. et mon ancêtre, M. de Fleurius, a été, en tant que directeur des ports et arsenaux de France, plus ministre de la marine, la cheville ouvrière de la plupart des expéditions menées par des marins français dans cette partie du monde à la fin du dix-huitième siècle. »

Pendant toute ma mission, je me suis efforcé d'intéresser Paris à ces vestiges d'un passé extraordinaire pour notre marine. On rencontre, de-ci de-là, des étrangers encore passionnés par les expéditions maritimes françaises. C'est ainsi qu'un Néo-Zélandais, s'enthousiasmant, découvrit l'an dernier, après une centaine d'heures de recherches sous-marines, deux des ancres du *Saint-Jean-Baptiste*, que Surville avait dû abandonner au cours d'une tempête en décembre 1789 sur la côte orientale de la Nouvelle-Zélande. James Cook partit également d'Europe, dut faire face à la même tempête et les deux navigateurs à quelques milles l'un de l'autre ne surent que beaucoup plus tard qu'ils auraient pu se rencontrer.

Les deux ancres de Surville, énormes, intactes et de toute beauté, font l'objet d'une grande vénération de la part des Néo-Zélandais (...).

L'effort que vous venez d'entreprendre mérite d'être poursuivi afin que l'opinion publique connaisse tout ce que les Français ont fait et tout ce qu'ils peuvent encore faire dans cette partie du monde.

صكذنا الاصل

RADIO-TELEVISION

Journée de la déportation sur TF1 et A2

Le vent d'Amérique

DE l'Amérique du Sud à l'Extrême-Orient, de l'Afrique à la Scandinavie, il ne se trouve pas de pays qui ne se trouvent pas, plus ou moins, sous le vent d'Amérique. L'ancien président des Etats-Unis Dwight D. Eisenhower pendant la deuxième guerre mondiale, ou celle de l'enlèvement de Patricia Hearst il y a cinq ans en Californie par quelques terroristes illuminés : ces deux sujets sont en effet, parmi beaucoup d'autres, ceux des téléfilms américains les plus regar-

est tenés, pour plaire, soit d'imiter (plus ou moins bien) ce qui se fait aux Etats-Unis, soit d'offrir de soi une image plus « folklorique » (tourisme et douce France) que sérieuse. Ce qu'on appelle le « docu-drame » est une forme particulière de dramatique que l'on voit se développer dans les pays anglo-saxons. Au documentaire classique, fondé, comme son nom l'indique, sur des documents, le « docu-drame » oppose la reconstitution d'un évé-

affaires. Les résultats sont encore très limités. Les exportations représentent environ 1 % des ressources des chaînes françaises, ce qui n'est pas beaucoup. En ce domaine, les progrès sont lents. Inadaptations des services commerciaux ou particularisme des programmes ? Un peu des deux, sans doute. L'Allemagne demeure le premier partenaire, les pays francophones sont des acheteurs fidèles, l'Amérique du Sud et le Japon offrent quelques perspectives. A An-



dés au quinzième MIP-TV de Cannes (Marché international des programmes de télévision) du 20 au 26 avril. Ce phénomène de diffusion à l'échelle du globe n'est certes pas nouveau, comme l'a bien montré le succès international d'Holocauste, vedette de la manifestation cannoise en 1978. Pourtant l'édition 1979 du MIP, qui fut, de l'avis de nombreux participants, plus « professionnelle » que les années précédentes, a peut-être marqué une étape dans « l'industrialisation » de la télévision.

Cet immense supermarché de l'audiovisuel, où chacun a pu pendant sept jours, catalogue en main, recenser l'essentiel de la production mondiale, a pleinement illustré, ne serait-ce que par le nombre des nations (plus de cent) et des compagnies (plus de six cents) représentées à Cannes (le MIP, du 22-23 et 24 avril), la croissance d'un secteur dont le commerce devient, plus que jamais, l'élément moteur. Selon M. Bernard Chevry, secrétaire général du MIP, le volume des transactions est ainsi passé de 80 millions de francs en 1978 à 120 millions en 1979.

La Chine aussi

La demande accrue de programmes par toutes sortes de pays clients anciens ou nouveaux venus (il y avait même pour la première fois un délégué de la Chine populaire, marché appréciable s'il en est) n'est pas sans conséquences sur la nature des émissions que s'échangent les télévisions, l'expansion quantitative s'accompagnant de changements qualitatifs.

Le premier de ces changements est bien connu : c'est l'impregnation du modèle américain, qui a ses vertus, mais aussi ses limites. Feuilletons, séries, téléfilms venant à travers le monde par les Etats-Unis sont fabriqués à peu près tous sur le même moule : un scénario bien construit, une réalisation sobre ou alternant sans surprise les temps forts de l'action et les pauses du sentiment, une direction d'acteurs sûre, bref toutes les qualités d'un produit qui correspond aux attentes d'un vaste public. Comme, de surcroît, les services commerciaux des compagnies d'outre-Atlantique connaissent leur métier et disposent dans plusieurs capitales de bureaux actifs, l'Amérique continue de faire la loi sur la plupart des scènes de la planète.

Ces films « made in U.S.A. » sont loin d'être dénués d'intérêt. Il arrive qu'ils ne soient pas seulement de bons divertissements, mais aussi des œuvres de réflexion politique ou de critique sociale. Telles drames sur l'affaire du Watergate, par exemple, prouvent que la réalité, si gênante soit-elle, n'est pas nécessairement évacuée au bénéfice de la fiction. La suprématie américaine n'en est pas moins préoccupante pour deux raisons au moins, d'abord parce que cette réalité n'est pas celle des pays d'Europe ni, à plus forte raison, du tiers-monde, même si, le « mondialisme » aidant, les conditions de vie se rapprochent, ensuite parce que, en France comme ailleurs, on

ment ou l'illustration d'un fait de société par des comédiens qui incarnent parfois des personnages encore vivants. Holocauste en est probablement l'exemple le plus achevé.

Prudence politique

Ces émissions, qui ont certes leurs mérites, à commencer par celui de l'efficacité, ont en même temps l'inconvénient de contribuer à l'uniformisation des programmes. Il est de fait que les magazines et les documentaires d'information, en particulier, sont de plus en plus rares. Prudence politique sans doute : pour vendre, mieux vaut ne pas choquer. Exigence économique aussi : l'actualité, vieillissant vite, perd sa valeur ; l'histoire, la nature ou la musique, autant que possible en série, se vendent mieux et donc s'amortissent sûrement. Heureusement, la Suisse romande et la Grande-Bretagne, auxquelles se joignent aujourd'hui des pays comme l'Australie ou le Canada, maintiennent la tradition.

Le tableau ne doit pas toutefois être trop noir. Une évolution semble en effet se dessiner à l'encontre de ces tendances dominantes. Elle se manifeste non seulement par des réactions de réjet à l'égard des productions américaines, mais surtout par une ouverture, encore modeste, sans doute, des Etats-Unis — principalement des chaînes publiques — aux programmes venus d'ailleurs. Ainsi l'hebdomadaire Variety, qui fait autorité dans le domaine du spectacle, titrait-il son numéro du 18 avril : « First toward U.S. of foreign T.V. » (mouvement vers une utilisation par les Etats-Unis des télévisions étrangères). On pouvait lire notamment : « Des signes montrent que de nouveaux marchés en Amérique du Nord, liés aux progrès techniques des systèmes de satellites, de câbles, de vidéocassettes et de vidéodisques, vont créer une demande de programmes à laquelle l'offre actuelle ne peut pas répondre (...). Dans ces conditions, l'ouverture des télévisions américaines pour les productions étrangères va être mise de plus en plus à l'ordre du jour. » D'ores et déjà, les chaînes britanniques, favorisées par la langue et, dans le cas de la B.B.C., par le recours aux services d'un distributeur américain (Time-Life) commencent à bénéficier de ce mouvement.

La France d'hier

La France peut-elle en tirer profit à son tour ? Selon les responsables des chaînes présentes à Cannes, les Américains, pour la première fois, viennent voir les productions françaises. « Ils nous écoutent jusqu'au bout », c'est déjà un progrès, dit-on. Dans les stands français, acheteurs et vendeurs se rencontrent. « Nous progressons, mais rien n'est fait », reconnaît-on à TF 1. Antenne 2 a vendu outre-Atlantique des émissions de jazz de Jean-Christophe Averty et PR 3 a quelques chaînes de « placer » des portraits de cinéastes ou d'acteurs américains par Catherine Laporte. Des sociétés privées font aussi quelques

tenne 2, on signale que le Zola de Lorenzi continue de bien se vendre (même les Américains sont intéressés), avec la série des Maigret, ainsi que deux dramatiques d'après Marcel Aymé : la Grâce et le Passe-muraille (qui plait aux Chinois). TF1 compte sur les Fleurs fanées de Jacques Ertaud, et le Vent sur la maison de Frank Appréhender. FR3 a toujours du succès avec Thomas Guérin retourné, et l'INA avec les archives de l'ex-O.R.T.F. Il est remarquable aussi que des œuvres comme la Lumière des justes d'après Troyat (TF1), le Tourbillon des jours de Doniol-Valcroze (A2), Mazurka (FR3), les Folies Offenbach (S.F.P.) soient parmi les plus demandées.

C'est que la représentation de la France d'hier, avec chevaux, châteaux, luxe, vie parisienne et grands espaces, est encore le meilleur atout des chaînes. On peut s'en réjouir pour leur promotion commerciale, on peut aussi souhaiter qu'elles présentent une image de marque plus moderne et plus proche du réel.

THOMAS FERENCZI

L'horreur nue

CAR la réalité dépasse la fiction, on le sait. On nous l'a dit, répété. Ils étaient allés au-delà, hors de l'imaginable, derrière les limites du possible. Plus loin, sous les ordres de barbares, ils massacraient des hommes, des femmes, des enfants par millions : les nazis exécutaient des milliers de juifs, des milliers de polonais, des milliers de tchèques, des milliers de slaves. Le mot même résonne à nouveau à l'oreille, à cause ou en dépit des récents soubresauts de souvenirs que la diffusion par Antenne 2 du feuilleton qui portait ce nom a réveillés.

« Ici, il ne s'agit plus de fiction », précisent les programmeurs de TF 1 en guise d'introduction à l'émission qui, le soir de la journée nationale de la déportation, devrait être vue par tous. Et même par les petits, qui avant mieux que l'on croit faire le sort du vrai, distinguer entre la violence gratuite toute commerciale et l'horreur nue. Sous le titre : « Ne laissons pas les morts enterrer les morts », est présentée seulement une partie du document qui, en octobre 1977, avait fait l'objet d'une confidence et brève sortie en salle, sous les auspices de l'Institut national de l'audiovisuel. L'INA, après avoir acquis les droits de ce film israélien (« Le Quatre-vingt-unième coup », c'est-à-dire la soustraction des témoignages de survivants qui — en hébreu — viennent en contrepoint des images prises tantôt dans les camps de concentration (Auschwitz), tantôt dans les ghettos (ici celui de Varsovie) ou sur les quais des gares où l'on triait les passagers des convois de la mort. Images tournées par les « documentaristes » nazis eux-mêmes qui, filmant ainsi la suite sans fin des monstruosités accomplies, pouvaient rendre à leurs chefs les comptes parvenus à l'opium — de leur zèle.

Ces documents d'archives — et de propagande — retrouvés (mais combien de semblables ont dû être détruits) ont servi à renforcer les déclarations des témoins ou procès d'Adolf Eichmann. Ils sont authentiques. « Ici, il ne s'agit plus de fiction. » Rassemblés après des années de « fouilles » par une équipe de cinq cinéastes

israéliens (Miriam Novitch, Zvi Shney, Haim Gouri, David Bergman, Jacques Ehrlich), ces films « amateurs » réalisés par les professionnels de la tuerie raciale sont à hurler. La tristesse qu'ils éveillent n'est pas du ressort des larmes, elle est dure comme le désespoir. Muette.

De forts esprits diront que tout cela a été vu, revu et qu'il ne sert peut-être à rien de le remonter sans cesse. Premièrement, certaines des bobines ici présentées sont inédites ; deuxièmement, les mots de ceux qui — pour en avoir réchappé — disent ici le millionième du millionième de ce que ce fut doivent être entendus. Voix d'une femme qui se souvient de son père, de sa mère, de ses frères et sœurs, tombés sous ses yeux, et, pour finir, de son enfant, fusillé dans ses bras, avant elle que les balles ont seulement blessée. Voix d'un partisan évadé quant les dernières paroles de Clava, une résistante pendue pour insolence, la troisième tête accrochée au gibet collectif qui permettait, en tirant une planche, d'en finir avec douze vies d'un coup. Voix d'un père, d'une mère, voix d'une autre, alors enfant. Souvenirs précis de l'arrivée devant les douches... Et certains prétendent que « ça » n'a pas existé.

Grands yeux graves

« Ici, il ne s'agit plus de fiction. » Vient une chanson en hébreu, tendre comme un matin de printemps, chantée par Shuli Naitan et dont les paroles distillent la même chose : la mort certaine sous la main des brutes. Défilent les photographies. Ce sont les regards surtout qui font mal, ces grands yeux graves de ceux qui vivaient. Et ne se désolent pas. Femmes qui, dans le ghetto, refusaient d'obéir aux consignes allemandes d'avortement systématique parce qu'elles croyaient que « ça » allait finir, enfants qui, avant d'être asphyxiés, réclamaient encore un morceau de pain, une épousure à sucer. On pourrait continuer.

« Ici la réalité dépasse la fiction. » Album de la grande

famille des juifs, des tziganes, des « anormaux », dont la vie était préjudiciable à l'espèce, des communistes ou des simples opposants. Le film se termine presque abruptement par cette phrase : « On nous a dit de retirer notre étoile jaune, il n'y a plus de juifs en Europe. » Fin de l'horreur ? Que se passe-t-il aujourd'hui de si différent d'aujourd'hui de si différent d'aujourd'hui ? On ne le sait pas. On ne le sait pas.

Ils disaient ne pas savoir. Ou vraiment ils ne savaient pas que c'était possible. La réalité... La supériorité d'un tel document, comme celle de « Nuit et brouillard », d'Alain Resnais et Jean Cayrol — plus connu, — qui sera diffusé sur FR 3 à une heure voisine, la supériorité de la réalité sur la fiction est qu'elle n'offre aucune échappatoire. Ne détourne aucun sentiment.

Comme « Nuit et brouillard », « Ne laissons pas les morts enterrer les morts » est un document honnête, propre. Passé un certain stade, la souffrance se moque des masquineries de la rancœur, du mépris de la vengeance, de toute la petite monnaie à laquelle s'accrochent les humains qui n'ont pas été dessillés. Et préfèrent les grandes phrases. Il n'y a donc dans ces deux films pas trace de « récupération » d'aucune sorte. Ils font fol.

Les œuvres de fiction n'en valent pas moins pour autant. La tragédie beauté des visages de « Ne laissons pas les morts... » n'enlève rien aux qualités spécifiques de la série américaine « Holocauste » grâce à quoi, peut-être, ce dimanche soir, des gens, des Français, auront envie, besoin, de regarder ces cinquante minutes d'hommage à ceux qu'on parquait nus, pour pratiquer sur eux des expériences médicales.

MATHILDE LA BARDONNIE

* Dimanche 29 avril : Nuit et brouillard, FR 3, 21 h. 30 et Ne laissons pas les morts... TF 1, 22 h. 15.

* Signalons que Philippe Alloua consacre toute l'émission du dimanche au ghetto de Varsovie : Histoire d'un jour, Europe 1, lundi 30 avril et mardi 1^{er} mai, 14 heures.

LES ENFANTS ET LA PUBLICITE

Gourmandises en tous genres

On n'a jamais entendu parler d'un enfant qui se refuse à la culture, à la décoration de la chambre ou le choix des vacances. Quand ce se passe mal, quand il y a conflit, ce n'est pas, vous pouvez vous en douter, parce que les enfants intoxiqués par la publicité exigent absolument le produit qu'on leur refuse. C'est parce qu'ils réagissent de façon négative à la forme d'éducation à laquelle se réfèrent les parents, trop permissives, trop autoritaires ou pas assez, trop indifférentes ou trop libérales selon les cas, mal équilibrées dans tous les cas.

Bonbons et chocolats

Et voilà ! Si vos gosses n'ont pas faim pour dîner, si, au retour de l'école, ils se bourrent « c'est un copain qui me les a données » — de bonbons, de caramels, de biscuits ou de chocolat au miel, et si, à moins d'aller les chercher vous-même à la sortie, vous n'arrivez pas à régler le problème, ce n'est en rien la faute des annonceurs, c'est entièrement la vôtre. Une fois de plus. Personne ne prétend que seul l'écran déclenche la convoitise de l'enfant, la vitrine y est aussi pour quelque chose, bien sûr.

Reste que c'est au chapitre de l'alimentation et, à l'occasion des fêtes et des anniversaires, au rayon des jouets, que s'opposent le plus souvent parents et enfants. On a rarement vu un gamin faire un caprice, se rouler par terre à cause de la couleur d'une mouquette. En revanche, l'affaire Goldorak (la Nobi, les magasins, débordés, en rupture de stock, ne pouvant suffire à la demande) a déclenché, nous en avons été témoins, de véritables mini-drames.

Et il n'y a pas que cela. Complicité ou négligence de la mère, le

chariot promené à l'heure des courses dans les supermarchés se remplit souvent au gré du petit bonhomme qui le pousse plutôt qu'il ne, ou qu'on encourage — « Va donc me chercher une bouteille d'huile pendant que je prends les petits pois » — à exercer librement son choix.

Cependant, ce qui inquiète tous nos voisins, et plus encore les Américains, ce n'est ni la quantité ni la qualité des messages reçus en bloc par les enfants et appréciés le plus souvent à leur juste valeur, celle d'une blague, d'un gimmick ou d'un spectacle, non, ce qui mobilise un peu partout les associations d'éducateurs, de pédiatres et de parents, ce sont les produits, bonbons, sucreries, confiseries, crèmes dessert, destinés très précisément à une tranche d'âge particulièrement gourmande et influençable. Avec tous les inconvénients que cela peut comporter pour l'appareil digestif et dentaire, sans parler des déplorables habitudes diététiques que prennent, dès le départ dans la vie, les petits d'hommes ainsi soumis à un entraînement particulièrement intense aux Etats-Unis. Conforté par un rapport aussi optimiste, que dis-je, encourageant, il risque d'augmenter ici en vigueur, alors même qu'on songe très sérieusement à l'abandonner purement et simplement la publicité de certaines sucres jugées mauvaises pour la santé.

Une cible fragile

Si les annonceurs consacrent des milliards à leur budget télé, ce n'est pas par charité, vous pensez bien ! C'est parce qu'ils y trouvent leur compte. Et pourtant, les multinationales dépensent énormément d'argent pour étudier, à l'exemple des responsables de Sesame Street — dans un but évidemment lucratif, en

l'occurrence, pas éducatif ! — la courbe d'attention, le degré de concentration des enfants, répartis par classes d'âge et par catégories sociales, leur sensibilité à tel rythme, tel éclairage, tel style de dessin animé.

Bref, on ne recule devant rien pour atteindre une cible particulièrement fragile, hélas ! Et c'est payant, très payant. Les mères de famille le savent bien : l'argent de poche, la petite pièce arrachée à leur lassitude, à leur distraction, ou donnée pour un service rendu par un voisin, va automatiquement remplir les tiroirs-cassiers des confiseries et les distributeurs automatiques. Et le doit se tend machinalement vers le bouton libérateur d'une gâterie vanille soir après soir à la télévision. Sur-tout si c'est, par un autre enfant. Les adultes choisis par les enquêteurs témoignent d'une curieuse indifférence pour l'utilisation, nettement abusive, des gamins, voire des bébés, dans les spots publicitaires. Et la France, à nos yeux, se désolent en n'adoptant pas les mesures extrêmement strictes appliquées par la R.F.A. à l'encontre de ces pratiques choquantes et racoleuses.

Autre point d'interrogation resté sans réponse dans ce rapport — ce n'est pas son propos, d'ailleurs, et c'est dommage — qui, autre grande question : l'influence de tous ces messages, appris par cœur par des enfants pour qui le slogan a remplacé la fable, sur leur goût de la lecture et leur niveau de culture. Et plus tard la foi qu'ils accordent, réaction fréquente de réjet, à tous ces « monuments ». L'enquête, ou plutôt l'étude sérieuse, approfondie, sur le comportement du consommateur en herbe dans ce pays reste à faire. Si on la demandait, à Mme Schirmer ?

CLAUDE SARRAUTE

RADIO-TELEVISION

Enquête sur les radios aux États-Unis

Aux États-Unis, la radio est partout : huit mille stations couvrent l'ensemble du pays. Dans un premier article, Jean-Baptiste Blanchemain, animateur d'une radio « libre » lyonnaise, Radio-Joufflu, a examiné comment les radios locales

américaines, soumises au contrôle de la Federal Communication Commission, qui limite la puissance de leurs émetteurs et leur impose certaines obligations en matière d'information, répondent aux besoins de la « communauté ». Dans un

deuxième et avant-dernier article, il souligne la complémentarité entre stations commerciales et radios de service public, examinant les effets de la publicité sur les premières et les règles qui président à l'organisation des secondes.

II. — Une autre conception du service public

par JEAN-BAPTISTE BLANCHEMAIN

INITIATIVE privée et service public : deux notions qui ne sont pas forcément antagonistes. Vous pouvez faire de la radio et gagner de l'argent aux États-Unis. C'est recommandé. Mais ce ne sont pas vos comptes qu'éprouvera la F.C.C. au moment de renouveler votre licence, tous les trois ans : elle vous demandera de répondre concrètement à la question : « Que faites-vous pour la communauté ? » Là où en France on parle de public, cette notion de communauté est essentielle : elle définit en quelque sorte la portée des émetteurs limités en puissance.

Une frange de 10 % du total regroupent radios de campus et radios de service public. Cela veut dire que 90 % des stations de radio américaines sont privées et fonctionnent comme n'importe quelle entreprise : elles doivent se financer, elles doivent faire des bénéfices. Pour cela, un seul moyen possible : la publicité. En effet, contrairement à la presse qui fait payer directement l'exemplaire du journal au lecteur, la radio ne peut facturer son programme à l'auditeur. Les tentatives de « radio en souscription » se sont soldées par un échec.

Publicité donc. C'est elle, et elle seule, qui fournit le nerf de la guerre. Mais, alors que la lutte acharnée pour le marché publicitaire anime les trois ou quatre télévisions d'une grande ville à viser le plus large public, et donc à fournir le programme le moins différencié, c'est le nombre même des radios (dit à un moindre coût d'équipement) qui les oblige à la démarche inverse : faute de pouvoir capter

l'ensemble de l'auditoire, elles tentent de se tailler une place sûre auprès d'un public spécifique, en proposant un programme spécifique. Les principaux sont : agriculture et ferme, programme noir, Country Western, nostalgie (musique des années 30, 40 et 50), nouvelles (informations non stop), Middle of the Road (programme d'informations et de musique de variétés), Rock Roll, religion, Hit Parade, sports, Talk (conversation non stop). Ajoutons à cela des radios en espagnol, en français, en grec, en italien et quelques autres langues, chaque fois qu'une minorité peut constituer un auditoire, donc un marché.

Le libre choix

C'est l'éclatement des radios en « formats » qui les oblige à un très grand professionnalisme : en effet, si la concurrence n'existe pas entre deux radios de type différent, elle est au contraire acharnée entre celles qui ont choisi le même créneau. Mais si telle radio ne fait pas sa place dans tel format, elle est partiellement libre d'en changer. La régulation se fait seule : tous les espaces sont occupés, toutes les formes possibles sont prospectées (à condition qu'elles soient rentables). De la même manière, alors que la F.C.C. autorise un maximum de dix-huit minutes de publicité par heure, les professionnels constatent qu'au-delà de douze minutes le public change de station. L'autorégulation joue mieux que n'importe quel règle-

ment, et, de fait, il y a peu de radios qui dépassent dix minutes par heure.

Bâties sur le même gabarit que les stations commerciales (locales, puissance limitée), les radios de service public n'ont pas, comme elles, d'objectifs commerciaux. L'argent, qui est fourni par le gouvernement fédéral et les municipalités, sert à produire les programmes peu « rentables » : musique classique, programmes culturels, vie associative. Pourquoi se mettre en concurrence avec les autres radios ? Celles-ci font bien ce qu'elles font par le jeu de la concurrence (et des règlements). Mais elles complètent l'éventail des programmes existants et permettent ainsi à l'auditeur le véritable libre choix. Un exemple frappant de ce que,

seule, une radio de service public peut offrir : la bibliothèque parlante. Destinée aux non-voyants, elle diffuse la lecture de livres entiers sur une fréquence codée accessible aux seuls propriétaires du récepteur adéquat (« décodeur »). Cette notion originale du service public est l'antithèse de la nôtre : elle se place délibérément hors des circuits rentables, plutôt que d'entrer en concurrence avec eux (course aux taux d'écoute, programmes calqués sur les programmes commerciaux, etc.). Elle assure le service des minorités, considérant que la majorité est assez grande pour se débrouiller toute seule.

Prochain article :

DIVERSIFIER OU NORMALISER

LOIN DE LA CAPITALE

Nous avons reçu de M. Christian Lassus, professeur de radio à FR 3-Auvergne, la lettre suivante, en réponse à l'enquête de J.-B. Blanchemain : « Je travaille en qualité de producteur dans une station de radio qui, depuis quatre ans, présente des programmes en matinée et en soirée. Je raconte sur l'antenne l'histoire, grande ou petite, de l'Auvergne, du monde et du Velay. Je fais de la radio régionale dans ma région. Et non, non ? L'un de nos auditeurs a écrit, dans l'édition de FR 3-Auvergne-Radio : originalité, qualité ». Peut-être. De temps à autre, nous envoyons,

je me demande d'ailleurs pourquoi des informations concernant nos programmes aux hebdomadaires et quotidiens parisiens. Neuf fois sur dix, on nous répond : « Ça ne nous intéresse pas ». FR 3-Auvergne-Radio n'est finalement connue que de ses auditeurs. N'est-ce pas là le plus important ? Si M. J.-B. Blanchemain veut nous rendre visite, ce sera pour nous un plaisir. Mais Clément-Perrand est bien loin de la capitale. Comme me l'écrivait récemment un producteur de télévision parisien : « Vous êtes excentré ! L'Auvergne et le Bourbonnais excentrés. Tout est dit ».

Écouter-voir

CHORUS : STEVE HACKETT. — Dimanche 29 avril, A 2, 12 heures.

Après avoir goûté à l'expérience d'un album solo, Steve Hackett, le guitariste de Genesis, a quitté le groupe en pleine période de gloire. Il y a un an et demi, afin de mener une carrière en solitaire. Technicien habile, Steve Hackett compose et interprète avec des musiciens occasionnels une musique parente de celle de son ancien groupe. Les morceaux s'étirent en longueur, ouvrent de larges espaces pour des improvisations instrumentales qui manquent souvent de passion et de tension. Si elle est soignée et bien réglée, la musique de Steve Hackett a cependant tendance à s'éparpiller, à perdre le contact avec la réalité en s'inscrivant dans un courant qui s'accroche au passé. Il reste que Steve Hackett connaît un succès populaire substantiel et offre du coup un prestige mérité à l'émission « Chorus ».

FEDERATION : UN PRIVE DANS LA NUIT. — Dimanche 29 avril, A 2, 20 h. 35.

Dashiell Hammett, qui passe pour l'inventeur du roman noir américain, est de ceux qui ont marqué la grande époque du film policier : premier de genre, ou presque, le Faucon maltais réplia, en 1942, le réalisateur John Huston et imposa l'acteur Humphrey Bogart.

Le feuilleton en trois épisodes, que présente Antenne 2 est adapté d'un autre roman de Hammett, le Sang maudit (en anglais The Dain Curse), et si James Coburn, qui tient le rôle du détective Hammett, n'a pas la notoriété de Bogart, le récit, compliqué de mille péripéties, à l'image de la réalité, recrée le climat envoiement de l'œuvre de Hammett, reflet d'un monde de violence et de désespoir, où chacun avance en aveugle, tout en sachant que l'échec est, de toute façon, au bout du chemin. Dans les romans de Hammett, qui décrivent

l'effroyable d'écarter de la société américaine de l'entre-deux-guerres, l'action s'inspire de la psychologie. Le Sang maudit, mis en scène par E.W. Swackhamer, ne fait pas exception à la règle.

DRAMATIQUE : LES FLEURS FANÉES. — Mercredi 2 mai, TF 1, 20 h. 35.

Jacques Ertaud aime les gens simples et les grands sentiments. Après Ne pleure pas, diffusé il y a un an, il revient au « mélodrame » avec Les Fleurs fanées, sur un scénario de Michel Leclercq. Deux couples de générations différentes : l'un se forme, l'autre se défait.

Drame psychologique, ce film décrit aussi les rapports quotidiens dans une ville de province.

MAGAZINE : L'ATOME ET LA SECURITE. — Vendredi 4 mai, FR 3, 20 h. 30.

L'accident de la centrale américaine de Three-Mile-Island, il y a un mois, a réveillé la grande peur du nucléaire. Ce que les écologistes disent depuis déjà plusieurs années — que l'atome n'est pas encore bien maîtrisé, par les savants et les ingénieurs, que l'information est insuffisante et le débat incertain, que « le tout-nucléaire » ouvre la voie à une société de contrôle policier — tout cela, l'opinion publique à son tour s'en rend compte, et les belles certitudes des dirigeants politiques — « cela ne peut pas arriver chez nous » — sont plutôt inquiètes, que rassurées.

Alain Canès a voulu faire le point pour « le Nouveau Ventrail ». Il a enquêté à Tokyo, Maroubo, Saclay, etc. Il a interrogé les responsables du programme français, rencontré les « pour » et les « contre ». Vient-on enfin lever le secret sur un sujet qui intéresse le (tout proche) avenir des Français ?

SERIE : MORT NON NATURELLE D'UN ENFANT NATUREL. — Samedi 5 mai, A 2, 20 h. 35.

Pierre Desgraupes et Pierre Dumayet, chacun à sa manière, connaissent l'art de conter des histoires. Travaillant ensemble à cette série des « Dossiers-écrits », ils proposent une nouvelle façon de présenter les énigmes criminelles : à la mi-chemin entre l'imagination libre du romancier habilité à tout connaître et la reconstitution scrupuleuse du mythe du tribunal.

Comme des reporters cherchant le scandale d'une intrigue, ils examinent cette fois le crime dont fut accusé, en 1905, le marquis Lucien de Noye, respectable notaire d'une petite ville de province. Pourquoi la marquise a-t-elle attendu dix ans pour faire savoir que son mari a tué l'enfant qu'elle avait eu avant son mariage d'un domestique de ses parents et dont l'existence avait été tenue cachée aux yeux de ses proches ? Le marquis seul sera jugé par le tribunal. Gérard Desjarbes interprète le rôle du notaire et c'est Roger Rahane qui a filmé la vie quotidienne au château de Noye. L'affaire est bien montée.

PORTRAIT : ZOUZ. — Dimanche 6 mai, FR 3, 19 h. 30.

Zouz est parfois présente dans certaines bonnes émissions de variétés, et l'on ne sait jamais ce que figure la silhouette noire : Zouz elle-même, ou bien un enfant, ou une vieille dame. Comme le Raymond Depae, on lui demande un aller-retour incessant, de part et d'autre du miroir de la comédie. Cette fois, Zouz est l'invitée de FR 3, l'émission est pour elle, et, autour d'elle, on rencontre le peintre Roger Morel, le chanteur Hugues Aufray et le jeune médecin du SAMU, parce que Zouz, avant de parler et de vivre sur scène l'accident, la maladie, l'hôpital, va d'abord voir sur place de quoi il retourne.

Des extraits du spectacle de Zouz à Bobino (l'émission a été enregistrée cet hiver, et la diffusion prévue lorsque la S.F.P. était en grève) permettent de retrouver, ou de découvrir, de prodigieux moments et une passion de jouer, cette « passion du métier » qu'Armand Pataget évoquait avec Charles Vanel le 30 avril (FR 3, 22 h. 20) et qui animait Gérard Philipe, mort il y a vingt ans, en novembre, jamais remplacé, toujours présent (Histoire d'un jour, les 2, 3 et 4 mai, Europe 1, 14 heures).

Les films de la semaine



★ Catherine Hessling dans « Nana », de Jean Renoir. Dimanche 6 mai, FR 3, 22 h. 40.

★ L'HORLOGER DE SAINT-PAUL, de Bertrand Tavernier. — Dimanche 29 avril, TF 1, 20 h. 35.

Les débuts de Bertrand Tavernier, avec un sujet emprunté à Simenon, adapté par Aurélie et Boet, jadis honnis par la « nouvelle vague ». Solide, émouvante histoire d'un père qui apprend à connaître son fils lorsque celui-ci commet un meurtre, et se déclare solidaire de lui. Rapidité du récit, vigueur dramatique, caractères remarquablement dessinés, réalité contemporaine de Lyon. Un très beau film français, porté aussi par les acteurs (Notre, Rochefort, Jacques Denis, Sylvain Rougier). Prix Louis-Deluc 1974.

★ NUIT ET BROUILLARD. — Dimanche 29 avril, FR 3, 21 h. 30.

A partir de vestiges des camps de déportation et de documents photographiques et filmés, l'évocation de l'univers concentrationnaire et du génocide organisé par les nazis. Un court métrage qui, par le jeu du présent et du passé, la lutte de la mémoire contre l'oubli, un constat objectif sans fiction ni cas personnel, a été, est toujours, un témoignage historique d'une portée universelle.

★ LE MIRACLE DES LOUPS, de Raymond Bernard. — Dimanche 29 avril, FR 3, 22 h. 40.

Film français historique à grande mise en scène, capable, au temps du muet, de rivaliser avec les productions hollywoodiennes, allemandes ou italiennes. Importants moyens, nombreuse figuration, évocation romanesque de la lutte entre

Louis XI et Charles le Téméraire. Eut les honneurs d'une première à l'Opéra de Paris, le 14 novembre 1924, en présence du président de la République et des principaux membres du gouvernement. Étonnante et subtile composition de Charles Dullin en Louis XI.

★ LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN, d'Anthony Mann. — Lundi 30 avril, FR 3, 20 h. 30.

Où la décadence d'Hollywood dans les superproductions des années 60 se mêle à la décadence de la Rome antique de Samuel Bronson, Anthony Mann, grand maître du western, s'est perdu (hors les scènes de bataille) dans l'illustration d'événements historiques déformés et qui paraissent bien ennuyeux. Impressionnant défilé de vedettes auxquelles on n'a pas demandé autre chose que d'être fidèles à leur vedettariat.

★ SEPT MORTS SUR ORDONNANCE, de Jacques Reaiff. — Lundi 30 avril, TF 1, 20 h. 35.

Volonté de critique sociale (plutôt rare dans notre cinéma) d'un scénario de Georges Conchon inspiré par un fait divers. Ténébreuse affaire en province, où une féodalité médicale impose sa loi à deux chirurgiens successivement brisés. La réalisation de Reaiff est habile et forte mais se perd parfois dans les exercices de style, les effets techniques à la mode. Malgré le talent des acteurs, les personnages, trop démonstratifs, ne sont pas toujours convaincants.

★ L'ILE AU TRÉSOR, d'Andrew Whith. — Mardi 1^{er} mai, A 2, 20 h. 30.

D'après Stevenson. Bien loin de la merveilleuse adaptation hollywoodienne de Victor Fleming (1934), avec Wallace Beery et Jackie Cooper. Si loin, que ce n'est même pas la peine d'y aller voir.

★ LE DIABLE PAR LA QUEUE, de Philippe de Broca. — Mardi 1^{er} mai, FR 3, 20 h. 30.

La marquise Madeleine Renaud, qui veut plier le magot du gangster Yves Montand (très distingué), a des intentions criminelles. « Série noire » farfouillée dans un château du XVIII^e siècle, authentique et délabré. En fait, le charme pétillant de la comédie américaine des années 30-40 retrouvée par Daniel Boubanger et Philippe de Broca. Et des acteurs irrésistibles.

★ VANINA VANINI, de Roberto Rossellini. — Mercredi 2 mai, FR 3, 20 h. 30.

Même dans une version française amputée de plusieurs scènes, cette adaptation d'une comédie italienne de Stendhal porte à la fois la marque de son auteur littéraire et de Rossellini, cinéaste de la vérité historique et des conflits passionnels et métaphysiques. Dans la beauté des couleurs et le lyrisme d'une atmosphère romanesque, un homme et une femme, entre l'amour et la trahison, se perdent et accomplissent leur salut.

★ VIE PRIVÉE, de Louis Malle. — Jeudi 3 mai, FR 3, 20 h. 30.

Brigitte Bardot semble jouer son drame personnel de l'époque dans cette histoire d'une vedette prisonnière de son mythe qui la détruit. En mettant en cause le système qui fabrique les « stars », Louis Malle usait aussi, par rapport à B.B. de cette provocation qui marque tous ses films. Aujourd'hui, le phénomène Bardot est bien anachronique. Restent les images d'Henri Decae et une mise en scène soignée jusqu'à l'académisme.

★ LILY, AIME-MOI, de Maurice Dugowson. — Jeudi 2 mai, A 2, 20 h. 35.

En référence à la dernière phrase écrite par le poète russe Maïakowski à Lily Brik, avant de se suicider, Michel Vianey (scénariste) et Maurice Dugowson (réalisateur de télévision débutant « alors au cinéma ») ont fait d'un O.P. d'une crise conjugale et d'un chagrin d'amour. Mais l'amour peut changer l'existence d'un prolétaire, le faire échapper provisoirement à l'aliénation du travail et l'aider à mieux comprendre sa femme. Sur les chemins de l'usine buissonnière, une comédie poétique où apparaît une réalité sociale que le cinéma français n'a pas l'habitude d'explorer.

★ UN AMOUR DE PLUIE, de Jean-Claude Brialy. — Jeudi 3 mai, TF 1, 22 h. 45.

Dans une station thermale, les amours parallèles d'une jeune femme et de sa fille adolescente. Romantisme à l'italienne, images hautes, courtoises, frivolité et insignifiance. Brialy réalisateur n'a jamais renouvelé le coup de maître d'Eglantine. Dommage.

★ L'INCONNU DU NORD-EXPRESS, d'Alfred Hitchcock. — Vendredi 4 mai, A 2, 23 h.

Raymond Chandler a mis la main au scénario, tiré d'un roman de Patricia Highsmith. C'est pourtant bien l'univers d'Hitchcock qui commande toute l'intrigue. A partir d'un échange de meurtres, conçu par un déséquilibre en vue de deux crimes parfaits, il a développé les thèmes qu'on retrouve dans tous ses films, spécialement dans ses grandes œuvres — et celle-ci en est une : le transfert d'identité, la fascination du mal et l'environnement psychologique. Avec des moyens dramatiques d'une perfection absolue (il n'y a pas un temps mort, pas un plan de trop dans la mise en scène), Hitchcock a bâti un extraordinaire suspense moral sur les rapports ambigus de Farley Granger et de Robert Walker.

★ LES GRANGES BRULÉES, de Jean Chep. — Dimanche 6 mai, TF 1, 20 h. 35.

Confrontation d'un juge d'instruction et d'une fermière défendant son clan familial, à propos d'un crime commis dans le Haut-Doubs. Opposition du monde de la ville et de la campagne, fermée sur ses mœurs et ses secrets. Belle description de la région maitonnée aux environs de Pontarlier, prise dans les neiges de l'hiver. Interprétation extrêmement convaincante de deux grands acteurs : Alain Delon et Simone Signoret.

★ NANA, de Jean Renoir. — Dimanche 6 mai, FR 3, 22 h. 40.

Le Second Empire de Zola et de sa courtoisie — issue du peuple, fermement de destruction d'une société vouée à l'argent et au sexe, vu par un Renoir alors fortement influencé par Folies de femmes, d'Eric von Stroheim. Rien qui annonce, en vérité, le « panthéisme », le « réalisme français » des années 30. Ce film — qui fut, d'ailleurs, un échec commercial — est traversé de fièvre, de folie, de érudition. Catherine Hessling, poupée japonaise aux yeux bordés de fards charbonneux, aux gestes saccadés, mène à la danse de mort les hommes couchés à ses pieds. Les acteurs allemands Werner Krauss et Waleka Gert tiennent le naturalisme vers l'expressionnisme. Il n'y eut que — en partie —

la Chiennette et, plus tard, le Journal d'une femme de chambre, tournés à Hollywood, pour rappeler ce Renoir insolite.

★ JUSTICE EST FAITE, d'André Cayotte. — Lundi 7 mai, A 2, 15 h. 5.

Ce prestigieux film à thèse — Grand Prix du Festival de Venise 1950 — sur le mauvais fonctionnement du jury français d'assises tel que l'avait établi une loi du gouvernement de Vichy apparaît aujourd'hui comme un mélodrame — d'ailleurs parfaitement efficace — sur les passions humaines de jurés incapables, pour raisons personnelles, de trancher en toute sérénité le cas d'une femme meurtrière par amour. Quels beaux numéros d'acteurs !

★ LE RENARD, de Mark Rydell. — Lundi 7 mai, FR 3, 20 h. 30.

Le roman de D. H. Lawrence, aussi scandaleux jadis que l'Amant de Lady Chatterley, n'était plus, en 1967, en réaction contre le puritanisme mais dans le droit-fil d'une libération sexuelle qui commençait à affirmer ses audaces. Racontées sur grand écran, les amours saphiques de Sandy Dennis et Anne Heywood se laissent d'un érotisme de bon goût, mêlé au symbolisme de la nature. Mark Rydell a pourtant moins brossé un tableau que réalisé une illustration laborieuse.

★ EMBRASSE-MOI, IDIOT, de Billy Wilder. — Lundi 7 mai, TF 1, 20 h. 30.

Transposition dans une station-service du Nevada d'une pièce d'Anna Bonacci située dans un presbytère anglais de 1830, jouée à Paris au début des années 50 et où s'illustra la jeune Jeanne Moreau. Il n'en reste qu'une situation de vaudeville — une substitution de personnes — gaillardement poussée au mauvais goût et à l'équivoque par un Billy Wilder s'acharnant sur les héros dérisoires d'un certain mode de vie américain. La « Wilder touch » déraile un peu, il y a de longues heures, des failles de l'interprétation, mais à l'époque, 1964 — le nombre de Kim Novak orné d'un bijou et les allusions sexuelles extrêmes déchaînèrent à l'États-Unis les protestations des ligues de décence.

AUJOUR

CHAÎNE I

18 h. 5. Magazine au vous défend 19 h. 45. 20 h. 35. 21 h. 25. 22 h. 20.

CHAÎNE I

9 h. 24. Émissions p. Bibie ouverte. Présence p. 11 h. 30. La TF 1. 11 h. 30. Arr. 11 h. 30. Les Sports. 12 h. 30. 13 h. 25. 14 h. 25. 15 h. 25. 16 h. 25. 17 h. 25. 18 h. 25. 19 h. 25. 20 h. 25. 21 h. 25. 22 h. 25.

CHAÎNE I

12 h. 13. 13 h. 13. 14 h. 13. 15 h. 13. 16 h. 13. 17 h. 13. 18 h. 13. 19 h. 13. 20 h. 13. 21 h. 13. 22 h. 13.

CHAÎNE II

12 h. 13. 13 h. 13. 14 h. 13. 15 h. 13. 16 h. 13. 17 h. 13. 18 h. 13. 19 h. 13. 20 h. 13. 21 h. 13. 22 h. 13.

CHAÎNE I

12 h. 13. 13 h. 13. 14 h. 13. 15 h. 13. 16 h. 13. 17 h. 13. 18 h. 13. 19 h. 13. 20 h. 13. 21 h. 13. 22 h. 13.

CHAÎNE I

12 h. 13. 13 h. 13. 14 h. 13. 15 h. 13. 16 h. 13. 17 h. 13. 18 h. 13. 19 h. 13. 20 h. 13. 21 h. 13. 22 h. 13.

CHAÎNE I

12 h. 13. 13 h. 13. 14 h. 13. 15 h. 13. 16 h. 13. 17 h. 13. 18 h. 13. 19 h. 13. 20 h. 13. 21 h. 13. 22 h. 13.

سكينة الامل

BONNES FEUILLES

« On ne change pas la société par décret », de Michel Crozier

UN NÉO-PRAGMATISME

Il y a deux Michel Crozier. Celui du Phénomène bureaucratique et celui de la Société bloquée, celui des livres savants, bourrés de notes, fruits d'enquêtes ingrates sur le terrain et celui de la synthèse brillante, sorte de miel recueilli pour le grand public dans le soir des pérégrinations scientifiques. On ne change pas la société par décret, appartient à la seconde catégorie. Durant tout chapitre, sur dix, c'est de la France, de ses institutions, de ses « élites », de sa province, de ses entreprises que va nous parler notre sociologue; mais, pour qu'on y voie un peu plus clair, il se penche, dans ses premières pages, sur les hauteurs des sociétés occidentales et il y voit ceci : « Nous vivons une crise d'affaiblissement devant la complexité d'un système que nous ne maîtrisons plus ». Mais, dit-il, contrairement aux idées reçues, pour pouvoir régulariser la société, il faut moins de règles. Cela posé, l'auteur redescend vers le cher Hexagone et développe des thèses dont certaines nous sont familières et d'autres moins.

On sait la « révélation » qu'eut Michel Crozier en regardant fonctionner l'Etat : centralisation et stratification sont les deux mamelles de l'administration française. Ce n'est pas le pouvoir en soi qui est mauvais, mais les modes de relations : « Partout et à tous les niveaux, les Français, une fois entrés dans un cercle d'influence, cherchent instinctivement à en restreindre l'accès. »

De même la chasse aux modèles anciens est ridicule. Nous avons besoin de construire et non de détruire — ce qui, hélas ! fascine, — d'innover, non pour le plaisir mais pour libérer des potentialités qui aldront l'homme à échapper aux filets de la complexité. Il faut « investir dans les rapports humains ». Ce ne sont

pas les ressources en innovations sociales qui nous manquent — il n'est que de lire par exemple les témoignages que recueille chaque mois la revue Autrement (1) — mais les leviers, car les superstructures de nos sociétés sont sclérosées : éducation, administration publique et recrutement des cadres.

Michel Crozier est là à son affaire, et il propose trois stratégies : jouer la province, parce qu'elle est en mouvement, jouer l'ouverture des élites, les jeunes étant sensibles à l'influence profonde du monde extérieur; jouer la connaissance contre la technocratie, car, estime M. Crozier, le retard intellectuel français est dramatique.

Une « fuite générale devant le réel »

Le chapitre sur les « chimères et illusions » sera sûrement plus contesté, car Michel Crozier met les pieds dans le plat politique sans se soucier des éclaboussures. A propos de la lutte contre les inégalités, il écrit notamment : « Chacun veut garder la plus grande liberté possible de faire pression pour tirer parti de la situation qui est la sienne » et parle des « arrangements discrets » que permet le jeu des négociations collectives. Sur l'autorité, il n'est pas très tendre non plus : après avoir reconnu la « légitimité » de l'autorité, il la qualifie de « tendance à l'abus » dans l'évolution culturelle du pays. Il stigmatise leur traduction dans le jeu syndical et politique qui est une « fuite générale devant le réel ». C'est carrement « l'absurdité » du projet des nationalisations de la gauche française qu'il dénonce parce qu'il prometait, en fait, malgré les

(1) Diffusion Le Seuil, 27, rue Jacob.

aspirations autogestionnaires, une relance irrésistible de la bureaucratie.

Puisqu'il s'agit de construire, ou plutôt de reconstruire, c'est d'abord l'entreprise qu'il faut entourer de nos soins en lui redonnant du tonus : possibilité d'initiative à la base ou au moins aux échelons opérationnels, lutte contre « l'effet édredon », qui provient des structures molles de la hiérarchie, telles qu'on ne sait jamais qui est vraiment responsable de quoi, ni comment les décisions sont prises, abandon de l'esprit rentier.

Entreprendre quoi, vers quoi, pour quoi ? Michel Crozier rejoint à la fin de son ouvrage des idées qui sont défendues notamment par Jacques Delors. Il faut certes améliorer la productivité de nos industries, mais, de ce fait, l'emploi industriel ne pourra guère augmenter, et le tertiaire « classique » informatisé, ne pourra servir en l'occurrence de relais à l'industrie. C'est donc dans le « nouveau tertiaire » qu'il faudra trouver des emplois, c'est-à-dire dans des services impliquant des rapports humains complexes : services aux entreprises, communication, éducation, santé, culture, loisirs... Ce sont les utilisateurs eux-mêmes qui les financent, parce qu'ils correspondent à de réels besoins.

Michel Crozier nous entraîne au fond vers un néo-pragmatisme participant à cette vague de refus des « théories sur la société », les hommes, selon lui, ayant surtout besoin de « moyens plus pratiques pour raisonner sur ce qu'ils font ». Le sociologue peut aussi être un mécanicien. Le discours de Crozier retient d'autant plus l'attention qu'il préfère aller « au charbon », plutôt que d'imposer une nouvelle conception du monde.

PIERRE DROUIN

Nous avons choisi de retenir des extraits du chapitre III, où Michel Crozier expose sa conception de la « stratégie du changement » et l'essentiel de la conclusion de l'ouvrage qui porte sur la « responsabilité des intellectuels ».

Défendre l'idée de germination

La pression irrésistible de la complexité et l'impossibilité d'y répondre en utilisant des modèles d'organisation et de gouvernement de plus en plus inadaptés nous forcent à innover. Que nous le voulions ou non, le changement devient un problème crucial pour nos sociétés.

On parle effectivement beaucoup du changement, devenu en quelques années le maître mot de la pensée sociale et maintenant politique. Mais il s'agit surtout là d'une pratique incantatoire, qui ne mord pas sur la réalité. Au risque de répéter des banalités, je crois important de souligner que le monde, la société, nous-mêmes changeons constamment sans que personne en ait fait le projet. Les changements de ce type sont le résultat d'innombrables ajustements sociaux qui s'opèrent d'eux-mêmes à l'intérieur des ensembles humains. Mais ce premier type d'évolution aboutit à une dégradation générale si nous restons passifs. Il faut que les hommes interviennent volontairement pour corriger, infléchir, structurer l'évolution. Quand je parle de la nécessité du changement, j'entends ce deuxième type de changement, non le premier. Rien ne sert de s'opposer à l'évolution ni de la glorifier. Nos cocoricos ne feront pas se lever le soleil, pas plus que nos lamentations ne retarderont l'arrivée de la nuit.

Dans cette perspective, un premier principe me semble absolument déterminant : on ne change pas pour le plaisir. On n'intervient pas parce qu'on a une nouvelle idée, mais parce qu'il le faut ; et, si l'on cherche une idée, c'est parce qu'on ne peut pas faire autrement. Aucune idée du bien, en particulier, ne justifie une action : tout le monde devient inexorablement idéaliste. Qu'il s'agisse de réaliser le règne de Dieu sur terre ou de suivre la mode, le changement est une entreprise beaucoup trop considérable pour être fondée sur un dessein subjectif. On change en réalité parce qu'il est raisonnable de changer, parce que la vie est changement et que, faute de changer, on étouffe. Plus profondément, on pourrait dire qu'on change pour vivre. Les organisations qui ne changent pas s'étiolent. Les systèmes qu'on ne régénère pas deviennent tellement complexes qu'on ne peut plus les maîtriser.

Toute tentative de changement est un acte grave, qui requiert une connaissance profonde des ajustements actuels et de leur évolution, ainsi qu'une appréciation raisonnable des conséquences et des risques possibles. Le caractère plaisant d'un projet et les chances qu'il a d'emporter l'adhésion des citoyens ne sont nullement des critères suffisants. Si je prends cette attitude prudente, ce n'est pas que je sois un conservateur attaché aux hiérarchies sociales et inquiète des conséquences qu'en entraînerait trop de démocratie. C'est au contraire parce que je considère le changement volontaire et responsable comme une nécessité vitale, pierre de touche d'un véritable développement démocratique, que je tiens tant aux précautions qui seules peuvent en garantir le sérieux.

La rhétorique du changement est en effet à la fois absurde et dangereuse. A lire nos révolutionnaires, et même une partie de nos modérés, il apparaît que leur stratégie, au moins implicite, se limite au simple schéma : destruction, reconstruction. Détruire fascine. On rêve de prendre les citadelles et de raser les donjons. Du passé, on prétend encore joyeusement faire table rase. Ce sont là des stratégies barbares, parfaitement inadaptées à cette matière infiniment délicate qu'est l'homme. Révolutionnaires et technocrates partagent au fond ce modèle de raisonnement primitif, fondé sur le chantage et la répression. Il est étrange de constater que, dans nos sociétés complexes, les pensées qui se croient les plus sophistiquées en matière de changement — entre autres, les diverses variétés de marxisme, même les plus savantes — en sont restées ou sont revenues à la méthode des brûlés. Brûlons, brûlons, car sur les cendres la vie pourra enfin pousser à notre convenance ! Mais la vie, en l'occurrence, ce sont nos façons de faire collectives, notre trésor de compétences, nos capacités de relations organisationnelles : cette nature-là n'est pas inépuisable comme la forêt vierge. Toute destruction se paye, et pour longtemps.

Face à cette visée barbare, il faut défendre l'idée de germination, de libération des potentialités, seule compatible avec des changements réels. Quelle que soit la qualité des intentions, on ne transforme pas l'homme par décret, par oukase.

Des demi-vérités qui faussent complètement l'esprit

C'est qui frappe le plus, quant aux ressources disponibles pour le changement dans la société française, c'est leur abondance. Naturellement, et c'est là la première difficulté, elles ne sont pas disponibles pour n'importe quel changement. Beaucoup de gens sont compétents, ont des idées, voudraient collaborer à un changement, mais chacun veut quelque chose de différent. Toutefois, les notions de volonté, de motivation sont loin d'être claires, et ce sont d'abord les faits, les actes qui doivent être pris en compte. Or que constatons-nous à ce niveau ? Malgré les apparences, la société française n'est nullement inerte et passive. Les gens ne se contentent pas de trouver des arrangements, ils innoveront, ils réaliseront toutes sortes de changements. Et beaucoup de ces changements répondent au même besoin fondamental d'adaptation : simplifier, organiser des circuits plus courts entre l'individu et la décision, maîtriser autrement ce qui était devenu trop complexe, établir un mode d'autorité permettant d'assumer des responsabilités.

Quand Alexis Gournay, petit paysan du Léon, mobilise ses compatriotes non pas pour obtenir une garantie de prix mais pour élaborer des mécanismes de marché simples qui leur permettent de maîtriser un système anarchique, complexe et inefficace, il innove. Quand Jean Paquet, boulanger de Clermont-Ferrand, organise tous ses collègues du Puy-de-Dôme pour trouver une solution à la marginalisation qui les guette et réussit en quelques années à ranimer un marché, il innove. De même Evelyn Sullerot quand elle réussit à créer, en dehors de toutes structures classiques, un système de réadaptation des femmes à la vie du travail, cour-circuitant les mécanismes bureaucratiques de l'enseignement et de la formation professionnelle : elle rompt le cercle vicieux par lequel l'action publique tend à perpétuer les insuffisances auxquelles elle est censée porter remède. On pourrait citer bien d'autres exemples aussi clairs mais moins connus, et des milliers d'autres qui sont beaucoup moins nets mais témoi-

gnent qu'il existe un véritable trésor d'expériences utilisables.

Aucun patron, aucun syndicaliste, aucun responsable d'usine ou d'atelier n'a encore réussi à résoudre cette quadrature du cercle : le fonctionnement d'une véritable équipe autonome, selon un modèle autogestionnaire. Mais des dizaines d'entre eux ont expérimenté sérieusement. Comme ont expérimenté souvent sans oser se l'avouer, des dizaines de fonctionnaires qui trouvent des solutions pour échapper au carcan bureaucratique. Comme ont expérimenté et expérimentent tous les jours des dizaines de responsables et d'animateurs, en matière de santé, de services sociaux, de culture, de loisir, de tourisme. Voir la société française comme une étendue désolée, gouvernée par les bureaux parisiens de l'Etat ou des trusts monopolaires, c'est une de ces demi-vérités qui faussent complètement l'esprit. La société française est aussi une société vivante, autant probablement qu'aux meilleures périodes qu'elle ait connues.

Si elle reste une société bloquée, c'est parce que les innovations qui apparaissent en son sein ne semblent pas pouvoir dépasser une certaine limite et souvent, de ce fait, ne peuvent durer. Dans notre société, les petits ruisseaux ne font pas les grandes rivières. De puissants modèles de régulation rejettent constamment les innovations incompatibles avec le fonctionnement rigide des grandes structures d'intégration. Et l'innovation, comme un écureuil en cage, continue par ses efforts à faire tourner le système, auquel elle apporte son énergie sans pouvoir le changer. Nous allons d'ailleurs voir qu'un équilibre subtil tend naturellement à s'établir, poussant quiconque a réalisé quelque chose à devenir à son tour conservateur — comme le colon anglais du *Fort de la rivière Kufi*, si abasourdi par son œuvre, pour la préserver, si abasourdi par son idéal de combattant. Le problème n'est donc pas le manque de ressources, mais l'absence de levier et l'impossibilité qui en résulte de mettre ces ressources en prise sur les systèmes de régulation (1).

La responsabilité des intellectuels, gardiens et éclairateurs de notre culture

Je proposerai quelques remarques en guise de conclusion :

1) Ce ne sont pas les théories qui changent le monde. Tout au plus peuvent-elles, comme ces tornades ou ces vents de folie qui balayent en un moment les constructions des hommes, contribuer passagèrement à le détruire. Ce n'est pas davantage le jeu aveugle des forces productives ou de la lutte des classes. Rien ne se produit jamais sans l'action de l'homme, sa volonté, son espoir, sa responsabilité. Certes, il travaille sans savoir où il va. Certes, il se trompe et fait le contraire de ce qu'il voulait. Mais petit à petit toujours il se dépasse. Ce qui rend possible le changement, ce sont les instruments que l'homme se forge pour agir, à savoir, en dernière analyse, des modes de raisonnement qui lui permettent d'avoir prise sur les choses et sur lui-même. C'est ce qui, dans la perspective de l'histoire déjà faite, se présente sous la forme de la culture. Dans nos sociétés développées, la charge de ces instruments a été plus ou moins accaparée par ceux qui s'appellent les intellectuels, gardiens officiels ou officieux de notre culture passée et éclairateurs de notre culture future.

2) Il fut un temps où la garde de la culture était une fonction glorieuse, honorifique et peu contestée, car les changements étaient lents, et il importait plus de préserver que d'accroître le trésor. C'est peut-être à peu près ce qu'étaient les nouvelles pratiques, qui n'entraient qu'après coup dans les réserves du temple. Certes, les gardiens se disputaient toujours sur la valeur des pièces. Certains auraient utilement sur elles. D'autres même en créaient de nouvelles. D'autres attendaient le grand renouvellement : cette idée épouvantait mais en même temps aussi fascinait. Et parfois, effectivement, de l'accumulation des pratiques et des œuvres pouvait surgir un renouvellement profond (un nouveau « paradigme »), qui bouleversait au moins en partie le trésor et permettait de dépasser les obstacles, de résoudre les problèmes jusque-là insolubles, de donner un nouvel élan à l'œuvre des hommes.

3) Mais ce temps de conservatisme, de la culture comme trésor, est depuis longtemps passé. La culture est entrée dans la vie de tous les jours. Aussi est-il naturel que l'homme de culture soit mis en question. Certes, il y aura toujours place pour la retraite dans la tour d'ivoire, les fulgu-

rances du génie solitaire et les snobismes, aussi bien dans l'avant-garde que dans l'arrière-garde. Mais une société, complexe a besoin d'autres intellectuels, de plus en plus nombreux, pour ouvrir plus directement sur la réalité. L'existence de cette nouvelle race d'intellectuels met en question, indirectement peut-être mais constamment, la souveraineté de la culture traditionnelle. La crise de la culture qui en résulte est très profonde, et le désarroi des intellectuels face à elle est un phénomène de société dont on n'a pas suffisamment mesuré l'importance. Le rôle de plus en plus grand des intellectuels dans la vie de la société ne se traduit pas, en effet, par l'accroissement du pouvoir, de l'influence ou des récompenses de chacun d'entre eux, mais entraîne plutôt le déclin de leur statut.

Quand le nombre des intellectuels augmente, quand la frontière devient difficile à tracer entre intellectuels et praticiens, l'intellectuel ne peut plus être honoré comme il l'était jadis. Quand tout le monde peut entrer dans le temple, on conçoit qu'une certaine angouisse paralysée les simples vicaires. D'autre part, on assiste à un déplacement des intellectuels traditionnels à la fois par les intellectuels du monde de l'action et par ceux du monde des communications, les hommes des médias. Le désarroi des intellectuels et leurs réactions désordonnées devant la crise de la culture sont des phénomènes que connaissent tous les pays développés. L'intellectuel aristocratique est dépassé, déclassé, contesté. On lui demande de jouer un rôle dans la société, éventuellement de rendre des comptes. Alors il se cabre, ou plus souvent il passe lui-même à la contestation et « en rajoute ». Comme Gribouille, il se jette à l'eau pour ne pas se mouiller. L'aristocrate se fait démagogue. Le jeune intellectuel bourgeois double le prolétaire sur sa gauche.

4) La société française, qui a toujours donné une importance particulière aux intellectuels — voir Tocqueville — ne pouvait qu'être profondément marquée par cette crise. Mais 1968 en a été l'expression.

Un vent nouveau a paru souffler. Du passé on croyait avoir fait table rase. On n'était pas loin de brûler les livres pour se ressourcer dans la praxis. Plus de distinction, plus de maîtres : la communauté culturelle, femmes de ménage comprises, allait enfin résoudre la quadrature du

cercle, réaliser l'unité des hommes. La rage de contestation ou de destruction ne devait malheureusement pas durer à jamais, à ramener nos vieux démons. Tout un chacun, jeune Turc, mao-spontex, gauchiste prolétaire ou simple pontantien, prétendait dicter à l'humanité sa conduite avec une arrogance digne d'importe quel grand aristocrate du vingtième siècle.

En pratique, la terreur gauchiste n'a fait que stériliser pour un temps l'ardeur du changement que nourrissait la partie la plus idéaliste de la jeunesse. Les universités se sont reconstruites, les bureaux bureaucratiques encore qu'auparavant, et la place de l'appareil homni du P.C.F. s'en est trouvée largement accrue. La politique, certes, a viré à gauche, mais l'espoir du programme commun s'est avéré nourri d'illusions de malentendus et de pensée faussée. On attendait Godot, on attend toujours. Les années folles de l'antipsychiatrie, du meurtre du père et du renouveau du marxisme à la virginité constamment refaite ne nous ont laissé qu'un goût de cendres, et n'annoncent finalement que le retour d'un libéralisme du pauvre et d'une « nouvelle philosophie » de pacotille.

5) Détruire, dit-elle. Le titre du roman de Marguerite Duras n'obéit pas à l'éclaircie des lignes, Marguerite Duras a beaucoup de talent et j'ai une grande estime pour son œuvre. Mais comme tant d'intellectuels elle s'est appliquée à tarabouter les plaies d'une bourgeoisie qui n'en finit pas de mourir, moribond dont seul le bourgeois se préoccupe encore. N'avons-nous pas assez labouré le champ des pères nobles et des faux-semblants, des ruses infinies de l'hypocrisie, des esclaves complices de leurs chaînes et de la faillite d'une époque ? Au bout du compte, toutes les époques n'est-elles pas autant que la nôtre failli ? Et cette rage de dénonciation, d'explosion, de mise au pilori, n'est-elle pas aussi absurde que la traditionnelle recherche d'un bouc émissaire ? Patronne, curée, bourgeois : qui sera suffisamment vertueux pour justifier votre impuissance ?

N'est-il pas temps de construire, d'appliquer les ressources de son esprit à construire le monde, à réfléchir aux possibilités qu'il recèle, aux ressources qui dorment et qu'on pourrait peut-être exploiter ? N'est-il pas temps de crier enfin que si on ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments, on en fait encore moins avec de mauvais ?

6) Loin de moi d'embrigader les intellectuels. La tour d'ivoire n'est pas utile, ni la recherche sur le discours, même si l'on aimerait souffler un peu sur la poussière qui semble s'y accumuler. Et pourquoi pas, après tout, un peu de vraie indignation ? Il ne manque pas de plaies à défrayer dans cette société encore bien étiolée. Encore faut-il accepter de renouer un tant soit peu des ponts qui ont pris de l'âge. Mais n'est-il pas temps aussi pour les intellectuels, je le demande à nouveau, de construire ? Je ne veux pas dire faire de la politique, revendiquer des responsabilités, mais appliquer leur esprit à la société réelle, telle qu'elle fonctionne, et aux hommes qui respirent si mal sous ses contraintes. N'est-il pas temps de tenter l'aventure non plus du grand changement en chambre, mais de l'expérimentation limitée, la réalité ? D'abandonner la dénonciation d'une culture qui est notre passé — et on ne change pas le passé — pour nous attaquer enfin à notre mode de raisonnement qui, lui, peut être transformé ?

Le monde change, et l'on dirait que les intellectuels, en tout cas les intellectuels français, ne le voient pas. Tout ce qu'ils trouvent à faire, c'est de dénoncer ce que l'homme a dû subir dans le « procès » historique et ce qu'il devra encore subir si l'on laisse se déchaîner les forces du mal.

Mais, pour que l'homme ne subisse plus, il faut avant tout lui donner des instruments de raisonnement qui lui permettront de comprendre et de devenir actif. Qu'on ne me dise pas que le marxisme, le gauchisme, l'écologisme ou même le libéralisme sont de tels instruments de raisonnement. Ce sont des théories sur la société, rien de plus. Or les hommes n'ont pas besoin de théories sur la société, c'est-à-dire d'idéologies, mais de moyens plus pratiques pour raisonner sur la réalité et des contraintes de l'action humaine, enfin, et surtout, d'une reconnaissance de leur liberté et donc de leur responsabilité.

Serons-nous capables de répondre à ce nouveau défi, d'oublier les apparences et les illusions du discours, de revenir à la réalité ? Aucune malédiction ne nous frappe. La société française n'est pas si atteinte du « mal français » que ne le disent ou ne le croient nos élites ; celles-ci intellectuelles ou gouvernementales, feraient mieux de trouver enfin le courage d'une révolution intérieure. Leur tâche n'est pas de troubler la société, mais de rendre possible à tous les innovateurs potentiels qu'elle porte en elle de faire leurs expériences pour aller plus loin.

* Editions Bernard Grasset, 290 p., 49 F.

Monde

Bach à S

par la Ch

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

par Ph

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES, v.o. - GAUMONT RIVE GAUCHE, v.o.
QUARTIER LATIN, v.o. - STUDIO DE LA HARPE, v.o. - IMPÉRIAL
PATHE, v.f. - GAUMONT CONVENTION, v.f. - 3 NATION, v.f.
5 PARNASSIENS, v.f. - 14 JUILLET BEAUGRENELLE, v.o.
MARLY ENGLISSE

SPECTACLES

PAUL NEWMAN - VITTORIO GASSMAN
BIBI ANDERSSON - FERNANDO REY - BRIGITTE FOSSEY
dans un film de
ROBERT ALTMAN

Quinter

Quand l'espace devient plus
Quand moult le sevo,
Quand regnent les chiens.
Survit
Le Jeu ultime et meurtrier

PAUL NEWMAN - VITTORIO GASSMAN
BIBI ANDERSSON - FERNANDO REY

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : la Bohème (sam., 19 h. 30) ;
Concert (dim., 15 h. 30).
Salle Favart : le Marchand de Venise
(sam., 19 h. 30).
Comédie-Française : les Trois Sœurs
(sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et
20 h. 30).
Chaillet : La tour Eiffel qui tue
(sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Général : les Deux Orphelines
(sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Odéon : l'Assommoir (sam., 20 h. 30 ;
dim., 15 h.).
T.E.F. : Qui est Anna Maria ?
(sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Félicité : Tanguy-Tobu (sam. et
dim., 21 h. 30).
Petit T.S.F. : l'Événement (sam.,
20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Centre l'Empire : Films de Ken
Jacobs (sam. et dim., 19 h.).

Les salles municipales

Chaillet : Rose de Noël (sam.,
20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).
Carré Silvia Monfort : Cirque Grus
à Parisienne (sam. et dim., 15 h.
et 18 h. 30).
Théâtre de la Ville : Théâtre du
silence (sam., 18 h. 30 ; dim., 15 h.).
Bercy : (sam., 20 h. 30).

Les autres salles

Abs Libre : Madame le Rabbin (sam.,
22 h. 30 ; dim., 15 h.).
Antenne 2 : le Pont japonais (sam. et
dim., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Arts-Ébénistes : Mon père avait raison
(sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Atelier : la Clotilde (sam., 21 h. ;
dim., 15 h. et 21 h.).
Athènes : Avec ou sans armes
(sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Bibliothèque : Trois visages (sam.,
20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Bouttes-du-Nord : l'Opéra de quat
sous (sam., 20 h. 30, dernière).

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 28 - Dimanche 29 avril

Les concerts

Lucerne : G.-A. Limal, E. Gardin
(Mozart, Brahms, Prokofiev) (sam.,
19 h.).
M. Stockhausen, J.-M. Lou-
cheur (Bach, Schubert, Toulon,
Auric, Boulez) (sam., 21 h.).
D. Aalberts, M. Bonneveld Ensemble
Musique Baroque (dim., 19 h. 30).
Caré d'Édgar : J.-L. Caillard,
J.-P. André (Debussy, Beethoven)
(sam., 19 h. 30).
Concerts : B. Verlet, P. Séchet
(Sach, Eschard, Fivral) (sam.,
17 h. 30).
M. Saint-Méris : Quintette à vent
Beethoven, Koech, Smetana
(sam., 17 h. 30).
Salle Gaveau : Quatuor Frank
(Schubert, Koech, Smetana)
(sam., 17 h. 15).
Eglise Saint-Louis des Invalides :
les Chœurs de la paix, M. Lefebvre
de la cathédrale de Verdun (Vito-
ria, Palestrina, Fauré, Debussy,
Vieux, Camille) (dim., 18 h.).
Eglise Notre-Dame des Blancs-
Manteaux : Ensemble instrumental
B. Bequet et le Collegium Musi-
cum Limburg (polyphonies néer-
landaise et franco-flamande, Corelli,
Quintet) (sam., 20 h. 45).

Les films marqués (*) sont interdits
aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillet, sam., 18 h. : Courts mé-
trages du Canada ; 18 h. : Venise, la
lune est à toi, de D. Risi ; 20 h. :
Volpato, de M. Tournier ; 22 h. :
Gaspard pour trois abelles, de
J. Manfrot. Dim., 15 h. :
Andréenne, de L. Leduc ;
18 h. : le Chevalier mystérieux, de
R. Freda ; 20 h. : les Noces véné-
tiennes, de L. Leduc ; 22 h. :
Ames perdues, de D. Risi.
Boulevard, sam., 18 h. : Courts
métrages du Canada ; 17 h. : Sal-
vation Hunters, de J. von Stern-
berg ; 19 h. : Crépuscule de gloire,
de J. von Sternberg ; 21 h. :
l'Affaire Broussard, de R. Aved et
A. Leduc ; la Vie heureuse de
Léopold, de G. Cadi. Dim.,
15 h. : Courts métrages du Canada ;
17 h. : l'Éventail de lady Wind-
ermere, de L. Leduc ; 19 h. : la
Tentative, de M. Sallier et
P. Niblo ; 21 h. : Pour la suite du
monde, de P. Ferranti, M. Brault
et M. Carrière.

Les exclusivités

ALIBORI NON TROPO (v.o.) :
Espèce humaine, 14* (229-52-50).
AMERICAN COLLEGE (A. v.o.) :
Quintette, 5* (233-35-40) ; Lumina,
14* (233-35-40) ; 15* (233-35-40) ;
16* (233-35-40) ; 17* (233-35-40) ;
18* (233-35-40) ; 19* (233-35-40) ;
20* (233-35-40) ; 21* (233-35-40) ;
22* (233-35-40) ; 23* (233-35-40) ;
24* (233-35-40) ; 25* (233-35-40) ;
26* (233-35-40) ; 27* (233-35-40) ;
28* (233-35-40) ; 29* (233-35-40) ;
30* (233-35-40) ; 31* (233-35-40) ;
32* (233-35-40) ; 33* (233-35-40) ;
34* (233-35-40) ; 35* (233-35-40) ;
36* (233-35-40) ; 37* (233-35-40) ;
38* (233-35-40) ; 39* (233-35-40) ;
40* (233-35-40) ; 41* (233-35-40) ;
42* (233-35-40) ; 43* (233-35-40) ;
44* (233-35-40) ; 45* (233-35-40) ;
46* (233-35-40) ; 47* (233-35-40) ;
48* (233-35-40) ; 49* (233-35-40) ;
50* (233-35-40) ; 51* (233-35-40) ;
52* (233-35-40) ; 53* (233-35-40) ;
54* (233-35-40) ; 55* (233-35-40) ;
56* (233-35-40) ; 57* (233-35-40) ;
58* (233-35-40) ; 59* (233-35-40) ;
60* (233-35-40) ; 61* (233-35-40) ;
62* (233-35-40) ; 63* (233-35-40) ;
64* (233-35-40) ; 65* (233-35-40) ;
66* (233-35-40) ; 67* (233-35-40) ;
68* (233-35-40) ; 69* (233-35-40) ;
70* (233-35-40) ; 71* (233-35-40) ;
72* (233-35-40) ; 73* (233-35-40) ;
74* (233-35-40) ; 75* (233-35-40) ;
76* (233-35-40) ; 77* (233-35-40) ;
78* (233-35-40) ; 79* (233-35-40) ;
80* (233-35-40) ; 81* (233-35-40) ;
82* (233-35-40) ; 83* (233-35-40) ;
84* (233-35-40) ; 85* (233-35-40) ;
86* (233-35-40) ; 87* (233-35-40) ;
88* (233-35-40) ; 89* (233-35-40) ;
90* (233-35-40) ; 91* (233-35-40) ;
92* (233-35-40) ; 93* (233-35-40) ;
94* (233-35-40) ; 95* (233-35-40) ;
96* (233-35-40) ; 97* (233-35-40) ;
98* (233-35-40) ; 99* (233-35-40) ;
100* (233-35-40) ; 101* (233-35-40) ;
102* (233-35-40) ; 103* (233-35-40) ;
104* (233-35-40) ; 105* (233-35-40) ;
106* (233-35-40) ; 107* (233-35-40) ;
108* (233-35-40) ; 109* (233-35-40) ;
110* (233-35-40) ; 111* (233-35-40) ;
112* (233-35-40) ; 113* (233-35-40) ;
114* (233-35-40) ; 115* (233-35-40) ;
116* (233-35-40) ; 117* (233-35-40) ;
118* (233-35-40) ; 119* (233-35-40) ;
120* (233-35-40) ; 121* (233-35-40) ;
122* (233-35-40) ; 123* (233-35-40) ;
124* (233-35-40) ; 125* (233-35-40) ;
126* (233-35-40) ; 127* (233-35-40) ;
128* (233-35-40) ; 129* (233-35-40) ;
130* (233-35-40) ; 131* (233-35-40) ;
132* (233-35-40) ; 133* (233-35-40) ;
134* (233-35-40) ; 135* (233-35-40) ;
136* (233-35-40) ; 137* (233-35-40) ;
138* (233-35-40) ; 139* (233-35-40) ;
140* (233-35-40) ; 141* (233-35-40) ;
142* (233-35-40) ; 143* (233-35-40) ;
144* (233-35-40) ; 145* (233-35-40) ;
146* (233-35-40) ; 147* (233-35-40) ;
148* (233-35-40) ; 149* (233-35-40) ;
150* (233-35-40) ; 151* (233-35-40) ;
152* (233-35-40) ; 153* (233-35-40) ;
154* (233-35-40) ; 155* (233-35-40) ;
156* (233-35-40) ; 157* (233-35-40) ;
158* (233-35-40) ; 159* (233-35-40) ;
160* (233-35-40) ; 161* (233-35-40) ;
162* (233-35-40) ; 163* (233-35-40) ;
164* (233-35-40) ; 165* (233-35-40) ;
166* (233-35-40) ; 167* (233-35-40) ;
168* (233-35-40) ; 169* (233-35-40) ;
170* (233-35-40) ; 171* (233-35-40) ;
172* (233-35-40) ; 173* (233-35-40) ;
174* (233-35-40) ; 175* (233-35-40) ;
176* (233-35-40) ; 177* (233-35-40) ;
178* (233-35-40) ; 179* (233-35-40) ;
180* (233-35-40) ; 181* (233-35-40) ;
182* (233-35-40) ; 183* (233-35-40) ;
184* (233-35-40) ; 185* (233-35-40) ;
186* (233-35-40) ; 187* (233-35-40) ;
188* (233-35-40) ; 189* (233-35-40) ;
190* (233-35-40) ; 191* (233-35-40) ;
192* (233-35-40) ; 193* (233-35-40) ;
194* (233-35-40) ; 195* (233-35-40) ;
196* (233-35-40) ; 197* (233-35-40) ;
198* (233-35-40) ; 199* (233-35-40) ;
200* (233-35-40) ; 201* (233-35-40) ;
202* (233-35-40) ; 203* (233-35-40) ;
204* (233-35-40) ; 205* (233-35-40) ;
206* (233-35-40) ; 207* (233-35-40) ;
208* (233-35-40) ; 209* (233-35-40) ;
210* (233-35-40) ; 211* (233-35-40) ;
212* (233-35-40) ; 213* (233-35-40) ;
214* (233-35-40) ; 215* (233-35-40) ;
216* (233-35-40) ; 217* (233-35-40) ;
218* (233-35-40) ; 219* (233-35-40) ;
220* (233-35-40) ; 221* (233-35-40) ;
222* (233-35-40) ; 223* (233-35-40) ;
224* (233-35-40) ; 225* (233-35-40) ;
226* (233-35-40) ; 227* (233-35-40) ;
228* (233-35-40) ; 229* (233-35-40) ;
230* (233-35-40) ; 231* (233-35-40) ;
232* (233-35-40) ; 233* (233-35-40) ;
234* (233-35-40) ; 235* (233-35-40) ;
236* (233-35-40) ; 237* (233-35-40) ;
238* (233-35-40) ; 239* (233-35-40) ;
240* (233-35-40) ; 241* (233-35-40) ;
242* (233-35-40) ; 243* (233-35-40) ;
244* (233-35-40) ; 245* (233-35-40) ;
246* (233-35-40) ; 247* (233-35-40) ;
248* (233-35-40) ; 249* (233-35-40) ;
250* (233-35-40) ; 251* (233-35-40) ;
252* (233-35-40) ; 253* (233-35-40) ;
254* (233-35-40) ; 255* (233-35-40) ;
256* (233-35-40) ; 257* (233-35-40) ;
258* (233-35-40) ; 259* (233-35-40) ;
260* (233-35-40) ; 261* (233-35-40) ;
262* (233-35-40) ; 263* (233-35-40) ;
264* (233-35-40) ; 265* (233-35-40) ;
266* (233-35-40) ; 267* (233-35-40) ;
268* (233-35-40) ; 269* (233-35-40) ;
270* (233-35-40) ; 271* (233-35-40) ;
272* (233-35-40) ; 273* (233-35-40) ;
274* (233-35-40) ; 275* (233-35-40) ;
276* (233-35-40) ; 277* (233-35-40) ;
278* (233-35-40) ; 279* (233-35-40) ;
280* (233-35-40) ; 281* (233-35-40) ;
282* (233-35-40) ; 283* (233-35-40) ;
284* (233-35-40) ; 285* (233-35-40) ;
286* (233-35-40) ; 287* (233-35-40) ;
288* (233-35-40) ; 289* (233-35-40) ;
290* (233-35-40) ; 291* (233-35-40) ;
292* (233-35-40) ; 293* (233-35-40) ;
294* (233-35-40) ; 295* (233-35-40) ;
296* (233-35-40) ; 297* (233-35-40) ;
298* (233-35-40) ; 299* (233-35-40) ;
300* (233-35-40) ; 301* (233-35-40) ;
302* (233-35-40) ; 303* (233-35-40) ;
304* (233-35-40) ; 305* (233-35-40) ;
306* (233-35-40) ; 307* (233-35-40) ;
308* (233-35-40) ; 309* (233-35-40) ;
310* (233-35-40) ; 311* (233-35-40) ;
312* (233-35-40) ; 313* (233-35-40) ;
314* (233-35-40) ; 315* (233-35-40) ;
316* (233-35-40) ; 317* (233-35-40) ;
318* (233-35-40) ; 319* (233-35-40) ;
320* (233-35-40) ; 321* (233-35-40) ;
322* (233-35-40) ; 323* (233-35-40) ;
324* (233-35-40) ; 325* (233-35-40) ;
326* (233-35-40) ; 327* (233-35-40) ;
328* (233-35-40) ; 329* (233-35-40) ;
330* (233-35-40) ; 331* (233-35-40) ;
332* (233-35-40) ; 333* (233-35-40) ;
334* (233-35-40) ; 335* (233-35-40) ;
336* (233-35-40) ; 337* (233-35-40) ;
338* (233-35-40) ; 339* (233-35-40) ;
340* (233-35-40) ; 341* (233-35-40) ;
342* (233-35-40) ; 343* (233-35-40) ;
344* (233-35-40) ; 345* (233-35-40) ;
346* (233-35-40) ; 347* (233-35-40) ;
348* (233-35-40) ; 349* (233-35-40) ;
350* (233-35-40) ; 351* (233-35-40) ;
352* (233-35-40) ; 353* (233-35-40) ;
354* (233-35-40) ; 355* (233-35-40) ;
356* (233-35-40) ; 357* (233-35-40) ;
358* (233-35-40) ; 359* (233-35-40) ;
360* (233-35-40) ; 361* (233-35-40) ;
362* (233-35-40) ; 363* (233-35-40) ;
364* (233-35-40) ; 365* (233-35-40) ;
366* (233-35-40) ; 367* (233-35-40) ;
368* (233-35-40) ; 369* (233-35-40) ;
370* (233-35-40) ; 371* (233-35-40) ;
372* (233-35-40) ; 373* (233-35-40) ;
374* (233-35-40) ; 375* (233-35-40) ;
376* (233-35-40) ; 377* (233-35-40) ;
378* (233-35-40) ; 379* (233-35-40) ;
380* (233-35-40) ; 381* (233-35-40) ;
382* (233-35-40) ; 383* (233-35-40) ;
384* (233-35-40) ; 385* (233-35-40) ;
386* (233-35-40) ; 387* (233-35-40) ;
388* (233-35-40) ; 389* (233-35-40) ;
390* (233-35-40) ; 391* (233-35-40) ;
392* (233-35-40) ; 393* (233-35-40) ;
394* (233-35-40) ; 395* (233-35-40) ;
396* (233-35-40) ; 397* (233-35-40) ;
398* (233-35-40) ; 399* (233-35-40) ;
400* (233-35-40) ; 401* (233-35-40) ;
402* (233-35-40) ; 403* (233-35-40) ;
404* (233-35-40) ; 405* (233-35-40) ;
406* (233-35-40) ; 407* (233-35-40) ;
408* (233-35-40) ; 409* (233-35-40) ;
410* (233-35-40) ; 411* (233-35-40) ;
412* (233-35-40) ; 413* (233-35-40) ;
414* (233-35-40) ; 415* (233-35-40) ;
416* (233-35-40) ; 417* (233-35-40) ;
418* (233-35-40) ; 419* (233-35-40) ;
420* (233-35-40) ; 421* (233-35-40) ;
422* (233-35-40) ; 423* (233-35-40) ;
424* (233-35-40) ; 425* (233-35-40) ;
426* (233-35-40) ; 427* (233-35-40) ;
428* (233-35-40) ; 429* (233-35-40) ;
430* (233-35-40) ; 431* (233-35-40) ;
432* (233-35-40) ; 433* (233-35-40) ;
434* (233-35-40) ; 435* (233-35-40) ;
436* (233-35-40) ; 437* (233-35-40) ;
438* (233-35-40) ; 439* (233-35-40) ;
440* (233-35-40) ; 441* (233-35-40) ;
442* (233-35-40) ; 443* (233-35-40) ;
444* (233-35-40) ; 445* (233-35-40) ;
446* (233-35-40) ; 447* (233-35-40) ;
448* (233-35-40) ; 449* (233-35-40) ;
450* (233-35-40) ; 451* (233-35-40) ;
452* (233-35-40) ; 453* (233-35-40) ;
454* (233-35-40) ; 455* (233-35-40) ;
456* (233-35-40) ; 457* (233-35-40) ;
458* (233-35-40) ; 459* (233-35-40) ;
460* (233-35-40) ; 461* (233-35-40) ;
462* (233-35-40) ; 463* (233-35-40) ;
464* (233-35-40) ; 465* (233-35-40) ;
466* (233-35-40) ; 467* (233-35-40) ;
468* (233-35-40) ; 469* (233-35-40) ;
470* (233-35-40) ; 471* (233-35-40) ;
472* (233-35-40) ; 473* (233-35-40) ;
474* (233-35-40) ; 475* (233-35-40) ;
476* (233-35-40) ; 477* (233-35-40) ;
478* (233-35-40) ; 479* (233-35-40) ;
480* (233-35-40) ; 481* (233-35-40) ;
482* (233-35-40) ; 483* (233-35-40) ;
484* (233-35-40) ; 485* (233-35-40) ;
486* (233-35-40) ; 487* (233-35-40) ;
488* (233-35-40) ; 489* (233-35-40) ;
490* (233-35-40) ; 491* (233-35-40) ;
492* (233-35-40) ; 493* (233-35-40) ;
494* (233-35-40) ; 495* (233-35-40) ;
496* (233-35-40) ; 497* (233-35-40) ;
498* (233-35-40) ; 499* (233-35-40) ;
500* (233-35-40) ; 501* (233-35-40) ;
502* (233-35-40) ; 503* (233-35-40) ;
504* (233-35-40) ; 505* (233-35-40) ;
506* (233-35-40) ; 507* (233-35-40) ;
508* (233-35-40) ; 509* (233-35-40) ;
510* (233-35-40) ; 511* (233-35-40) ;
512* (233-35-40) ; 513* (233-35-40) ;
514* (233-35-40) ; 515* (233-35-40) ;
516* (233-35-40) ; 517* (233-35-40) ;
518* (233-35-40) ; 519* (233-35-40) ;
520* (233-35-40) ; 521* (233-35-40) ;
522* (233-35-40) ; 523* (233-35-40) ;
524* (233-35-40) ; 525* (233-35-40) ;
526* (233-35-40) ; 527* (233-35-40) ;
528* (233-35-40) ; 529* (233-35-40) ;
530* (233-35-40) ; 531* (233-35-40) ;
532* (233-35-40) ; 533* (233-35-40) ;
534* (233-35-40) ; 535* (233-35-40) ;
536* (233-35-40) ; 537* (233-35-40) ;
538* (233-35-40) ; 539* (233-35-40) ;
540* (233-35-40) ; 541* (233-35-40) ;
542* (233-35-40) ; 543* (233-35-40) ;
544* (233-35-40) ; 545* (233-35-

Le Monde

équipement

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

A QUOI SERVENT LES COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX ?

Les « Provençaux » font l'inventaire

De notre envoyé spécial

Marseille. — Mal aimées et malmenées par le pouvoir, qui leur refuse les moyens de se développer — donc à la limite d'exister, — les assemblées régionales ont-elles encore leur raison d'être ? Si on ne les invite à réfléchir et ne les incite à agir, ne risquent-elles pas de devenir de simples cercles de notables et d'être délaissées — il y en a eu des exemples récents — par les personnalités locales les plus dynamiques ? La question n'est pas en soi, mais elle doit être posée au cours du débat sur le projet de réforme des collectivités locales. Avec exemples à l'appui.

La dernière assemblée extraordinaire du comité économique et social de Provence-Alpes-Côte d'Azur illustre bien, à ce propos, les possibilités et les limites de l'initiative régionale. Les comités n'ont pas à intervenir sur des questions de politique nationale, mais ils ont des compétences dans des domaines précis : l'urbanisme, le logement, les transports, les équipements, etc. Ils ont aussi des compétences dans des domaines précis : l'urbanisme, le logement, les transports, les équipements, etc. Ils ont aussi des compétences dans des domaines précis : l'urbanisme, le logement, les transports, les équipements, etc.

Question brûlante, en effet. Durant ces deux jours — les 23 et 24 avril — on s'est réuni le comité des maires de la région. On a discuté de tout, de rien, de tout. On a discuté de tout, de rien, de tout. On a discuté de tout, de rien, de tout. On a discuté de tout, de rien, de tout. On a discuté de tout, de rien, de tout.

Ni les assemblées ni l'administration régionale — le nouveau

préfet M. Lucien Vorthez devait le rappeler — n'ont le pouvoir et les moyens de remédier immédiatement à une situation largement dépendante de la crise nationale ou internationale. Au moins peut-on essayer de déterminer quelques axes d'intervention à moyen et long terme.

Onze rapports préparés dans les commissions du comité se sont efforcés de qualité inégale, parfois rattachés à un thème artificiellement au sujet central des débats, ils permettent toutefois de faire un tour d'horizon des possibilités offertes à la région pour améliorer sa « charge de travail ». Chacun des dossiers examinés dans cette perspective a une double destination. Exemple : la chute de la construction des logements individuels et des constructions industrielles a entraîné une diminution du nombre des emplois offerts dans le bâtiment et les travaux publics : 168 000 personnes en 1978, 149 000 en 1979. Définir une nouvelle politique de l'habitat, c'est offrir une occasion d'ouvrir de nouveaux chantiers et de nouveaux bureaux d'emploi. A plus longue échéance, il n'est pas inutile de recenser des possibilités de recourir à de nouvelles sources d'énergie (des déchets de végétaux par exemple), le développement de techniques modernes d'élevage comme l'aquaculture. Avec, en arrière-plan, les difficultés que soulève l'adaptation de la formation professionnelle aux bouleversements économiques déjà en œuvre dans la région.

Il y a là un inventaire qui ne débouche pas toujours sur des propositions précises, dont les conclusions concrètes ne peuvent être tirées que par le pouvoir politique et au prix d'un effort financier important. Mais qu'il est toujours intéressant de discuter de ces problèmes en dehors des organes d'administration. C'est une des utilités de ce genre d'assemblées. Elles réunissent dans un cadre approprié un programme régional ou un programme d'investissement n'a de signification qu'au niveau de la région, des représentants du monde de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme, patrons et salariés, qui n'ont pas autrement l'occasion de travailler ensemble. Depuis juin 1977, le comité éco-

nomique et social de Provence-Alpes-Côte d'Azur comprend quatre représentants de la C.G.T. et quatre de la C.F.D.T. qui sont venus s'ajouter aux quatre de la Force ouvrière. Ils participent activement aux travaux des commissions. Ils jugent leur représentation insuffisante, voudraient s'élargir au bureau du comité, estiment que les pouvoirs de cette assemblée sont insuffisamment représentés. Mais, dans l'ensemble, ils pensent que l'expérience qu'ils ont ainsi faite est « positive ». Elle leur permet d'aborder des dossiers qu'ils connaissent mal, de recueillir au niveau régional des préoccupations nationales ou locales. En Provence-Alpes-Côte d'Azur du moins, les cinq premières années de la vie du comité ont été marquées par un climat de coopération et de confiance. On ne peut que souhaiter que ce climat se maintienne.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

En 1979

SOIXANTE MILLE EMPLOIS SERONT CRÉÉS DANS LES ZONES AIDÉES PAR LA DATAR

M. André Chadeau, délégué général à la détermination et à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), a déclaré, le 27 avril, au groupe des journalistes en chef de la presse quotidienne de province, réuni à Saint-Denis, en Haute-Savoie, qu'en 1979 soixante mille emplois seront créés dans les zones aidées par la DATAR. On peut s'attendre, d'autre part, que trente-cinq mille emplois soient créés (comme l'an dernier) au titre des primes de développement régional dans les autres zones aidées.

M. Chadeau a insisté sur l'« absolue nécessité » de généraliser la politique contractuelle : contrats de villes moyennes, contrats de pays.

M. Charles Josselin, président du conseil général des Côtes-du-Nord, responsable du P.S. pour les questions d'aménagement du territoire, a affirmé dans sa réponse que « décentraliser sans organiser une planification nationale était une escroquerie » et a appelé les représentants régionaux d'investissements à être par une dotation budgétaire, mais pouvant aussi mobiliser l'épargne locale.

CIRCULATION

Au mois de mars

LE NOMBRE DES MORTS SUR LA ROUTE A BAISSÉ

Les services de police et de gendarmerie ont dénombré en mars 1978 20 771 accidents de la route, 11 y a eu 926 tués, 28 059 blessés. En mars 1977 il y avait eu 19 871 accidents, 933 tués et 28 528 blessés, dont 1 510 dans un état grave. On note donc d'une année à l'autre une augmentation de 5,6 % du nombre des accidents, mais une diminution de 0,9 % du nombre des tués.

Le dernier numéro de la Revue du comité interministériel de la sécurité routière revient sur les résultats de l'an passé et écrit : « Le bilan 1978 des accidents de la circulation (12 137 tués, 247 800 accidents, 338 500 blessés) est voisin de celui de l'année 1974 — ce qui nous ramène quinze ans en arrière... au cours de laquelle le nombre des tués avait atteint un chiffre sensiblement égal : 11 882. Mais entre 1974 et 1978, le volume de la circulation a été multiplié par 2,5 environ, le parc automobile passant de 9 300 000 à 19 millions de véhicules ».

P.T.T.

Les nouveaux câbles téléphoniques enterrés moins chers et plus pratiques

Les P.T.T. ont ouvert en France cinq chantiers où des machines d'un modèle nouveau creusent des tranchées étroites et entrent dans le même mouvement des câbles téléphoniques d'une conception originale. A plus ou moins longue échéance, on devrait ainsi pouvoir faire l'économie, tout en améliorant la qualité, des poteaux en bois et des câbles aériens.

Jusqu'à présent, la direction des télécommunications avait à sa disposition deux sortes de câbles souterrains : les uns qui étaient enroulés dans une conduite de béton, les autres qui étaient protégés par une armature métallique. Ces câbles étaient donc très lourds et leur installation était très coûteuse. Les nouveaux câbles sont plus légers et plus faciles à installer.

A l'image de ce qui se faisait depuis plusieurs années en Allemagne, en Grande-Bretagne ou en Suisse, les constructeurs français ont mis au point des câbles

TRANSPORTS

En dix ans, la flotte française a diminué de 199 navires

Les responsables de la Fédération générale des transports et de l'équipement et ceux de la Fédération des marins C.F.D.T. ont lancé un cri d'alarme le 27 avril, au cours d'une conférence de presse, devant la dégradation de l'état de la flotte française. « Si nous n'y prenons garde, ont-ils dit, dans cinq ans il n'y aura plus que des capitaines français qui, avec le support des banques d'affaires, feront commerce de pavillons étrangers ».

En dix ans, la flotte française a perdu cent quatre-vingt-neuf navires et huit mille deux cents marins, et pourtant elle a augmenté son tonnage de 138 %. On compte mille cinq cent deux demandeurs d'emploi actuellement, dont deux cent quatre-vingt-neuf officiers. La Compagnie générale maritime, par exemple, qui est aux prises avec des difficultés financières jamais vues, prévoit une réduction de ses effectifs de mille personnes dans les quatre ans à venir. Et pourtant différents plans, décidés depuis 1945, ont apporté aux armateurs privés plus de 4 milliards de francs.

Ce que redoutent le plus aujourd'hui les marins de la C.F.D.T., c'est que les armateurs français transfèrent une grande partie de leur flotte sous d'autres pavillons, notamment de complaisance.

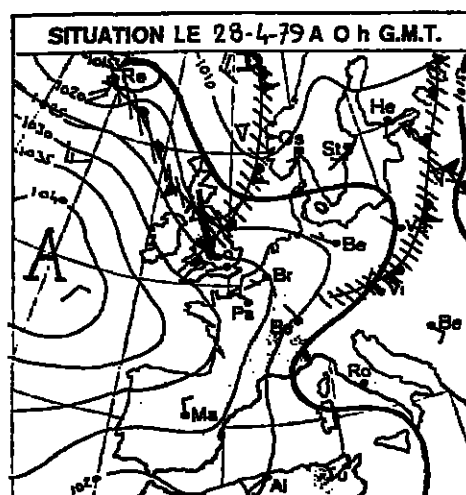
Pour défendre les intérêts de la flotte française, la C.F.D.T. estime qu'il est temps de faire taire les divergences entre organisations syndicales, et d'adresser à la C.G.T. et à la C.G.C. une proposition de plate-forme commune en douze points, dont les principaux sont les suivants : le renforcement des effectifs en fonction de la sécurité et de la pénibilité du travail ; l'accès à l'information économique dans chaque armement ; la priorité dans les aides aux entreprises nationales ; dans l'attente d'une nationalisation de la marine marchande, une aide à l'armement privé sous forme de participation de l'Etat au capital de ces entreprises ; une lutte à l'échelle internationale contre les pavillons de complaisance et l'exploitation des marins du tiers-monde ; l'application dans les pays maritimes de la C.E.E. de l'article 117 du Marché commun qui prévoit l'harmonisation des régimes sociaux.

En dix ans, la flotte française a perdu cent quatre-vingt-neuf navires et huit mille deux cents marins, et pourtant elle a augmenté son tonnage de 138 %. On compte mille cinq cent deux demandeurs d'emploi actuellement, dont deux cent quatre-vingt-neuf officiers. La Compagnie générale maritime, par exemple, qui est aux prises avec des difficultés financières jamais vues, prévoit une réduction de ses effectifs de mille personnes dans les quatre ans à venir. Et pourtant différents plans, décidés depuis 1945, ont apporté aux armateurs privés plus de 4 milliards de francs.

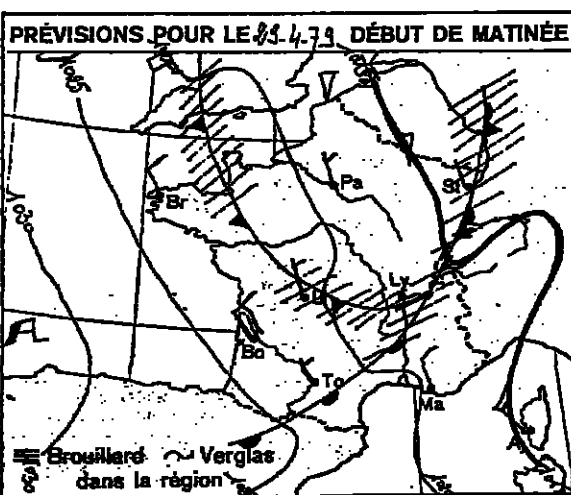
Ce que redoutent le plus aujourd'hui les marins de la C.F.D.T., c'est que les armateurs français transfèrent une grande partie de leur flotte sous d'autres pavillons, notamment de complaisance.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 28 avril à 0 heures et le dimanche 29 avril à 24 heures. Au cours de ces deux jours, des perturbations venant du nord-ouest et du sud-ouest, avec des nuages épais, des pluies, des vents forts de secteur ouest et sud-ouest, et quelques averses en Corse et au large. Les vents de secteur nord-ouest, modérés et variables, sur la rive de la France, le ciel sera le plus souvent très nuageux et il pleuvra par moments. Les pluies seront plus fréquentes le matin des Pyrénées et de l'Aquitaine au



nord des Alpes, l'après-midi et la nuit de la Manche à la Bretagne, et à la Loire, à l'arrivée d'une seconde perturbation. Les vents de nord-ouest à ouest, seront modérés et irréguliers dans l'intérieur, assez forts au large et au large du Nord. La pression atmosphérique restera à un niveau de la mer (Paris, 1022,5 millibars, soit 761,2 millibars de mercure). Températures de premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 27 avril ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 : Alsace, 15 et 3 degrés ; Biarritz, 14 et 7 ; Bordeaux, 12 et 3 ; Brest, 12 et 7 ; Caen, 10 et 3 ; Cherbourg, 8 et 6 ; Clermont-Ferrand, 10 et 3 ; Dijon, 11 et 4 ; Grenoble, 8 et 1 ; Lille, 10 et 2 ; Lyon, 8 et 2 ; Marseille, 14 et 9 ; Nancy, 12 et 2 ; Nantes, 12 et 2 ; Nice, 14 et 2 ; Paris-Le Bourget, 11 et 1 ; Pau, 11 et 3 ; Perpignan, 14 et 9 ; Rennes, 12 et 4 ; Strasbourg, 11 et 4 ; Tours, 12 et 2 ; Toulouse, 12 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 23 et 23. Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 6 degrés ; Amsterdam, 11 et 3 ; Athènes, 21 et 12 ; Berlin, 11 et 4 ; Bonn, 11 et 12 ; Bruxelles,

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 28 avril 1979 :

- DES DECRETS**
- Approuvant des modifications aux statuts d'association :
 - Relatif au montant des cotisations du régime d'assurance-vieillesse complémentaire des fonctionnaires de l'Etat, public et des compagnies judiciaires ;
 - Relatif à la réglementation générale et à la délivrance du brevet professionnel ;
 - Relatif aux frais de garderie et d'administration des bois soumis au régime forestier.
- DES ARRETES**
- Modifiant un précédent arrêté pris pour l'application de l'article 10, alinéa 3 et 4, de la loi du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme ;
 - Portant réajustement des prestations des régimes d'assurance-vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales ;
 - Modifiant un précédent arrêté portant statut des fédérations départementales des chasseurs.

DES DECRETS

- Approuvant des modifications aux statuts d'association :
- Relatif au montant des cotisations du régime d'assurance-vieillesse complémentaire des fonctionnaires de l'Etat, public et des compagnies judiciaires ;
- Relatif à la réglementation générale et à la délivrance du brevet professionnel ;
- Relatif aux frais de garderie et d'administration des bois soumis au régime forestier.

DES ARRETES

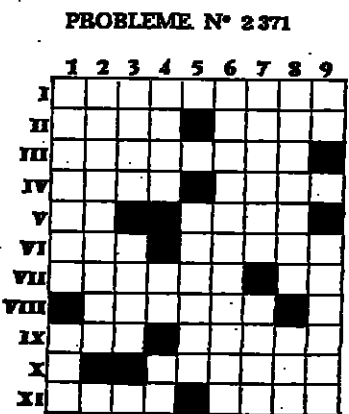
- Modifiant un précédent arrêté pris pour l'application de l'article 10, alinéa 3 et 4, de la loi du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme ;
- Portant réajustement des prestations des régimes d'assurance-vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales ;
- Modifiant un précédent arrêté portant statut des fédérations départementales des chasseurs.

Visites, conférences

- LUNDI 30 AVRIL**
- Mme A. Ferrand : « La mosquée de Paris ».
 - 15 h. Saint-Christophe, M. Boule :
 - « Sainte-Chapelle : architecture et vitraux du XIII^e siècle » (Histoire et Archéologie).
 - 15 h. sous au 1. rue Saint-Louis-en-Jude, M. Trunier : « Les hôtels de la Saint-Louis ».
 - 15 h. 11, quai d'Anjou : « L'hôtel de la Renaissance » (Tourisme culturel).
 - 15 h. 15, 20, boulevard du Palais : « Le Palais de Justice » (Tourisme culturel).
 - 16 h. entrée du Grand Palais : « Chardin » (Village de Paris).
 - CONFERENCE : « 15 h. 15, rue Simon-Marcu : « Expérience de l'ère et l'ère de vivre » (Méditation transcendantale), soirée libre.
 - 15 h. place du Fuite-de-l'Érmitte.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2371



HORIZONTALEMENT

- I. Ceux que la terre nourrit. — II. Où l'on ne voit que du bien, par exemple : Pour tenir, il y en a un de bon. — III. Nom qu'on peut donner à un pavillon. — IV. Peut être assimilé à un bonbon quand il est tendre ; Peut servir à nourrir. — V. N'a pas un grand âge ; Grandement quand ça flambe. — VI. Celle de la république fut particulièrement courte ; Ordre de départ. — VII. Apprécié dans un palais ; Article étranger. — VIII. Est aussi lourde qu'une cruche. — IX. Crie comme un cerf : Une pointe peut le faire échoier. — X. Certainement de faire une touche. — XI. Peut être assimilé à un rien ; Qui ne court donc pas.

VERTICALEMENT

1. Autrefois, pouvait se faire à la machine ; On le jette dans l'eau pour le faire crever. — 2. Est souvent représenté par un petit cercle. — 3. Sortes de diodes quand elles sont blanches ; Qui évoque de belles bacchantes. — 4. Se met à la porte ; Possédé ; Coule en Italie. — 5. Qualifié un

pot où l'on trouve de tout. — 6. Bien assises. — 7. Utiles quand on nettoie le bâtiment ; Se laisse aller. — 8. A l'habitude de prêcher ; Ne représente qu'un effort. — 9. Abréviation pour un martyr ; Prophète.

Solution de problème n° 2370

HORIZONTALEMENT

- I. Mantille ; Phares. — II. Aquarium ; Lésine. — III. Sauvage ; EL. — IV. Cité ; Girouette. — V. Al ; Entré ; Ont. — VI. Ride ; 84 ; Fuit. — VII. Ane ; Pirates ; Rik. — VIII. DS ; Art. — Mine ; Née. — IX. Bru ; Fionnier. — X. Serine ; Nus ; SA. — XI. Musée ; Et. — XEUX. — XII. Nuits ; Sole ; Dé. — XIII. TTT. — Aérost. — XIV. Enseigner. — Egalé. — XV. Su ; Net ; Insensé.

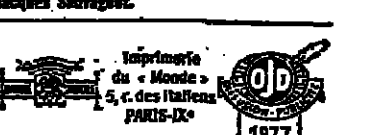
VERTICALEMENT

1. Massarades ; Nues. — 2. Aquilins ; Eau ; Nu. — 3. Nut ; Dé ; Bruta. — 4. Tavelé ; Arlette. — 5. Ira ; Prunes ; In. — 6. Lingerie ; Age. — 7. Luttner ; Pré-grie. — 8. Enné ; Tur. — 9. Ovation ; Lori. — 10. Pleur ; Ennyes. — 11. Hélie ; Sensé ; Tes. — 12. AS ; Usage. — 13. Ristourne ; Fan. — 14. En ; Entiers. — 15. — 16. Sel ; Tête ; Acéré.

GUY BROUTY.

Envoyez par le R.A.R. le Monde.

Génère : Jacques Forest, directeur de la publication, Jacques Sarragat.



Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'Administration.

A l'initiative de la C.G.T. les sidérurgistes occupent les ateliers d'Usinor-Longwy

(cass) en raison de la grève-bouchon d'un quart des salariés. Ce conflit s'explique par la délocalisation des usines. Les 12000 hommes du douzaine de sidérurgiques, en raison des premiers départs volontaires qui ont déjà été enregistrés, ont été réduits à 10000. Les mutations sont « le premier signe sur le terrain, de la restructuration de l'usine et de son démantèlement », dit-il.

La situation est aussi à nouveau tendue à Usinor-Denain où, selon les syndicats, le directeur a refusé la multiplication de tous les plans de restructuration en envoyant près de deux mille lettres qu'il a qualifiées de « lettres de démission » à des salariés un dépôt en préretraite.

D'autres conflits se poursuivent en province :

● **A Lusiny** : Sidérurgie de la Somme, à Fos-sur-Mer, où le directeur a refusé les candidatures aux positions.

Une précision de l'IFTIM

● Dans les caisses du Crédit agricole des Pyrénées atlantiques la C.R.D.T. et la Fédération des syndicats d'organismes agricoles (F.S.O.A.) ont lancé un mouvement de grève. Ils ont décidé d'arrêter le samedi 38 avril, après l'échec d'une commission de conciliation. Leurs revendications portent notamment sur des augmentations de salaires et sur la suppression des cotisations cataires en poste depuis plus d'une douze mois.

● Grève des cheminots de Marseille : à l'appel de la C.G.T. de la C.R.D.T. et de F.O., les agents de manœuvre et de manutention de la gare Saint-Charles ont décidé de faire grève le samedi 27 avril, à midi, une grève de vingt-quatre heures destinée à appuyer diverses revendications, notamment à propos des effectifs et des conditions de travail. Plus de 100 agents du trafic des grandes lignes se sont assurés, mais un certain nombre de suppressions ou de limitations d'itinéraires a été effectuée, notamment parmi des trains rapides. Les agents de la gare de Marseille, Lyon-Gare, ainsi que

ÉTRANGER

LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE A FORTEMENT DIMINUÉ EN MARS

entre les représentants des pouvoirs publics et les différentes parties intéressées de l'avenir de Manufactures Dargaud.

N'est pas publié. Dans un communiqué technique publié vendredi soir, le tribunal civil de Saint-Étienne a rejeté la responsabilité de l'échec de la négociation sur le maître commercialiste de Saint-Étienne, M. Joseph Sanguedolce, « qui a placé dans sa signature une responsabilité personnelle, aujourd'hui mise en cause par la société nouvelle : non-participation au projet de la société Dargaud, et parti pris de l'effort de l'Etat et celui de la municipalité ».

capitale »

Dans son communiqué, le tribunal de commerce indique que les capitaux de la société nouvelle constituée par 100 000 actions (sevent être souscrites par la MACIF) sont destinés à financer l'expansion du département de la Loire (30 000 actions) et la société financière (30 000 actions). Les sociétés financières s'étaient engagées à céder, le moment venu, leurs actions à la société nouvelle. Les sociétés financières, autres que l'Adfina Dargaud et la MACIF, susceptibles d'intervenir ultérieurement pour conforter le redressement de Manufactures Dargaud, ont été exclues de la France. Les capitaux nécessaires au démarrage et au fonctionnement normal de la société nouvelle ont été évalués à 190 millions de francs. Dans le cadre desdites intentions ou des engagements exprimés par les différentes parties, il était envisagé que le financement ci-

Elu président, M. Jean Menu va s'efforcer de concrétiser l'unité renaissante

ts de la
28 avril
pour presi-
général
505 voix
contre 236
syndicat
sants, pré-
sident gé-
ral M. Jean-
union des
si samedi
M. Jean
don, reste
s milles
le Hir
Marchelli
été élus

de M. Charpentier
l'impact des quatre
elles de la confédération
it, dans son élection,
lus des suffrages de
la quasi-totalité de ceux
quemenent 169 mandats)
rtie de ce qu'il a appelé
-x», c'est-à-dire les élé-
ctriciens. Minuscule les
sions, les syndicats, les
que, et un bon nombre
ehors des deux grandes
à citées, s'efforcent
tueux congrès d'octo-
re une issue au conflit
Charpentier à M. Mar-
fait défaut à M. Menu,
notamment la chimie,
nt observé que souvent
elles organisations ont

à donner leurs mandats, comme ce
 e dans les assurances.
 cours de la séance de nuit, tr
 en congrès extraordinaires,
 gués ont approuvé par 587 voix
 (pétrole, chimie, etc.) et 33 abs
 le protocole d'accord élaboré pa
 ndents des douze fédérations les
 ortantes "Le Monde" du 28 avril
 les "principaux représentants"
 e des "deux camps" la considéra
 sations uniformes, abnégation à
 confédérale, création de la fédéra
 malmalgue qui récupère la tota
 les mandats, etc.). De plus, cet
 rine la réunification avec l'Union
 e et techniques (U.C.T.). Il res
 e la nouvelle politique de direc
 e tendra à relâcher rapidement
 ité de la C.G.C. et à lui donner
 et souffrir.

hiérarchie, la progression dans la hiérarchie du pouvoir d'Etat. Au lieu d'avoir appelé « frères séparés » les militants de l'U.C.T. avec qui il veut une réconciliation rapide, M. Menet, qui se veut l'homme de la concorde, se livre à une série de formules des critiques, même volées, vis-à-vis de la ligne qu'il veut de suivre la C.G.C. Soudain, l'attaque contre les militants de gauche, pour que certains dirigeants « de l'Europe en Gif et en Parlement européen », n'aient pris que place de relâche.

Le général M.M. Malterre, Chantelot et Calvez, le secrétaire général de Minamoto visité, il y a quelques heures, les orientations politiques de son concurrent, M. Yvan Clerc ? Celui-ci avait marqué de sa marque sa conception du syndicalisme élitiste. « Ne soyons pas dupes de l'utopie égalitaire », a-t-il dit. Les certitudes ne durent pas se laisser léopard par les idées de M. Yvan Clerc. Il est clair qu'il fustige jusque dans le mot « réformisme », qui possède une idée « de compromis et d'aliénation ».

Le langage de M. Clerc s'est assourci quand il a évoqué une C.G.C. plus musclée, rejetant une redistribution injuste des revenus.

Interpellé sur « le soutien qu'

premier. L'acte s'est appliqué
le protocole « des dames », et
par le congrès, la condition premiè
pour remettre l'organisation
les rails et réaliser progressi
ment son unité interne. Ce
sont des hommes qui ont été
tains militants trouvent que
part faite à M. Marchelli, di
ce compromis. Sont trop be
néanmoins parce qu'on a pa
s'opposer à la démission de
fédération des métaux devant
la centrale de la rue de Gram
M. Yann Kircz semble s'être p
danz son intervention, à énu
merer les raisons pour lesquel
contient le compromis. En cit
notamment le taux uniforme
la confusion, avec dérogation
la cotisation des syndicats C.G.C.
U.G.

Plus inquiétants encore se
blent être les derniers propos
M. Charpentier à la tribune
du congrès. Il explique un peu
fois les raisons pour lesquelles
n'est pas représenté à la pr
sidence. Il explique que lorsqu
avait accepté ses responsabilit
dans le mouvement, il avait eu
mal de liberté et de confian
mutuelles. « Je ne doute p
a-t-il dit, de la sincérité d
hommes dans leur démarche
pour la réalisation de leur
mais je regrette de dire
même si telle est bien leur int
tion, je ne le ressens pas int

les conditions nécessaires au succès d'un remède.

Sous l'égide d'un éclairé congrès, M. Charpentier n'a pas, au contraire, fait remonter les ombres sur une situation qui n'est que trop réelle.

Dans les conditions où nous nous trouvons, il faut d'abord qu'estimât que M. Charpentier pour réussir sa sortie, ait gagné à se montrer moins ambitieux qu'il ne l'est.

Un homme qui se présente d'unité, lettré des délégués à Versailles, est-il maintenant suffisamment enraciné pour retracer les ambitions et les rivalités de la bourgeoisie ?

Un homme qui se présente d'unités au placard, en renonçant à brigner le siège de secrétaire général, pour se contenter d'être un député, n'est pas le seul à se laisser aller à des ambitions de direction, négociée et non réalisée.

M. Menu et les différents composants de la C.G.C. tiennent-ils la route ? Le nouveau président, M. Charpentier, n'est-il pas une C.G.C. reconciliée, à l'événement de dire qu'il refusait le titre de président intermédiaire ou président marchepied ?

JOANINE ROY

(1) Quant à M. Georges Ferry, qui a été élu à la présidence du scrutin, annonce qu'il n'est pas candidat, il obtient un beau succès d'estime en traitant de la nécessité d'élaborer un programme commun à un projet de société et en se re-

Un « jeune » président de 58 ans

Est-ce l'imposante carrure et le teint coloré, sous la tignasse blanche, la voix bien timbrée, volontiers gouailleuse ? Tout dans l'allure de M. Jean Menu semble démontrer que l'on peut être — plusieurs fois grand-père — jeune à cinquante-huit ans.

rale des institutions de retraites complémentaires). En même temps, il a gravi les échelons de la hiérarchie syndicale, jusqu'au secrétariat général de la C.G.C. en 1973. M. Charpentier lui fit mordre la poussière lorsqu'il postula à la succession de M. André Malterre, en 1975 et

Cette silhouette massive est un peu le portrait-robot du syndicaliste traditionnel, dont la carrure même semble montrer la capacité de saisir les problèmes en prise directe.

Le nouveau président de la C.G.C. siège dans de nombreux conseils et comités de caractère

La vocation de la mine vient à ce fils de V.R.P., né en 1921, lorsque, à vingt ans, sous l'occupation, pour échapper au S.T.O., il se fait « gueule noire ». Ayant décroché son diplôme d'ingé-

économique et social, et dit tranquillement que, depuis douze ans, il a sacrifié au syndicalisme sa carrière et sa vie familiale, ce qui ne l'empêche pas d'être quatre fois père et

Catholique militant, le scoutisme l'a beaucoup marqué et il en a tiré beaucoup de conclusions.

Durant la grande grève des mines, en 1969, les ingénieurs ne pouvant crasser le travail, lui et ses collègues versèrent une demi-douzaine de journées de

il en fit jusqu'à la trentaine; Jean Menu ne dit pas si c'est pour faire sa B.A. qu'il commença à collecter les cotisations syndicales et à s'occuper des retraites des mines, ce qui l'a entraîné, jusqu'à la mort, dans

salaires à la caisse des grévistes. Voilà un lustre, lorsque la C.G.C. avait amorcé une coordination de son action avec la C.G.T., il en fut le négociateur persévérant inébranlable. Inscrit la

LE SÔRT DE MANUFRANCE

Le tribunal de commerce rejette sur la municipalité stéphanoise la responsabilité de l'échec des négociations

De notre correspondant

Manufrance, qui se sont déroulées le lundi 28 et vendredi 27 avril à Paris entre les représentants des pouvoirs publics et les différentes parties intéressées à l'avenir de Manufrance n'ont pas abouti. Dans un communiqué publié vendredi soir, le tribunal de commerce de Saint-Etienne a rejeté la responsabilité de l'échec de la négociation sur le maire communiste de Saint-Etienne, M. Joseph Sanguedolce, « qui a posé deux conditions qui rendent impossible aujourd'hui la mise en place de la société nouvelle : non-participation de la société Dargaud, et partit entière de l'effort de l'Etat et celui de la municipalité ».

ce besoin soit assuré dans les conditions suivantes : 30 millions de francs propres apportés par les actionnaires sous forme de capital ou de compta-ble bloqué ; 10 millions de francs propres supplémentaires procurés par un prêt participatif consenti par l'Etat ; 12 millions de francs à la charge du F.D.E.S. également consentis par l'Etat ; 38 millions de francs à la charge garantis par la municipalité ; 100 millions fournis par cession d'un crédit d'impôt de l'ancienne société.

Maurice Joseph Sanguedolci, qui a quitté la table de négociation vendredi à midi, s'est rendu à la mairie d'Alger, "générali et a ex-

[illegible]

qu'il se décide à en gréver, occupant la firme. « On tourne rond », a-t-il déclaré, en se déclinant d'avoir cliqué la porte : « Les propositions faites étaient plus d'éléments à négocier, et les propositions faites étaient nettement insuffisantes. » Le maître de sa Etienne a expliqué qu'il avait refusé d'accepter la réduction de 10 % du capital, en versant 10 % (4 millions) du capital à investir par sa firme « voulait s'accepter le Chèque français et le transfert de la dette de 15 % du chiffre d'affaires ». Mais ce que ne pouvait surtout accepter M. Sanguedolce, c'est d'être obligé de verser 10 % des quatre-vingts suppressions d'impôt (ce chiffre ayant été ramené vingt à cinq cents) avec deux cents départes en pré-retraits à cinquante millions de francs, et de cinquante et un départes volontaires.

De son côté, le P.-D.G. de Manu-
france, M. Mastries, a déclaré :
« Nous regrettons qu'au moment o

une solution définitive est à portée de la main on risque la mise en liquidation de Manufrance si chacun des partenaires reste sur ses positions. Les capacités de redressement de l'entreprise seraient réellement sauvegardées et on aurait le temps de faire venir les investisseurs encore nécessaires si tous ceux qui ont promis des financements les apportent effectivement. »

Il n'est pas prévu de négociation officielle pendant le pont d'1^{er} mai. — P. C.

**LA TURQUIE ACHÈTE À L.M.T.
POUR 700 MILLIONS DE FRANCS
D'ÉQUIPEMENT TÉLÉPHONIQUE**

La société française Le Matériel Téléphonique (L.M.T.), filiale Thomson-C.S.F., a signé, vendredi 27 avril, avec l'administration turque des P.T.T., un accord pour la fourniture de matériel téléphonique d'un ordre de 700 millions de francs.

L'accord prévoit la création d'une filiale des P.T.T. pour les 20 ans. L'installation d'un central de 20 000 lignes à Istanbul et l'implantation d'une société de production de centraux électroniques système MT 28/25, d'une capacité annuelle de 100 000 centraux, sont prévus dans le cadre d'une large compétition internationale, a souligné la société L.M.T.

MONNAIES
ET CHANGES

**LE COURS DE LA PESETA
A ÉTÉ REVALORISÉ DE 2 %
ENVIRON**

La peseta espagnole a été officiellement revalorisée d'un peu plus de 2 % en fin de semaine. Aucune confirmation officielle n'en a été donnée, mais la Banque d'Espagne a baissé, de 63 à 66 pesetas, le 1 dollar son taux d'intervention, ce qui se traduit par une déflation de 2,25 % et non revalorisation, puisque la peseta fléchit brièvement — est due, pour une part à l'augmentation rapide des réserves de devises de l'Espagne, mais aussi à la baisse des prix au monde, ce qui les porte au niveau record de près de 11 milliards de dollars. En outre, les devises périclitées par le tourisme ont, en 1974, servi pour la première fois à compenser les importations déficitaires (environ 11 milliards de dollars).

A Paris, le cours de la pes
est passé de 6,4 centimes à 6,6 c
tintes (contre 5,8 centimes en ju
let 1977).

AUTOMOBILE

● Les ventes d'automobiles particulières en France ont atteint 194 743 unités, soit 12,4 % de plus qu'en 1978. Les exportations ont également progressé de 7,4 %, atteignant 184 743 unités. La production a dépassé 400 000 unités, soit une augmentation de 3,8 % sur l'année dernière. Ce progrès, note la chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, « s'explique par la rigueur des contrôles d'exportation pour soutenir au long de l'année, la production de véhicules utilitaires légers (moins de 6 tonnes) qui a augmenté de 12,4 % en mars par rapport à l'an passé, l'immatriculation de 4 478 unités. Les immatriculations de véhicules lourds ont régressé de 1,5 % et les exportations de 3,6 %.

Selon la chambre syndicale
parc automobile français a att
20,16 millions de véhicules
1^{er} janvier 1979, soit 830 000 v
cules (+ 4,3 %) en plus en un
Il a doublé depuis 1965, et q
doublé depuis 1958. Le parc
composé de 17,73 millions d'au
mobiles particulières (dont
moitié ont plus de cinq ans)
2,385 millions de véhicules u
taires (dont 926 000 diesels) et
55 000 autocars et autobus.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES

— Vieilles.

3. ETRANGER

— La fin du voyage de M. Giscard d'Estaing en Union soviétique.

4. EUROPE

— GRANDE-BRETAGNE : « Le choix du 3 mai » (10), par Henri Piere.

4. DIPLOMATIE

5. AMERIQUES

— TUNISIE : la visite du ministre des affaires étrangères algérien.

5. PROCHE-ORIENT

— IRAN : les deux principaux « hommes de confiance » de l'ayatollah Khomeiny sont en semi-dégrâce.

5. ASIE

6. POLITIQUE

— M. Giscard d'Estaing souhaite informer les dirigeants des partis de ses entretiens avec M. Brejnev.

— La préparation du vingt-troisième congrès du P.C.F. Questions orales à l'Assemblée nationale.

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 7 à 14

— Au fil de la semaine : En regardant la télévision, par Pierre Vismann-Foné.

— Lettre du Kyoto, par Brigitte Debat.

— Point de vue : « Un amour mineur », par Gérard Granel.

— Bonnes feuilles : « On ne change pas la société par décret », de Michel Crozier.

— RADIO-TELEVISION : journaux de la déportation sur TF 1 et 2, par Mathilde La Barrière; le Quinquagème MIP-TV de Cannes, par Thomas Perceval; les enfants et la publicité, par Claude Sarrazin; enquête sur les radios aux Etats-Unis (II), par Jean-Baptiste Blanchematin.

15-17. CULTURE

— MUSIQUE : Bach à Saint-Médard.

18. EQUIPEMENT

— AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : les « Provençaux » font l'investiture.

19-20. ECONOMIE

— NUCLEAIRE : le rapport français sur l'accident de Harrisburg.

— AFFAIRES : le tribunal de commerce rejette la municipalité stéphanoise la responsabilité de l'écrou des négociations sur le sort de Manufrance.

20-21. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

RADIO TELEVISION (9 à 12)
Carnet (17) : Informations pratiques (18) : Journal officiel (19) : Médiologie (19) : Mots croisés (19).

TENTATIVE DE MANIFESTATION ANTI-VIETNAMIENNE A PARIS :

UNE CENTAINE D'INTERPELLATIONS

Une centaine de personnes ont été interpellées, ce samedi 28 avril en fin de matinée, aux abords de la station de métro la Motte-Picquet-Grenelle, à Paris. Il s'agissait, en majorité, de Cambodgiens venus manifester contre le Vietnam, à l'appel d'un Comité des patriotes du Kampuché démocratique.

La manifestation ayant été interdite, les forces de police ont interpellé toutes les personnes qui tentaient de se rassembler avant l'heure prévue pour le début de la manifestation.

FONTAINEBLEAU

VII^e Biennale des Antiquaires

TOUS LES JOURS
DE 10 H A 19 H
JUSQU'AU 6 MAI

NOCTURNE CE SOIR JUSQU'A 23 HEURES

A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 28 avril 1979 a été tiré à 582 742 exemplaires.

La nouvelle formation des instituteurs est largement approuvée

Quelques réserves au sujet des rémunérations

Toutes les réactions suscitées par les mesures que le ministre de l'éducation, M. Christian Beullac, a annoncées jeudi 26 avril pour rénover la formation des instituteurs (« le Monde » du 27 avril) contiennent une part d'approbation. L'allongement de la formation de deux à trois années, sa sanction par un diplôme d'enseignement supérieur (un DEUG) sont jugés positifs. Les réserves se rapportent surtout à l'absence de propositions immédiates en matière de relèvement des rémunérations.

« Moment historique pour notre métier », avait affirmé, mercredi, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.), qui a négocié cette réforme avec le ministre. Jeudi, M. Guy Georges, secrétaire général, a répété devant la presse qu'il se veut « le chemin parcouru est immense ». Le SNI-P.E.G.C. estime que les mesures décidées « prennent une voie cohérente qui devrait déboucher sur l'école fondamentale » (projet d'école du SNI) où la continuité est assurée de la maternelle à l'actuelle classe de troisième.

« Depuis vingt ans, a déclaré M. Guy Georges, notre profession a été délaissée en catégories entières. Pour la première fois, nous avons mis un coup d'arrêt à la dégradation de notre profession. »

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNE) « se félicite » de l'allongement de la formation des instituteurs et de son élévation au niveau du DEUG; l'Union syndicale des instituteurs (SNI) considère que les décisions de M. Beullac « constituent un prolongement des luttes menées dans les écoles normales, qui ont été gagnées par les enseignants ». Le syndicat de la C.F.D.T. émet cependant de sérieuses réserves. Il estime que « la formation reste conçue pour un instituteur qui n'est pas dans une classe et non pas intégré dans une équipe pédagogique, malgré un langage moderniste », et regrette que le « problème essentiel » pour lui ne soit « pas traité dans l'immédiat » : le reclassement indiciaire des instituteurs. Ce qu'affirme d'ailleurs le SNI-P.E.G.C., qui « accepte » des dispositions prévues et « se réjouit » de voir ainsi « levé le préalable opposé jusqu'à présent pour résoudre les graves difficultés que nous rencontrons, confrontés les collèges, leurs élèves, leurs enseignants ». Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) considère que les décisions de M. Beullac « constituent un prolongement des luttes menées dans les écoles normales, qui ont été gagnées par les enseignants ».

Le syndicat de la C.F.D.T. émet cependant de sérieuses réserves. Il estime que « la formation reste conçue pour un instituteur qui n'est pas dans une classe et non pas intégré dans une équipe pédagogique, malgré un langage moderniste », et regrette que le « problème essentiel » pour lui ne soit « pas traité dans l'immédiat » : le reclassement indiciaire des instituteurs. Ce qu'affirme d'ailleurs le SNI-P.E.G.C., qui « accepte » des dispositions prévues et « se réjouit » de voir ainsi « levé le préalable opposé jusqu'à présent pour résoudre les graves difficultés que nous rencontrons, confrontés les collèges, leurs élèves, leurs enseignants ». Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) considère que les décisions de M. Beullac « constituent un prolongement des luttes menées dans les écoles normales, qui ont été gagnées par les enseignants ».

Enfin le syndicat des instituteurs P.O. rejette totalement le nouveau système, considérant notamment que le « pseudo-allongement de la formation à trois ans est une année d'essai sans valeur universitaire », et que le DEUG « ne permettra pas l'accès des instituteurs à la catégorie A de la fonction publique ». Ce syndicat dénonce d'autre part la « collusion entre le ministre et le SNI ».

Deux partis politiques ont aussi réagi aux mesures présentées par M. Beullac. Le parti communiste estime que ce projet constitue un « progrès tangible ». Mais, ajoute M. Michel Dufour, membre du comité central, « des zones d'ombre demeurent car les négociations menées dans le plus grand secret par M. Beullac et les dirigeants du SNI, sans appel de la part de ces derniers à leurs collègues, offrent un vaste ter-

rain de manœuvre pour le pouvoir ». Les luttes vont donc être nécessaires pour prolonger l'accès, notamment en ce qui concerne la revalorisation matérielle immédiate du métier d'instituteur.

Le Centre des démocrates sociaux se « réjouit » de ces mesures qui « visent à donner une place nouvelle dans notre société aux instituteurs ». Le C.D.S. souhaite qu'après cinq ans de fonctions les maîtres suivent un stage de recyclage de trois mois.

● **Grève et manifestation d'instituteurs dans l'Essonne.** — Des enseignants des écoles maternelles et élémentaires de l'Essonne ont fait grève le jeudi 26 avril à l'appel de la fédération départementale du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.). Selon le syndicat, le mouvement a été suivi par 80 % des instituteurs, qui protestaient ainsi contre l'annonce de la fermeture de quatre-vingt-dix-huit classes à la rentrée prochaine (pour soixante-quinze ouvertures). Une manifestation réunissant cinq cents personnes a eu lieu le même jour devant l'Inspection académique d'Evry. (Corresp.)

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE UN TECHNICIEN DE L'USINE DE LA HAGUE

Radioactivité et discrétion

Un crime, une malveillance, une tache ? M. Guy Busin, le technicien de la Compagnie générale des matières (Cogema), à la Hague (Manche), qui a découvert sous le siège de sa voiture (le Monde du 28 avril) des matières radioactives, ne pense pas avoir d'ennemi qui « lui ait voulu à ce point ». Tout en affirmant se « porter à merveille », M. Busin admet cependant avoir ressenti « une grande fatigue ».

La direction de la Cogema, qui ne veut donner aucune indication, pour, dit-elle, « ne pas affoler la population », reconnaît toutefois que « l'acte commis a été celui d'un fou et d'un criminel ». M. Busin pense que les « queques » — les rondelles servant à manipuler les barreaux d'uranium — auraient été déposées dans sa voiture à son retour de vacances en août 1978. Ils n'auraient été découverts que sept mois plus tard, en mars. Mais les spécialistes ont tout de même dirigé M. Busin vers le centre de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine) du Comité-

APRÈS LA COLLISION DE DEUX TANKERS

Deux nappes de pétrole sont traitées par les navires de la marine nationale au large d'Ouessant

Alors que la visibilité était très faible et le brouillard dense au large de la Bretagne, deux pétroliers sont entrés en collision à 4 h. 10, le samedi 28 avril, à 35 milles nautiques (environ 60 kilomètres) à l'ouest-sud-ouest de l'île d'Ouessant.

Il s'agit du pétrolier libérien « Gino », d'une capacité de 49.000 tonnes et transportant 35.000 tonnes de pétrole, qui se dirigeait vers le Havre en provenance du Texas, et du tanker norvégien « Tasmacastor », 33.000 tonnes circulant à vide. Le premier « remontait » vers la Manche et le second « descendait » vers l'Atlantique.

Les trente-trois hommes d'équipage du navire libérien ont été évacués vers 5 heures et ont été recueillis par un cargo soviétique. Peu après, le bateau libérien a pris de la gîte et a commencé à s'enfoncer dans la mer. Il mesurait 210 mètres de long et a jeté ancré à l'arrière le « Gino » avait coulé. Le « Tasmacastor », touché à l'avant, a perdu environ 1.000 tonnes de son carburant de propulsion tandis que le pétrole brut s'échappait des cuves du navire libérien. Les autorités ont repéré deux nappes qui mesurent chacune environ 2 kilomètres de long sur 200 mètres de large.

Les autorités maritimes de Brest, sous les ordres de l'amiral Jacques Coullondre, préfet maritime de la IV^e région, qui sont en liaison permanente avec la mission interministérielle de la mer à l'hôtel Matignon, indiquent, en fin de matinée, que les vents et les courants, à l'endroit où a eu lieu l'accident, étaient orientés nord-sud et nord-ouest sud-est. Ces données météorologiques seraient de nature à pousser les nappes de pétrole non vers les côtes d'Ouessant ou du Nord-Finistère, gravement polluées l'an dernier après la marée noire de l'Amoco-Cadiz, mais plutôt en direction du sud.

Comparé au naufrage de l'Amoco-Cadiz, le 17 mars 1978,

qui avait eu lieu en pleine tempête sur la côte elle-même, cet accident s'est produit très au large des côtes françaises, en dehors des eaux territoriales et par temps relativement calme. D'autre part, la collision s'est produite hors de la zone de séparation du trafic maritime et hors du dispositif réglementé. Les deux navires, même s'ils ont commis des fautes, n'ont pas commis d'événements graves de navigation. Ils peuvent être poursuivis au titre de la loi du 2 janvier 1979, qui sanctionne d'une amende de 500 à 50.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans le non-respect des règles de circulation maritime au large d'Ouessant. D'autre part, le « Gino » avait, comme les règlements l'y obligent, annoncé aux autorités de Brest qu'il se préparait à entrer dans la zone de séparation du trafic.

En application des dispositions prises par le gouvernement après l'accident de l'Amoco-Cadiz, une quinzaine de navires de la marine nationale se sont portés sur les lieux, chargés de produits destinés à disperser les nappes de pétrole (il s'agit d'un brûleur répandeur en mer). La manière dont seront utilisés les dispersants sera surveillée par le Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation (CEDRE) de Brest. D'autre part, une équipe d'intervention, qui comprend une dizaine de personnes spécialisées dans l'électrification, les avaries de machines, les voies d'eau, le feu ou la radio-navigation, se tenait prête à se rendre avec un hélicoptère Super Puma de la base de Lanvéoc-Poulmic sur les lieux de l'accident.

La préfecture maritime de Brest n'avait pas ce samedi en fin de matinée déclenché le plan Polmar. Ce plan, dont tous les détails sont contenus dans une instruction publiée au Journal officiel du 14 octobre 1978 et signée par M. Raymond Barre, ne sera décidé par le préfet maritime qu'après avis de la Mission interministérielle, que si la situation s'aggrave et si les moyens actuellement disponibles se révèlent insuffisants.

La Coordination interrégionale des mouvements écologistes (CIME) souligne, de son côté, « la facilité avec laquelle on peut verser des matières radioactives d'une usine nucléaire ».

M. Busin, quant à lui, ne comprend pas qu'on ait pu « si aisément franchir les contrôles ».

(1) L'Assemblée constitutive du Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures a décidé, le 26 avril à Londres, à la demande de la France, un relèvement du plafond de ce fonds de 36 à 54 millions de dollars. Ce Fonds, destiné à fournir une indemnisation supplémentaire à celle prévue par la convention de 1969 sur la responsabilité des propriétaires de navires pétroliers, est alimenté par une cotisation des industries pétrolières sur les tonnage d'hydrocarbures déchargés dans les ports des pays contractants.

● M. Constantin Tsatsos, président de la République hellénique, et Mme Tsatsos devraient quitter Paris ce 28 avril en début d'après-midi pour regagner Athènes après les quarante-huit heures de séjour privé qui ont suivi leur visite officielle.

Au sommaire du supplément

EUROPA

publié dans

Le Monde

de lundi (daté 1^{er} et 2nd mai)

— Un entretien avec M. Zbigniew Brzezinski, conseiller de M. Jimmy Carter pour les affaires internationales.

— Un article d'André Fontaine sur l'histoire de l'unification européenne.

— Avant la conférence de la CNUCED : « Les pays en développement s'orientent-ils vers des productions dépassées ? », par Michel Godet.

Ce supplément est préparé en collaboration avec Le Stamp, The Times et Die Welt.

LE P.S. APPELE A MANIFESTER LE 1^{er} MAI

Le parti socialiste appelle ses adhérents et ses sympathisants à répondre à l'appel des organisations syndicales afin de participer aux manifestations du 1^{er} mai et de leur donner l'ampleur nécessaire.

M. Claude Germon, secrétaire national aux entreprises, souligne que ce 1^{er} mai 1979 revêt une signification particulière pour les travailleurs en raison de l'aggravation du chômage, de la poursuite de l'inflation et de la politique d'austérité de M.M. Giscard d'Estaing et Raymond Barre. M. Germon évoque aussi la remise en cause du droit de grève par le pouvoir et le patronat, ainsi que les propositions « néo-sociales » lors de la manifestation du 23 mars à Paris.

Des incidents ?

« Selon des informations non contrôlées, la traditionnelle manifestation du 1^{er} mai pourrait connaître les mêmes incidents que lors du défilé du 23 mars », indiquent dans un communiqué les organisations C.F.D.T. et C.G.T. de la police nationale qui « mettent en garde la population contre d'éventuelles provocations qui tendraient à dénaturer le caractère de cette manifestation. Elles rappellent à ce sujet qu'il appartient aux pouvoirs publics de faire assurer par la police la protection d'une manifestation autorisée. Elles appellent leurs adhérents et l'ensemble des fonctionnaires de police à participer massivement au défilé du 1^{er} mai pour célébrer la fête du travail et pour la défense des libertés ».

UNE ORGANISATION ANTILUIVE REVENDIQUE L'ATTENTAT COMMIS CONTRE UNE STELE ELEVEE A LA MEMOIRE DE GEORGES MANDEL

Un attentat a été commis dans la nuit du 26 au 27 avril contre un monument érigé sur la RN 7, à la sortie de Fontainebleau, à l'honneur de Georges Mandel, ancien ministre de l'Intérieur en 1940, a été assassiné par la milice de Vichy le 7 juillet 1944. Le monument a été partiellement détruit par une charge de plastic.

Dans un communiqué adressé le vendredi 27 avril au Monde, le détachement Thierry de Ludre, de la Ligue des combattants français contre l'occupation nazi, se félicitant au souvenir d'un journaliste arrêté et abattu sommairement en juin 1940, sur ordre du ministre de l'Intérieur de l'époque, a indiqué qu'il a procédé à « la destruction élogieuse » de la stèle élevée à la mémoire de « Jereboam Rothschild, dit Georges Mandel ».

En cas de tentative de « ré-érection », ajoute le communiqué, « des représailles seront prises contre différentes personnalités juives ».

Inconnue jusqu'alors, la Ligue des combattants français avait revendiqué l'attentat commis le 31 mars contre les locaux du Matin de Paris (le Monde daté 1^{er} et 2nd avril).

La Société des amis de Georges Mandel et sa famille ont indiqué que la stèle serait rapidement réparée.

Le préfet de la Seine-et-Marne, M. Jean Brachard, et le maire de Fontainebleau, M. Paul Seramy, sénateur, sont allés dimanche devant la stèle endommagée.

La Ligue des combattants français a également revendiqué, ce samedi matin, un attentat commis vers 1 heure contre le « Foyer des Israélites et des réfugiés » situé 5, rue de Varize, à Paris (18^e). Deux cocktails Molotov ont été jetés contre le porte du foyer. Ils n'ont pas explosé.

● La première grève nationale organisée en Argentine depuis l'arrivée des militaires au pouvoir en 1976 a été partiellement suivie, vendredi 27 avril, selon les premières indications recueillies à Buenos-Aires.

Découlant de l'irresponsable et « illégale » par le gouvernement militaire, la grève a particulièrement affecté les grandes entreprises du cordon industriel de Buenos-Aires et certaines lignes de chemin de fer.

● Deux gendarmes de la compagnie de Prades (Pyrénées-Orientales), Claude Marcano, trente-six ans, et Dominique Olier, vingt-six ans, ont trouvé la mort, vendredi 27 avril, dans une avalanche alors qu'ils patrouillaient dans la région de Formigères, à plus de 2.000 mètres d'altitude.

● Un avion a explosé dans la nuit du 27 au 28 avril devant le commissariat de police du quartier du Palais-Royal à Paris. Il n'y a pas eu de victime, mais la porte et la salle de réception du commissariat ont été endommagées. L'attentat a été revendiqué par un groupe « Emile Henry », du nom de cet anarchiste qui pratiquait l'action directe et qui fut guillotiné en 1894 à Paris.

● La commission centrale de discipline de la Fédération française de football a décidé de suspendre, pour deux matches de compétition officielle, le terrain de Bastia. Le club corse devra, en outre verser une amende de 1.000 francs. Ces sanctions font suite aux incidents qui avaient eu lieu à l'issue du match opposant, en huitième de finale de la coupe de France, Bastia à Strasbourg.

صكذات الاصل